

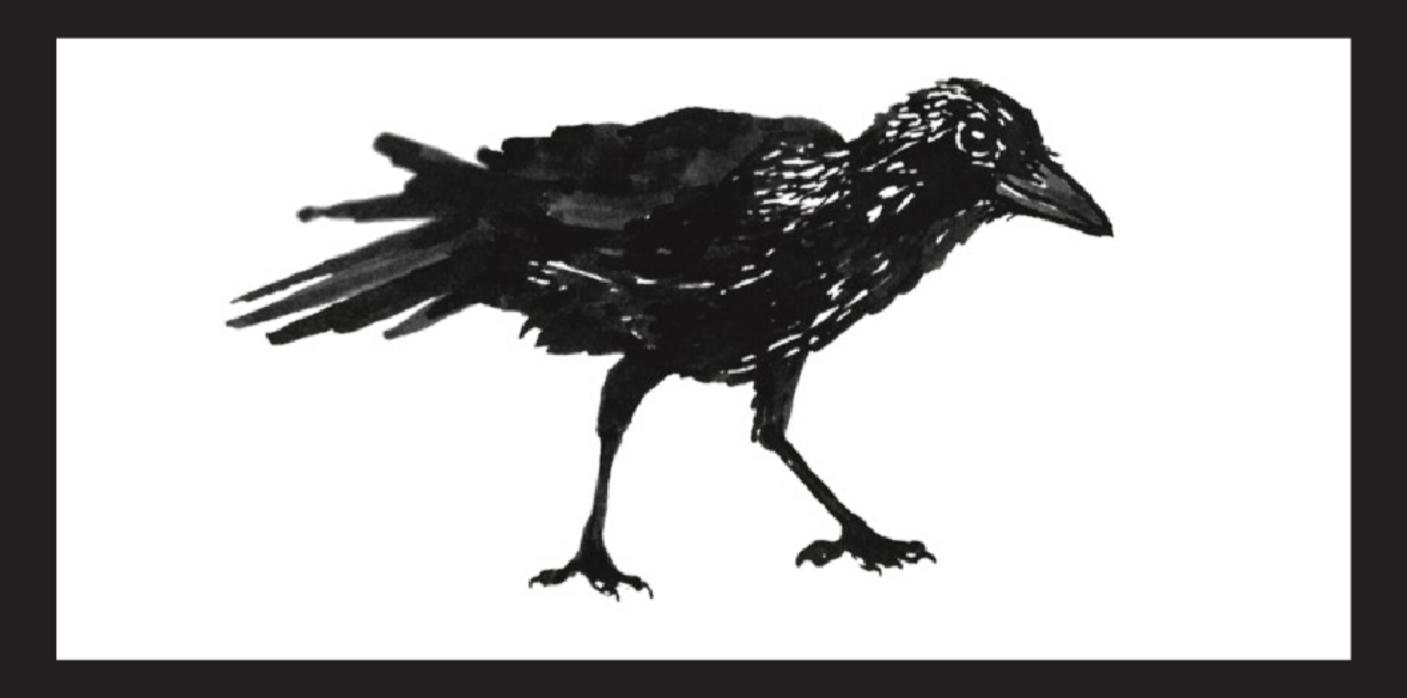
POURQUOINOS TEXTES NE SONT PAS SIGNÉS ?

Vous le remarquerez, les textes dans ce Regard Critique ne sont pas signés. Plusieurs raisons expliquent le choix du comité de la CUAE de ne jamais signer ses textes.

Premièrement, ces textes sont souvent écrits collectivement, et sont surtout relus par l'entièreté du comité, discutés par ce dernier et remodelés.

Deuxièmement, le fait de ne pas signer anonymise les écrits et permet ainsi une critique de l'université (ou de la société de manière plus large) réfléchie ensemble et qui ne sera pas attribuée à quelques individu.e.x.s. Cela nous protège en tant qu'étudiant.e.x.s de la menace de représailles.

Finalement, ne pas signer nos textes est une manière de critiquer l'idée de propriété intellectuelle. Personne ne peut tirer un prestige d'un texte écrit car ils sont tous collectifs. Ainsi, ils sont également en libre circulation tant que le fait qu'ils sont tirés du Regard Critique est mentionné. C'est une manière de collectiviser le savoir et d'éviter la personnification de figures intellectuelles.



4Edito

10Espace non-marchand : définition

Dumping social à l'Unige, la fable des super-étudiant.e.x.s

5 L'AU sert-elle à quelque chose ?

Contre l'hétérosexualité par le GT genre de la CUAE

29
Répression à l'université et autres histoires de transphobie

TABLE DES MATIÈRES

En quoi l'extrême-droite (et l'UDC) nuit aux étudiant.e.x.s ?

50La Critical critiquée

43
Les déboires de la faculté des lettres

64Jeu: Horoscope des facs

66 Jeu: Mots-croisés

EDITO: CITÉ UNIVERSITAIRE « LE SUCCÈS C'EST D'ALLER D'ÉCHEC EN ÉCHEC SANS PERDRE SON ENTHOUSIASME » ?

On peut lire cette phrase en ouvrant le site de la Cité Universitaire. C'est un peu méta, quand on est une fondation qui essuie échecs sur échecs en ce qui concerne sa politique de logement, d'oser mettre ce type de citations (vous pourrez aussi y lire « L'échec est le fondement de la réussite. ») en police 72 sur leur page de garde. De quoi parlons-nous ? Revenons un peu en arrière.

En 1963, par l'impulsion d'une association d'ancien.ne.x.s étudiant.e.x.s et de son président Jean-Aimée Baumann, alors professeur à l'Unige, naît d'un partenariat public-privé la Cité Universitaire. La fondation permet aujourd'hui de loger 850 étudiante.x.s. Au premier abord, rien de très révoltant en somme. Mais le problème, et c'est ce que nous allons nous efforcer de démontrer ici, c'est que cette fondation n'est que le miroir d'une crise des logements pérenne à Genève, qui a lieu au détriment des personnes précaires et plus globalement des travailleur.euse.x.s.

La pénurie de logements touche l'ensemble de la population et ne touche pas particulièrement les personnes en formation. Pour y faire face, nombreu.se.x.s sont celleux qui doivent faire d'énormes concessions sur leur choix de logement : loyers abusifs, lieux insalubres, déménagement dans le canton de Vaud, loin du centre-ville ou en France voisine - car le coût des logements augmentent en centre-ville à cause de la gentrification et de la spéculation immobilière -, etc. Dans un canton où le taux de vacances est de 0.37%, il est tout à fait compréhensible qu'une immense majorité des personnes (tout le monde sauf les propriétaires et autres bourgeois) s'accommode du premier logement qu'elles arrivent à trouver. Bref, la précarité du logement résulte en une tolérance accrue des locataires quant à l'instabilité et l'insalubrité de leurs conditions d'habitation.

Et les proprios en profitent. A la Cité-U par exemple, interdiction des ventilateurs en raison de leur coût énergétique, interdiction d'inviter des ami.e.x.s à dormir (à moins d'en faire la demande et de payer 15 CHF), matelas pour invité.e.x.s cadenassés, entrée des Securitas dans les chambres sans l'autorisation des locataires, bâtiments vétustes, etc. De plus, les loyers peuvent augmenter d'année en année. Cette année par exemple, ils ont augmenté de 5 CHF en raison de l'augmentation des coûts de l'énergie.

Il est donc impératif que la Cité Universitaire (et les autres logements universitaires par ailleurs) offrent de bonnes conditions de logement à leurs locataires en (notamment) : autorisant la venue d'invité.e.x.s, interdisant l'augmentation des loyers, autorisant les locataires à amener leur propre mobilier et des ventilateurs, interdisant au personnel de sécurité d'entrer dans les logements sans l'autorisation expresse des locataires.

Dans le cas où ces changements ne sont pas mis en place, la fondation pourra au moins toujours nous dire qu'elle va, avec enthousiasme, d'échecs en échecs.

L'AU SERT-ELLE À QUELQUE CHOSE ?

Introduction

Vous avez peut-être appris l'existence de l'assemblé de l'université (AU) à travers les nombreux rebondissements qui ont entouré le processus de désignation de la/du recteur.rice en 2022-2023.

Le 27 septembre 2022, un article sortait dans la tribune de Genève¹, annonçant que huit candidats avaient postulé à la succession du recteur Yves Flückiger. Parmi ces candidatures, aucune femme, et un seul candidat interne : Jérôme Lacour, doyen de la faculté des sciences. Cet article sortait à un moment crucial du processus de désignation du recteur : juste avant que l'AU ne choisisse les personnes qu'elle auditionnerait.

L'article en question était en fait une fuite, censée ne jamais sortir publiquement; en effet, il trahissait une partie confidentielle des activités de l'AU. Le processus de désignation de la/du recteur ice se déroulant à huis clos.

Cette fuite a provoqué un chaos au sein de l'AU. Mais cette dernière s'est vite ressaisie et a rapidement envoyé un mail à toutes les adresses mail de l'université pour rendre publiques les informations révélées par la presse. Toutefois, d'autres fuites² de moments-clés du processus de désignation du recteur.

L'affaire de la désignation du recteur de l'université de Genève a atteint son point culminant lorsque le recteur proposé par l'AU a été refusé par le conseil d'état³.

Ce refus met en perspective tout le foin médiatique et interne à l'université qui s'est fait autour du processus de désignation. En effet, comment donner trop de crédit à un processus qui peut être balayé par l'exécutif cantonal en un claquement de doigts?

En fait, cette affaire est très révélatrice de l'entier du fonctionnement de l'AU. Mais voyons d'abord ce qu'est cette fameuse assemblée de l'université.

Qu'est-ce que l'AU?

Selon la Loi sur l'université (LU), « L'assemblée de l'université est l'autorité représentative de la communauté universitaire, habilitée à se déterminer dans les cas prévus par le présent article sur les grandes orientations de la politique universitaire et le fonctionnement de l'université. » (LU art. 32 al. 1)

Concrètement, l'AU est un organe consultatif de l'université de Genève, composé de 10 étudiant.e.x.s, 20 professeur.e.x.s, 10 membres du CCER⁴ et 5 membres du PAT⁵, soit 45 membres au total. L'organe se réunit tous les deux mois environ.

Les membres de l'AU sont élu.e.x.s par les corps qu'iels représentent. Dans le cas du corps étudiant, les élections ont lieu tous les deux ans.

La création de l'AU remonte à la LU de 2008, et était présentée comme un moyen d'introduire plus de démocratie à l'université, comme l'explique une page du site web de l'Unige qui présente la position de l'université en faveur de la loi : « Enfin, loin de concentrer les pouvoirs, la nouvelle loi vise à la répartition

des responsabilités. A ce titre, elle prévoit la constitution d'une Assemblée de l'Université, autorité représentative de la communauté académique. Dotée de compétences décisionnelles majeures dans le cadre de la désignation du Recteur et de l'adoption des statuts, elle se prononce sur tous les grands instruments de gestion de l'Université [...] »6.

« si les proportions étaient respectées, pour vingt membres du corps professoral, il y aurait 655 membres du corps étudiant. »

Notons que nous, la CUAE, nous opposions déjà à la LU en 2008 et raillait la création de l'AU comme un moyen inefficace d'introduire plus de démocratie à l'université : « Une assemblée de l'université aura l'immense privilège de pouvoir donner des préavis ou des recommandations à la rectrice souveraine. » (Regard Critique n°38)⁷.

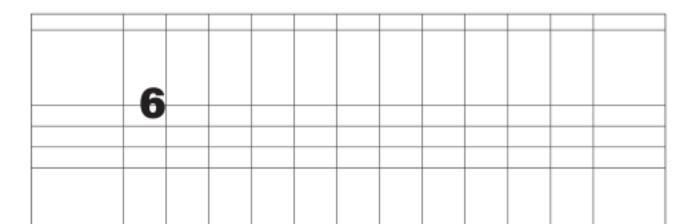
Un organe inutile...?

Cette volonté de démocratie et de répartition des pouvoirs ne correspond pas à la réalité. Certes, l'assemblée est peuplée de tous les corps qui composent l'université. Cependant, l'un des aspects peu démocratiques de l'assemblée universitaire est sa composition : 10 membres du corps étudiant (sur 18'261), 10 membres du corps des collaborateur.ice.x.s de l'enseignement et de la recherche (sur 2'484), 5 membres du personnel administratif et technique (sur 1'707) et VINGT membres du corps professoral (sur 558). Autrement dit, si les proportions étaient respectées, pour 20 membres du corps professoral, il y aurait 655 membres du corps étudiant. Malheureusement, ce n'est pas le cas et nous sommes bien loin de la « représentativité et proportionnalité démocratiques » tant recherchées par notre chère université.

Ainsi, la réalité est plutôt que les professeur.e.x.s occupent dans la structure même de l'AU une place qui leur permet d'imposer plus ou moins ce qu'iels veulent aux autres corps de l'uni. En effet, une alliance des trois autres corps (étudiant.e.x.s, PAT et CCER) est nécessaire pour prendre une décision sans leur soutien.

De plus, même au sein des corps, notamment du corps étudiant, la démocratie est discutable : Le taux de participation aux élections à l'AU, de 5.61% en 2021 (sur quelques 19'000 étudiant.e.x.s, cela représente environ un millier de votant.e.x.s), montre que pour sa large majorité, la communauté étudiante n'a pas pris part à cette décision. En 2023, la liste étudiante composée entre les associations universitaires a été élue tacitement, il n'y a donc même pas eu de vote.

Le langage officiel pour définir l'AU parle d'« autorité représentative ». Soyons clair.e.x.s, nous ne pensons pas qu'avoir une autorité représentative soit un but en soi. Nous souhaitons dépasser ce type de gouvernance⁸. Il n'en demeure pas moins que qualifier l'AU d'autorité est mensonger. En effet, celle-ci a un champ d'action extrêmement limité. L'assemblée universitaire a en fait neuf prérogatives très précises. Les deux premières sont : 1) désigner⁹ (attention cela ne veut pas dire nommer¹⁰) le·la



prochain.e recteur.rice et 2) proposer le renouvellement du mandat du/de la recteur.rice. Dans ces deux cas, le choix doit de toute façon être validé par le conseil d'état.

En théorie et selon une vision complètement détachée des rapports de force réels, l'assemblée a été conçue comme un contre-pouvoir au recteur (cf. LU de 2008), qui, contrairement à ses homologues dans les autres universités suisses, se retrouvait tout puissant sans conseil administratif au-dessus de lui. Il a donc fallu donner une façade démocratique en instaurant des assemblées et des conseils qui pouvaient guider les décisions prises par le chef de l'université. Mais il suffit de lire le règlement interne de l'assemblée¹¹ pour se rendre compte que l'assemblée n'est en rien un contre-pouvoir au rectorat.

« En somme, l'AU n'a qu'un pouvoir purement consultatif. »

Elle a comme unique possibilité de valider ce que fait le rectorat. Et n'a aucune possibilité de s'opposer à ce que ce dernier met en place. Par exemple, sur les neuf prérogatives évoquées plus haut, les sept dernières (toutes celles qui ne concernent pas la désignation du/de la recteur.rice) sont saisies sur proposition du rectorat. Quel contre-pouvoir! C'est un contre-pouvoir qui est réduit à donner son préavis sur quelques documents vagues tels que la charte d'éthique et de déontologie¹² ou la convention d'objectifs¹³.

En somme, l'AU n'a qu'un pouvoir purement consultatif. Parfois son travail

attend la validation du conseil d'état, d'autres fois c'est de l'accord du rectorat que l'AU est dépendante. Le règlement est très clair, il stipule que l'assemblée « se prononce à titre consultatif sur les objets dont elle est saisie »¹⁴.

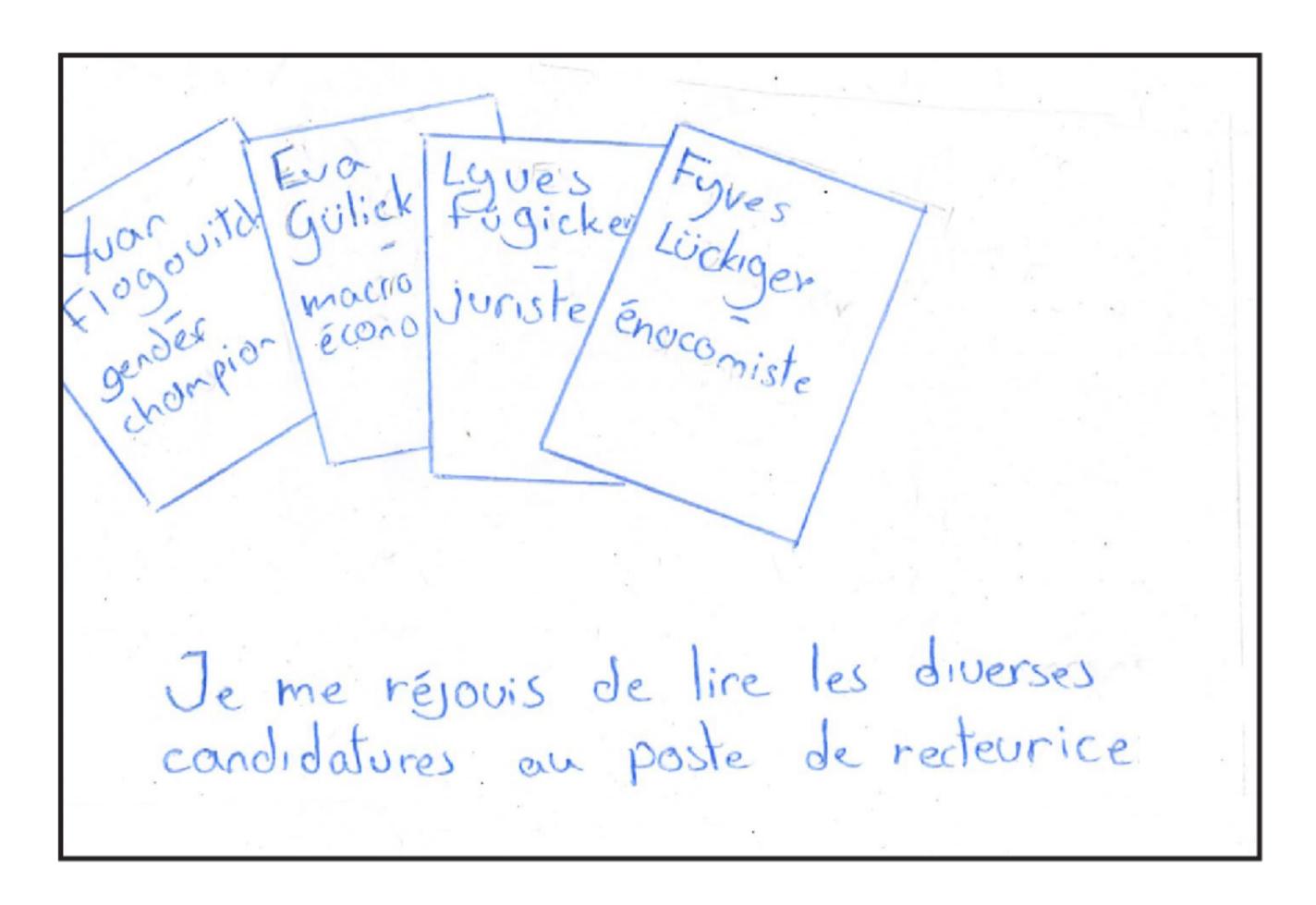
Ainsi, rien n'oblige le rectorat à mettre en œuvre quelque motion votée par l'assemblée que ce soit. Et en effet, sur les nombreuses motions principalement étudiantes qui ont été votées ces dernières années, aucune n'a vu d'application concrète.

...ou un instrument de domination?

L'AU est un exemple très criant de ce qu'est la consultation à l'unige : des réunions et des discussions qui se multiplient, avec des représentant.e.x.s des différents groupes d'intérêts à l'université, pour les sonder et ne leur donner ensuite aucune capacité décisionnelle.

L'assemblée de l'université, pour inutile qu'elle soit aux étudiant.e.x.s qui souhaitent faire avancer les choses, est très utile aux autorités de l'université lorsqu'il s'agit de diluer le mécontentement. C'est ainsi que des préoccupations pertinentes se retrouvent condamnées à prendre la forme de motions qui, adoptées ou non, finiront au fond d'un procès-verbal que pas grand-monde ne lit. La désignation de la/du recteur.rice est le point le plus important des activités de l'AU. Ce n'est sans doute pas un hasard. La toute puissance du recteur peut ainsi se targuer d'une légitimationda-tique, celui-ci ayant été désigné par la « communauté universitaire ».

C'est donc dans l'inutilité de l'AU que se trouve tout son intérêt pour les pouvoirs



du statu quo, tout en coûtant beau- université gérée collectivement par coup d'énergie à celleux qui voudraient faire changer les choses. La rédaction d'une motion qui ne sera jamais appliquée coûte en effet un temps précieux, qu'on voudrait volontiers passer à faire quelque chose de plus utile.

Perspective

Appeler à la démocratisation de l'AU serait donc illusoire ; c'est à la démocratisation de l'ensemble de l'université que nous aspirons. Améliorer le processus de désignation rectorale ne changerait pas grand-chose à la présence à la tête de l'institution d'un e recteur rice tout.e-puissant.e, qui priorise le caractère concurrentiel de son institution et son rang au classement de Shanghai au bien-être des étudiant.e.x.s et employé.e.x.s.

universitaires. Elle permet le maintien Nous ne voulons rien de moins qu'une toutes les personnes qui participent à son fonctionnement. Si nous voulons bien des assemblées, nous les voulons réellement démocratiques, et dotées d'un vrai pouvoir de décision.

> Le personnel engagé dans le fonctionnement quotidien de l'université doit également être impliqué au maximum dans les décisions de l'alma mater¹⁵. C'est pourquoi la CUAE revendique par exemple l'internalisation des services de cafétéria et de nettoyage. Cela permettrait (en plus de leur offrir des conditions d'emploi plus dignes) de reconnaitre ces employé.e.x.s pour ce qu'iels sont : du personnel au service du fonctionnement serein de l'université.

> Par ailleurs, les instances de décision de l'université (on l'aura donc compris,

on ne parle pas ici d'une assemblée fantoche comme l'AU) sont en fait accaparées par le rectorat, ses conseillers, les doyens, les profs (les personnes qui ont une place à laquelle iels tiennent suffisamment pour ne pas aller à l'encontre des intérêts de leur hiérarchie ou de l'institution qui les entretient).

Prenons l'exemple des commissions d'opposition qui ont un pouvoir certain puisque ce sont elles qui acceptent ou refusent les oppositions formulées, très souvent par des étudiant.e.x.s (comme par exemple lors d'une élimination litigieuse). Ce sont des commissions facultaires dont les compositions ne sont pas publiques. Toutefois, il n'y a pas la moindre étudiant.e.x dans de telles commissions. C'est pourtant un enjeu démocratique essentiel que les commissions d'opposition deviennent plus transparentes et que les étudiant.e.x.s puissent y être représenté.e.x.s. Les associations étudiantes se mobilisent régulièrement pour que des étudiant.e.x.s soient intégré.e.x.s dans ces commissions. Ces initiatives sont plus que précieuses et il est nécessaire de les soutenir, de les relayer et de les multiplier.

Notes

¹https://www.tdg.ch/aucune-femme-ne-se-lance-pour-diriger-luniversite-de-geneve-265433124224

² Voir https://www.tdg.ch/succession-du-recteur-le-candidat-maison-ecarte-210233196368 et https://www.tdg.ch/un-belge-et-un-quebecois-en-lice-dans-la-course-au-rectorat-972601078178

³ https://www.rts.ch/info/regions/geneve/13713345-le-conseil-detat-refuse-de-nommer-le-recteur-choisi-par-luniversite-de-geneve.html

⁴ Collaborateurs et collaboratrices de l'enseignement et de la recherche. Il s'agit de toutes les personnes qui ont une charge d'enseignement ou de recherche, mais n'ont pas de statut de professeur. Ce sont notamment les assistant.e.x.s doctorant.e.x.s, les chargé.e.x.s de cours, les collaborateur.ice.x.s scientifiques, et les maîtres d'enseignement et de recherche (MER).

⁵ Personnel administratif et technique. Cela regroupe tous les emplois à l'université qui ne concernent pas directement l'enseignement et la recherche, comme les fonctions administratives, les tâches qui touchent aux infrastructures informatiques, etc.

⁶ https://www.unige.ch/actualites/archives/2008/rentree08/

⁷ Regard critique n°36 (septembre 2008), autonomie mon cul!

⁸ Une autorité représentative implique que les étudiant.e.x.s délèguent à des « expert.e.x.s » qui les « représentent » les possibilités qu'iels ont d'agir sur les politiques menées à l'université.

⁹ La désignation consiste à choisir un e candidat e à un poste. Ce choix doit ensuite être approuvé (ici, par le conseil d'état genevois) pour que la personne soit nommée et accède au poste.

¹⁰ La nomination consiste à placer quelqu'un.e à un poste. Ici, c'est le conseil d'état genevois qui nomine la.le recteur.rice de l'université de genève.

¹¹ https://www.unige.ch/assemblee/reglement

¹² La charte d'éthique et de déontologie est un document officiel de l'université dans lequel sont fixés les grandes valeurs de l'université. Le texte est de manière général assez vague et est souvent sujet à des interprétations à géométrie variable.

¹³ La convention d'objectifs est le document qui unit l'université et l'état.

¹⁴ https://www.unige.ch/assemblee/reglement

¹⁵ Alma mater est une expression pour désigner l'université.

ESPACE NON-MARCHAND: DÉFINITION

Le dictionnaire de la CUAE

p.475

Espace non-marchand : [es.pas ncmarsa] nom.m

(spatium non-mercantem)

1. Lieu qui tente de sortir d'une logique capitaliste et productiviste et qui est dénué d'injonction à dépenser ou à vendre. Par opposition, un espace marchand est un espace dans lequel on paie pour entrer ou rester (Europa Park ou la location d'un appartement) ou un espace où il est admis socialement qu'on y dépensera de l'argent (Fnac, Migros). Les espaces non-marchands sont des espaces de vie collective, à échelle variable. Un espace non-marchand peut être tout le temps ouvert (un parc, un skate-park) ou seulement parfois (une bibliothèque soumise à des horaires d'ouverture).

Les espaces non-marchands, concrétisations a priori idéalistes de la lutte anticapitaliste, ne sont pas que des espaces éphémères et destinés à un public restreint : dans le contexte des crises actuelles du capitalisme - sociales et climatiques -, ils sont nécessaires, et permettent la remise en question de la marchandisation constante de notre temps et des lieux que nous occupons. Ils permettent aussi tout simplement un certain répit aux personnes exclues des

espaces marchands.

2. Espace non-marchand autogéré: type d'espace non-marchand qui n'est pas géré par des fonctionnaires et qui est souvent pris en charge par des bénévoles. Les espaces non-marchands autogérés revendiguent des modes de vie en résistance face au capitalisme. Ils se caractérisent également par une tentative d'horizontalisation des rapports de pouvoir entre les individus. Souvent, ces espaces aspirent à ce que touxte unex chacunex soit libre de les utiliser ou de participer à leur gestion collective. Toutefois, notons que les rapports de pouvoir entre les gens (rapport de classe, de genre, de race, reproduction d'un entre-soi, etc) ne s'effacent pas dans ces lieux et qu'il est très compliqué de rendre un espace effectivement accessible à touxtes.

On pense notamment à certaines ZAD (Zones A Défendre), qui sont des parcelles (souvent hors des villes) que des gens occupent pour s'opposer à des projets de construction ou de destruction. Un exemple parlant est la ZAD de Notre-Dame des Landes en France. Cette ZAD a été créée dans les années 2010 pour s'opposer à un projet de construction d'un aéroport. Ce projet a été abandonné en 2018 et la ZAD s'organise maintenant en un immense espace auto-géré/écolieu anticapital-

D'autres espaces sont investis par des collectifs qui ont un but très précis, comme le Nadir à Uni Mail qui est un espace d'organisation et de repos pour les étudiantexs. - Exemples, à Genève : le Silure, les Halles de la Jonc-

tion, la Kawa; - Exemples, à l'université : le Nadir, la Datcha. Le dictionnaire de la CUAE

p. 476

3. Espace non-marchand institutionnel : type d'espace non-marchand qui est fortement lié à l'Etat, c'est-à-dire que c'est ce dernier qui emploie des fonctionnaires pour s'occuper du lieu. Il faut aussi lutter pour les obtenir, c'est-à-dire pour que les autorités débloquent de l'argent pour ces lieux. Les mouvements sociaux doivent les revendiquer et se battre pour eux, non seulement pour qu'ils ne disparaissent pas, mais également pour qu'ils soient considérés dignes d'entretien (par exemple pour le bord du Rhône).

- Exemples, à Genève : les bibliothèques, les ludothèques, les maisons de quartier, les bords du Rhône ou du lac, les terrains de sport, les skateparks, les parcs, Baby Plage

;

- Exemples, à l'université : les bibliothèques , les cafs (oui on peut y accéder sans consommer quand elles sont ouvertes)

4. A la frontière entre marchands et non-marchands : Certains espaces ne sont ni vraiment marchands ni vraiment non-marchands. Théoriquement, on considère que les espaces que l'État (ou la puissance publique, nationale ou locale) choisit de se réserver sont des espaces non-marchands. De là, on pourrait par exemple considérer la rue comme un espace non-marchand. Regardons de plus près l'exemple des trottoirs, ces derniers sont en réalité une invention du XIXe siècle permettant de délimiter la zone des voitures ou calèches de celles des piétonn.e.x.s. Ils permettent également aux vitrines des magasins d'être mieux mises en valeurs, et donc de mieux méttre en valeur la marchandise. Les trottoirs sont donc en réalité une invention bourgeoise permettant une meilleure consommation mais aussi rendant plus efficace les déplacements pour les voitures. « Quand je vois une marchandise qui veut faire mon bonheur, je passe sur le trottoir d'en face. » BREFFORT De plus, ces espaces sont des lieux de passages et ne sont



Cafétéria d'UniMa

Le dictionnaire de la CUAE

p.477

pas aménagés pour qu'on puisse s'y poser (par exemple, les trottoirs seraient des endroits très inconfortables pour chiller), on est donc réticent.e.x à les qualifier d'espaces non-marchands.

Un espace est rarement non-marchand en soi : cela peut dépendre des moments.

- Exemple, à Genève : Les expositions permanentes des musées munici- paux genevois sont gratuites, mais pas les expositions temporaires. Ces dernières sont cependant gratuites chaque ler dimanche du mois.

Peut-on donc dire que les musées genevois sont des espaces

non-

marchands une fois par mois ? Et si on prend en compte la cafétéria et la boutique souvenirs du musée, est-ce que ça le rend marchand.

On observe aussi une marchandisation des espaces non-marchands, c'est-à-dire que des endroits qui ne sont d'habitude pas soumis à des logiques marchandes sont petit à petit grignotés. C'est le cas lorsque la terrasse d'un restaurant prend de la place dans un parc public, ou lorsqu'on est démarché.e.x par des publicitaires qui nous présentent les offres de leur compagnie d'assurance lorsqu'on se repose sur un banc. Certains espaces peuvent être non-marchands, mais offrir un petit complément si on paie.

- Exemple, à Genève : Pour aller voir un film à Ciné-Transat (des projections en plein air en été à la Perle du lac), pas besoin de payer. On peut juste venir avec sa couverture et se poser par terre. Par contre, si on veut être confortablement

installéex dans un transat, c'est 5 francs...

Parfois, la marchandisation de certains espaces a une visée anti-pauvres. On peut penser aux toilettes publiques qui sont payantes à certains endroits, comme dans les gares. Dans la même logique, on peut remarquer que certaines villes disposent d'extrèmement peu de fontaines potables gratuites.

En outre, un des effets de la gentrification (cf texte p. 13 du RC) est la disparition des espaces non-marchands au profit (!) d'espaces payants appartenant à des entreprises.

- Exemple, à Genève : Cela fait des années que les habitant.e.x.s du quartier de la Jonction réclament un parc. Mais les travaux pour aménager celui-ci ne commenceront pas avant 2026 au minimum et entre temps, la Pointe de la Jonction est un espace immense à combler. Le dépôt TPG est vide depuis 2020 et les associations du quartier y ont proposé plusieurs activités gratuites. Pendant les étes 2022 et 2023, la ville de Genève a également proposé l'accès à des infrastructures sportives sous les halles, le tout gratuitement. Malheureusement, la ville a décidé de louer cet immense espace au Baroque, une chaine de restos et de bars de luxe. Le projet du Baroque est d'installer des food trucks, ce qui changera drastiquement la population qui pourra fréquenter cet espace. En effet, ce ne sont pas les mêmes personnes qui peuvent venir jouer au foot gratuitement ou qui peuvent venir manger trois falafels à 15 francs...

Le dictionnaire de la CUAE

p.478

Gentrification: nom.f [zátRifikasjç]

1. La gentrification est un processus urbain d'exclusion des couches les plus précaires de la population : les quartiers autrefois populaires sont transformés en quartiers plus aisés, par l'arrivée de populations privilegiées ainsi que des activités (ex : musée, épicerie finé, ciné indépendant, café-bibliothèque...) correspondant à ce que cette nouvelle classe moyenne souhaite faire/être. Au niveau des bâtiments, c'est visible par différents éléments architecturaux qui sont à la fois des nouvelles constructions modernes et le réaménagement de bâtiments plus anciens ayant pour conséquence l'envol des loyers. Du coup, les populations plus précaires sont repoussées dans des zones excentrées car elles ne peuvent pas faire face aux augmentations de loyers et sont confrontées à l'impossibilité de trouver des logements. Elles subissent une dépossession culturelle et sociale. Ces nouvelles populations (plus richtos, plus blanches, et aussi souvent plus jeunes) sont souvent composées de personnes étudiantes ou artistes sans trop de thunes mais ayant des hauts capitaux culturels. Le quartier investi par cette population estudiantine et arty le branché" ce qui amène des autres profils ayant des plus hauts capitaux économiques que celleux présentexs.

- **Exemples** : Le quartier de Barbès à Paris, Brooklyn (New-York), Prenzlaureberg (Berlin), les Pâquis (Genève)



CONTRE L'HÉTÉROSEXUALITÉ

par le GT Genre de la CUAE

On est le GT genre de la CUAE, un d'autres personnes (mari, patron), acgroupe féministe anticapitaliste. On cès à un logement, etc.). revendique aussi d'autres valeurs mais dans ce texte on évoque le rôle du capitalisme dans le patriarcat. On vous propose un texte tiré d'un atelier fait lors de notre dernier weekend d'auto-formation qui parle de la place de l'hétérosexualité dans le patriarcat, le capitalisme et les mouvements féministes. On veut s'inscrire dans un féminisme matérialiste/marxiste: ça veut dire qu'on analyse le genre comme un système social qui crée deux cases, les hommes et les femmes, dont l'un des groupes exploite l'autre et que le genre



Manif de lesbiennes radicales en 1980 à Paris

est largement maintenu par le capitalisme et inversement. On veut donc étudier l'impact du genre et du capitalisme en tant que système unifié sur les conditions matérielles d'existence (moyens financiers, (in)dépendance à

« La réalité n'est pas binaire, c'est le régime cishétérosexuel qui la crée et l'impose »

on parle d'hétérosexualité on va pas mal parler en termes binaires (les hommes/les femmes) parce que le régime politique hétérosexuel se base sur cette binarité.

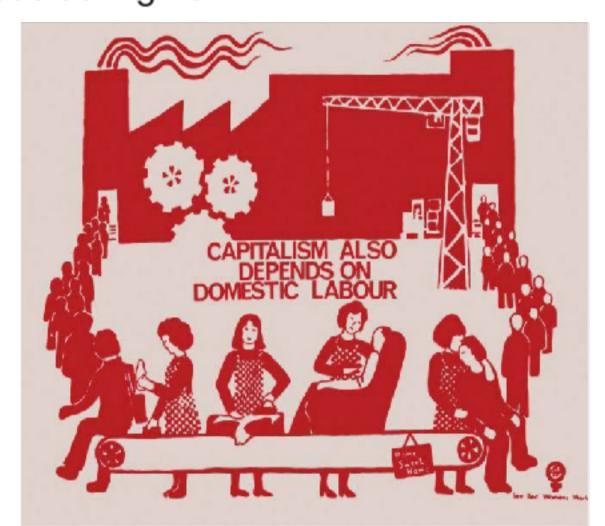
La réalité n'est pas binaire, c'est le régime cishétérosexuel qui la crée et l'impose ; il est donc dur de le décrire en dehors des termes binaires qu'il produit et impose.

Notre position sur le foyer et les relations (de couple) hétéro est ancrée dans les conditions d'existence de personnes blanches vivant dans les pays dits occidentaux. Dans ce contexte, on dénonce le couple hétérosexuel et le foyer comme une base matérielle du patriarcat et du capitalisme mais ce n'est pas le cas de tous les mouvements féministes. En effet, des mouvements de féministes décoloniales montrent que le foyer peut être un lieu de résistance, une force politique face aux oppressions extérieures comme le racisme, l'islamophobie. On vous renvoie à un entretien avec Fatima Ouassak « La priorité est d'exister politiquement en tant que femmes et mères des quartiers populaires » pour approfondir cette question.

On évoque beaucoup dans ce texte le

travail en différenciant le travail productif payé fait principalement par les hommes et le travail reproductif gratuit accompli par les femmes en évoquant celui qui est rémunéré comme « plus valorisé que l'autre ».

Cependant, on voit une double exploitation par le capitalisme. Les hommes sont dominés via le travail salarié et à leur tour dominent les femmes. Elles produisent les conditions (travail ménager, produire et s'occuper des enfants) pour que les hommes travaillent. Notre postulat est qu'on ne s'émancipera pas avec le travail. On ne veut pas de girlboss; on ne veut pas de boss et pas de « girls ».



L'hétérosexualité n'est pas une orientation sexuelle

On a d'abord discuté de l'idée de : «l'hétérosexualité comme régime politique». Ça a été conceptualisé dans les années 70 par Monique Wittig, une féministe matérialiste lesbienne.

Elle postule que l'hétérosexualité n'est pas une préférence sexuelle mais est en réalité un système de domination matérialisé par de nombreuses institutions qui imposent une organisation sociale. Ça peut s'illustrer par le mariage qui octroie des droits supplémentaires aux couples mariés en accordant une naturalisation (un peu plus) « facilitée », des droits liés à la parentalité, comme l'adoption, et l'obtention d'un héritage. Le régime hétéro contrôle la reproduction de la population, servant au système capitaliste et empêchant les femmes d'avoir accès à leur propre corps et sexualité.

On peut l'exemplifier par la pénalisation de l'avortement instauré par les politiques natalistes nationalistes. En France, notamment, pendant que les femmes blanches étaient empêchées d'avorter, les femmes des colonies françaises subissaient des stérilisations forcées. On voit donc que l'État choisit « qui a le droit de se reproduire et qui ne l'a pas » en mettant en place des politiques nationalistes et racistes. De plus, il faut savoir que l'amour conjugal, qui est maintenant pensé comme base de l'association entre deux personnes par le concept du mariage n'a pas toujours existé. Le mariage avait pendant longtemps un but financier explicite. Les bourges, les nobles et toute la cliquasse se mariaient entre elleux (homogamie) pour conserver leurs biens, leurs titres.



De plus, la femme devenait la propriété de son mari ; en effet, sa tutelle passait de son père à son mari. La famille jouait un rôle central dans cette mise en couple. Avec les changements industriels et l'exode rural du 19ème siècle, la famille perd son rôle dans la mise en couple de leurs enfants. Une grande partie de la population rejoint les villes pour travailler. Le capitalisme industriel crée une nouvelle norme pour perpétuer le mariage : la rencontre amoureuse (Bergström, 2019).

La norme amoureuse du 19ème siècle est alimentée par des nouvelles représentations culturelles et sociales qui l'apposent comme une nécessité pour la mise en couple en créant un imaginaire amoureux. Plusieurs structures permettant de consolider cet idéal vont se mettre en place : les agences matrimoniales, les bals, etc. L'intérêt économique des relations amoureuses se transforme, il n'est plus au seul bénéfice des familles mais commence à servir les intérêts d'entreprises qui se créent pour construire l'imaginaire de l'amour et les pratiques de la rencontre et de la relation.

« l'hétérosexualité permet la différenciation sexuelle et la production des normes binaires de genre »

En réalité, l'échange économique en lien avec le mariage persiste, on y revient plus tard. « L'Amour » invisibilise la domination masculine et maintient l'ordre patriarcal-cis-hétéro en faisant croire que les deux personnes choisissent/désirent cette relation.

Poursuivons sur l'hétérosexualité en montrant comment elle marche de pair avec les normes binaires du genre. En effet, si les hommes et les femmes n'étaient pas incité.e.s à se mettre en couple, il n'y aurait pas cette production de deux genres opposés et complémentaires : l'hétérosexualité permet la différenciation sexuelle et la production des normes binaires de genre. Les cases de « femme » et d'« homme » n'ont de sens que dans le système social hétérosexuel et cette hétérosexualité a comme effet de maintenir la domination masculine. La domination masculine au sein des couples peut prendre de multiples formes plus ou moins évidentes et visibles.

Il y a des fortes inégalités dans le foyer, on ne s'apprend rien : la répartition des tâches, la charge mentale, le soin des enfants, ces tâches sont principalement faites par des femmes. Le travail domestique conduit les femmes à moins travailler de façon rémunérée et cela a pour effet de les précariser. Tout le taff de reproduction permet aux hommes d'assurer la production. Bénéf pour le grand capital ; il n'a qu'à payer un seul salaire pour exploiter deux personnes.

Une domination moins visible est la disponibilité émotionnelle; elle passe par l'écoute, le fait de poser des questions, d'arrondir les angles, d'être dans la compréhension. Tout ce taff est prétendument fait «par amour» : «l'amour» est réparti dans ce cas de façon pire inégalitaire, car largement plus pris en charge par les meufs. Les rapports sexuels suivent la même logique, la contraception au sein des couples hétéros est très très largement prise en charge par les meufs. Mais, au-delà de la contraception, il y a aussi tout un taff moins visible, + intériorisé qui est fait pour que les rapports sexuels aient lieu, comme le fait de se rendre désirable et disponible. La fabrication de la possibilité de la sexualité passe par le fait d'organiser des « sorties en amoureux » permettant de créer par la suite un moment propice aux rapports sexuels, ou par le fait de s'épiler et/ou de se maquiller.



Source: https://thenewswheel.com/on-sexism-incar-commercials/

Capitalisme + hétérosexualité = <3

Ce modèle de famille (soit le modèle de la famille nucléaire : papa-mamanles enfants sous un toit) émerge avec une nouvelle facette du capitalisme : celle de la consommation généralisée. Vers 1920 en Europe et aux Etats-Unis, il y a l'émergence d'une consommation de masse, de plus en plus de produits sont produits, achetés, consommés. On voit par la même occasion la mise en place et la diffusion de la publicité se propager pour créer des nouveaux besoins. L'exemple automobile est très marquant. L'automobile, dont la pub avait au début uniquement le but de viser les hommes, tente de toucher les femmes en vendant l'indispensabilité d'avoir 2 voitures, une pour papa et une pour maman.

« Tout autour de nous est hétéro : des pubs, aux dessins animés, en passant par les films, séries, jouets histoires et contes pour enfants. »

Les publicités visent alors les femmes bourgeoises et les femmes au volant deviennent une sorte de symbole d'urbanité, de modernité et de libération des femmes. Le capitalisme se réapproprie décidément tout et tente de surfer sur les mouvements sociaux (cf. politique de la diversité, pinkwashing).

La socialisation genrée au sentiment amoureux

Dès notre plus jeune âge, on a touxtes été plus ou moins explicitement incitée.x.s à bien nous insérer dans ce régime hétérosexuel et aux rôles de genre imposés. Tout autour de nous est hétéro: des pubs, aux dessins animés, en passant par les films, séries, jouets, histoires et contes pour enfants. L'écrasante majorité des représentations dans notre société oblige à une identification en tant qu'hétéro. Des comportements adéquats en tant qu'« homme » ou « femme » sont imposés par ce régime. Par exemple, les enfants apprennent très jeunes que

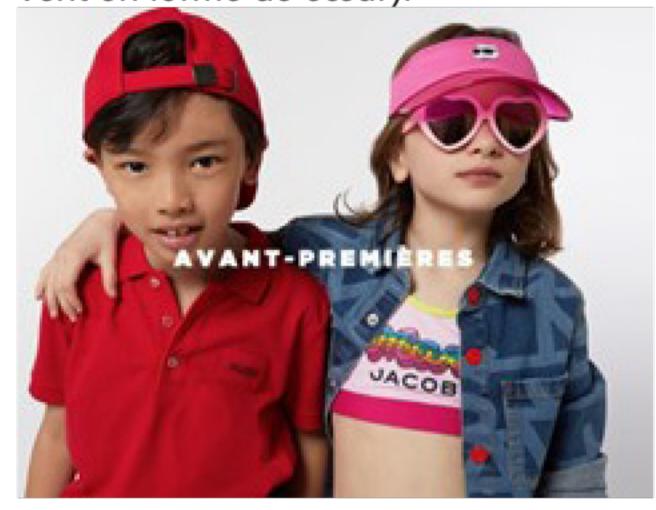
dans ce qui concerne le sentiment amoureux, des rôles genrés existent, et que le non-respect de ceux-ci entraîne une importante stigmatisation. Si les filles sont incitées à s'intéresser à tout ce qui tourne autour du sentiment amoureux, les garçons sont socialisés à se distancier de celui-ci.

Cela se passe par exemple par le contenu médiatique majoritairement fourni aux filles et aux garçons, qui porte sur des thèmes différents. Les jeunes filles par exemple, dans le visionnage de séries sentimentales (dont elles sont majoritairement le public) apprennent que, en tant que fille, c'est valorisé/valorisant de s'intéresser à l'amour dans son quotidien (dans les jeux, les discours, ...).

D'un autre côté, les garçons apprennent que le sentiment amoureux n'est pas quelque chose auquel ils doivent donner de l'importance, au risque «d'être perçus comme des filles» et donc d'être dévalorisés. Dans ces séries ou films, les personnages garçons ou filles jouent et reproduisent aussi des rôles bien sûr différents. Non seulement le sentiment amoureux est valorisé chez les jeunes filles et dévalorisé chez les garçons, mais les filles sont aussi représentées comme passives (princesses plutôt que héros) et à l'écoute (souvent conseillères plutôt que main characters), alors que les gars comme actifs et rebelles.

Patientes et délicates vs courageux et insouciants, voilà les rôles que les jeunes filles et garçons apprennent à devoir endosser selon le genre qui leur est attribué à la naissance. Ces rôles sont les mêmes qui sont valorisés à l'intérieur du couple hétérosexuel (et tadaaam : du capitalisme ! La femme «passive et au foyer» et l'homme «actif qui taffe»).

Mais ce ne sont pas seulement les films et les séries qui mettent en œuvre et qui incitent cette différenciation de rôles féminin et masculin en ce qui concerne le sentiment amoureux. Kevin Diter parle de la manière dont l'amour est exprimé sur le corps des filles au travers de la forme et des illustrations sur leurs accessoires et habits (les tshirts « conçus pour filles » ont souvent des phrases comme I love U, All you need is love ou présentent des scènes romantiques entre héros et princesse. Les bijoux aussi sont par exemple (très souvent en forme de cœur).



Source: https://www.kidsaround.com/

Cela se retrouve aussi dans les jeux auxquelles elles sont incitées à jouer (il suffit de penser au classique jeu de la poupée/Barbie... où plein d'histoires sentimentales et romantiques sont créées et jouées). Il parle aussi de la manière dont l'entourage des enfants, que ce soit à l'école ou à la maison, par les adultes ou par les autres enfants

« fait figure de véritable gardien des normes amoureuses », en incitant et valorisant différemment les discussions autour des sentiments pour les garçons ou pour les filles. Les enfants sont par exemple consolés différemment dans des chagrins amoureux s'ils sont perçus comme filles ou comme garçons, ils se retrouvent souvent moins écoutés et réconfortés qu'elles. Les filles sont aussi beaucoup plus incitées à entretenir des conversations sur ce sujet que les garçons, que ce soit par les profs, les parents ou les amie.x.s.



Source: @pepitesexiste

Tous ces exemples montrent comment l'amour hétérosexuel s'impose à tout le monde en tant qu'obligation dès le plus jeune âge. Les filles sont fortement incitées à s'intéresser à tout ce qui est de l'ordre de l'amour et du couple hétéro; ce n'est donc pas une surprise que la majorité d'entre elles finisse en couple avec un mec-cis qui, tout comme le système capitaliste et patriarcal dans lequel les deux sont inséré.e.s, profitera de cette mise en couple. Dans tout ça, les garçons vont donner moins d'importance que les filles au couple dans lequel ils sont; leur attention pourra se

tourner envers tout ce qui est de l'ordre de la production, et ainsi nourrir la machine capitaliste.

L'échange économico-sexuel

Le continuum de l'échange économico-sexuel est un concept de Paola Tabet, une féministe matérialiste et anthropologue italienne. Ce concept théorise le fait que la sexualité, dans un régime hétérosexuel, n'est pas un échange égalitaire, sexe contre sexe, mais sexe contre rétribution, sous forme de don, d'argent, de cadeaux, de prestige, de stabilité, etc. La famille nucléaire participe largement à cette dynamique. Les hommes gagnent la plupart du temps la majorité, voire la totalité, de l'argent du foyer.

Les femmes font donc tout un travail gratuit (ménage, s'occuper des enfants, etc.) qui comprend aussi les relations sexuelles et elles ont en retour la possibilité d'avoir un toit, une sécurité de vie et un mode de vie largement valorisé par l'ensemble de la société, mode de vie qui les rend dépendantes économiquement de leur mari. L'obligation pour les femmes d'avoir du sexe avec leur gars est bien illustrée par le concept de devoir conjugal longtemps considéré juridiquement comme un motif valable de divorce s'il n'était pas accompli ou encore le fait que le viol conjugal n'était pas considéré comme un viol jusqu'à peu.

L'attente sociale des relations sexuelles dans le couple a des impacts différents pour les hommes et les femmes. La pression sociale du sexe a des conséquences différentes pour les hommes et les femmes. Les hommes sont plus détachés de l'idéal des relations amoureuses, à cause de leur socialisation au sentiment amoureux et au couple, et ont une plus grande indépendance économique que les femmes. Pour ces raisons, ils vont plus facilement coucher avec une autre personne s'ils ne sont pas satisfaits de la vie sexuelle avec leur femme ou copine.

Les femmes, aussi à cause de leur socialisation et de leur dépendance économique vont plus facilement mettre en place des choses pour que les relations sexuelles se passent bien dans le couple. Elles vont plus facilement travailler à séduire leur mec, se rendre désirables et prendre du temps pour le sexe.

Dans les faits, l'obligation sociale pour les couples de baiser retombe de manière négative bien plus sur les femmes. De plus, connaissant la double journée de travail (travail salarié + travail gratuit à la maison) que les femmes subissent (parce qu'on a réussi à faire croire que le féminisme c'était de mettre les femmes au travail salarié), elles ont moins le temps et l'énergie à faire l'amour avec leur mec.

« le couple est un lieu d'exploitation ou en tout cas d'inégalités »

Tout cela est bien ancré dans le couple monogame-marié-avec des enfants, ce qui est peut-être un peu loin de nos vies. Mais ces dynamiques liées à l'échange économico-sexuel sont également présentes dans l'hétérosexualité « moderne », c'est-à-dire dans des couples qui ne fonctionnent pas comme un ma-

riage des années 50.

En effet, le mythe de l'amour hétérosexuel est intrinsèquement lié à un schéma patriarcal, et sert toujours à couvrir le fait que le couple est un lieu d'exploitation ou en tout cas d'inégalités. Ainsi, même dans les couples sans enfants, même dans les couples qui n'habitent pas ensemble ou qui tendent vers une plus forte indépendance des partenaires, l'hétérosexualité reste structurante.

Et en cela, les meufs ont une position bien définie par rapport à leur partenaire masculin et cette position genrée est inéchappable. Tout comme on peut dire que la sexualité hétéro érotise la domination, on peut affirmer que le couple hétéro la romantise. Il ne s'agit pas de travailler à former des couples plus féministes, mais bien d'abolir le couple comme structure sociale.

Évidemment, le couple n'est pas la seule structure à analyser sous le prisme de l'échange économico-sexuel. On peut donner deux exemples présents dans nos vies de tous les jours : les boites de nuit et les applications de rencontre.

- Certaines boites ont des prix très inégalitaires entre femmes et hommes (par exemple le 911 à Genève qui fait payer 50fr aux hommes alors que l'entrée est gratuite pour les femmes). Cela forge l'idée que les femmes sont une marchandise qui ne servent qu'à rameuter des hommes (hétéro, ça va sans dire), qui payent pour avoir des femmes à leur disposition. Cette boite propose aussi dans certaines soirées des boissons alcoolisées gratuites aux femmes, on comprend vite que la

raison principale est de faciliter l'échange sexuel avec les hommes ; c'est un moyen d'attirer des clients et donc un bénéfice.

Marie Bergstöm, dans son livre *Les* nouvelles lois de l'amour montre que, sur les applis de rencontre, les femmes sont des marchandises plutôt que des clientes. En effet, lors d'entretiens avec des concepteurs d'applications de rencontres, elle a vu qu'il était clair dans leur discours qu'ils font très attention pour que les femmes se sentent bien sur les applis, qu'elles s'y inscrivent et les utilisent. Les techniques utilisées pour rameuter les femmes partent d'une rhétorique très genrée : il faudrait pas que ce soit trop explicitement sexuel sinon elles ne s'inscriront pas. Le sexe est ramené aux hommes et l'amour est ramené aux femmes, ça vient de la socialisation genrée au sentiment amoureux mais ça participe aussi à créer cet imaginaire. Il est clair dans les discours des concepteurs que la présence des femmes sur les applis n'est pas un but en tant que tel mais plutôt un moyen pour attirer les hommes. Un des concepteurs interviewés dit clairement que s'il veut s'adapter aux besoins des femmes c'est uniquement parce que si elles sont inscrites, les hommes suivront. On voit que les hommes sont les clients et que les femmes sont des marchandises car les hommes payent bien plus pour les fonctionnalités payantes des applis : 50% de mecs utilisant ces applis de rencontre ont déjà payé pour des fonctionnalités supplémentaires contre que 18% des femmes.

Dans ces contextes, les femmes sont des produits mis à disposition pour les hommes, et les entreprises se font de la thune dessus. Pour résumer tout ça, on peut reprendre un slogan souvent utilisé pour le numérique : si c'est gratuit c'est que c'est toi le produit.

Hétéroféminisme

Les lesbiennes radicales du MLF (mouvement de libération des femmes) parisien ont accusé les hétéros du mouvement d'être des «hétéroféministes». Ce terme a longtemps été oublié, on le trouve pourtant très pertinent. La plupart des féministes, hétéro ou non, du MLF ne reconnaissaient pas l'hétérosexualité comme un régime politique, et donc utile à une analyse politique du système de genre.

« les lesbiennes radicales voulaient politiser l'hétérosexualité, en disant qu'elle est une norme imposée sur les femmes pour maintenir leur exploitation »

Elles se bornaient à la voir comme une simple préférence individuelle, une orientation sexuelle comme une autre. Ces désaccords ont créé une scission dans le MLF, les lesbiennes radicales sont parties du MLF pour créer le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) puis les Gouines Rouges (ce nom iconique est tout droit tiré de l'insulte d'un gars qui les avait vuexs passer dans la rue).

Les lesbiennes radicales voulaient politiser l'hétérosexualité, en disant qu'elle est une norme imposée sur les femmes pour maintenir leur exploitation, qu'elle est un régime politique, alors que les hétéroféministes ne la considèrent que comme une orientation sexuelle. Celles-ci voulaient bien dire que «le privé est politique» pour parler de l'exploitation dans le foyer, mais pas quand il s'agissait de questionner leur hétérosexualité...

Les hétéroféministes du MLF prônaient une (prétendue) sororité pour effacer les différences entre ses membres dans le but de faire du sujet «femmes» un bloc homogène. En plus, de fait, les hétéroféministes politisaient fortement l'hétérosexualité car elles la voyaient comme une position qui servirait à la cause féministe : l'amour hétéro en tant que condition de réconciliation entre les hommes et les femmes.

Elles accusaient donc les lesbiennes radicales d'être anti-démocratiques, de prôner un féminisme guerrier excluant et vouloir une guerre des sexes (oh ça vous rappelle pas une émission nulle de la RTS ?). Alors que les lesbiennes radicales étaient minoritaires dans le MLF, elles ont été accusées d'être tyranniques, d'imposer leur volonté sur le groupe : il y a une inversion de la hiérarchie homo/hétéro.

En accusant les lesbiennes d'être tyranniques, les hétéroféministes se sont construites comme victimes et ont utilisé la prétendue répression des discours sur l'hétérosexualité pour en dire toujours plus sur celle-ci. C'est ce que Foucault a appelé l'hypothèse répressive : en gros, on dit qu'on a jamais pu parler publiquement d'un sujet parce que les discours sur ce sujet ont toujours été réprimés et que c'est parce que ça a toujours été réprimé que on est légitime d'en parler. C'est aussi ce que fait Mona Chollet dans son best-seller Réinventer l'amour.

Alors que l'hétérosexualité est une norme écrasante de notre société, que les médias en font une propagande constante, Mona Chollet présente dans *Réinventer l'amour* le fait d'écrire sur l'hétérosexualité comme un acte « courageux » voire « héroïque », en disant que les discours à ce sujet ont toujours été empêchés alors que c'est la même rhétorique que les féministes hétéro des années 1970.

Ce discours nous fait croire que l'hétérosexualité est un enjeu tabou pour le féminisme et reconstruit les femmes hétérosexuelles comme sujet le plus légitime du féminisme. En plus, le livre parle de l'hétérosexualité comme de relations entre homme et femmes qui pourraient être belles mais sont ternies par le patriarcat, et donc sépare une fois de plus le système de genre et le



faisant croire que l'hétérosexualité existe indépendamment du genre et de la domination masculine.

hétéroféministes pensent les femmes hétéro comme seules actrices légitimes du féminisme parce qu'elles sont ouvertes aux hommes. L'hétérosexualité est donc construite comme une position (politique !) modérée, qui viserait à une société égalitaire démocratique.

On retrouve cette position dans la tribune « pour la liberté d'importuner » (manifeste sorti après MeToo qui défend le droit de se faire draguer dans la rue, signé par différentes personnalités publiques comme Catherine Deneuve). Cette tribune a souvent été vue comme antiféministe mais on peut dire qu'elle est en fait hétéroféministe (l'idée vient d'Ilana Eloit lors de sa conférence *Nous* n'aurons pas une guerre des sexes : le féminisme et les discours sur l'amour hétérosexuel). Les signataires ne sont pas antiféministes mais regrettent « ce féminisme » (celui qui prônerait la haine des hommes) en mettant en avant un féminisme « égalitaire » qui avancera grâce aux relations hommesfemmes.

« Notre féminisme est anticapitaliste car le capitalisme est un régime qui crée toutes sortes d'exploitation pour pouvoir "fonctionner"." »

Elles prônent dans les faits un féminisme qui ne remet pas en question les relations de domination des hommes

système de l'hétérosexualité, en nous sur les femmes. En gros, les hétéroféministes (et il y en a encore plein), c'est celles qui prônent un féminisme sans l'abolition de l'hétérosexualité et qui pensent cette différence homme/ femme comme complémentaire.

Le droit ne nous libèrera pas

Notre féminisme vise à l'abolition du genre car il n'y a pas d'hommes et de femmes sans exploitation de la classe des hommes sur celle des femmes. On a voulu montrer dans cet article pourquoi on ne peut pas abolir le genre sans abolir l'hétérosexualité.

Cette réflexion ne s'arrête pas aux portes de l'hétérosexualité. Notre féminisme est anticapitaliste car le capitalisme est un régime qui crée toutes sortes d'exploitation pour pouvoir «fonctionner». Le couple hétérosexuel profite autant au capitalisme qu'à la domination masculine.

En effet, l'émergence de la famille nucléaire se fait en même temps que l'émergence du capitalisme industriel, et la famille nucléaire vise avant tout à la mise au travail, au maintien de la production capitaliste. La famille nucléaire est une invention bourgeoise et capitaliste qui s'auto-réalise par l'inculcation, dès le plus jeune âge, des rôles sexuels et sociaux.

Les couples homos commencent aussi à être mangés par le capitalisme, ils deviennent des couples comme les autres, sous la politique du «on est pas différents» (cf le mariage pour tous). Cette réflexion était bien ancrée dans les discours des Groupes de Libération Homosexuels (GLH) des années 1970 en France, ils voyaient l'homosexualité comme obligatoirement révolutionnaire, et ne la pensaient donc pas sans une critique radicale de la famille et du couple.

Le droit ne nous libérera pas! En tant que féministes anticapitalistes, il nous faut rejeter fermement tout cadrage de nos relations par l'État bourgeois capitaliste. On ne veut pas que l'État nous intègre: nos relations ne serviront pas au capitalisme.

Bibliographie:

Bergström Marie (2019), Les nouvelles lois de l'amour. Éditions la découverte.

Diter Kevin (2015), "Je l'aime, un peu, beaucoup, à la folie... pas du tout!" La socialisation des garçons aux sentiments amoureux. Terrains travaux, 27(2), 21-40.

Eloit Ilana. (2020), Trouble dans le féminisme: Du «Nous, les femmes» au «Nous, les lesbiennes»: genèse du sujet politique lesbien en France (1970-1980). 20 & 21. Revue d'histoire, (4), 129-145.

Naze Alain (2017), Manifeste contre la normalisation gay. Éditions la fabrique

Ouassak Fatima (2021), La priorité est d'exister politiquement en tant que femmes et mères des quartiers populaires, Travail, genre et sociétés, vol. 46, no. 2, 2021, pp. 195-198.

Quéré Mathias (2018), Qui sème le vent récolte la tapette: une histoire des groupes de libération homosexuels en France de 1974 à 1979. Éditions Tahin party.



DUMPING SOCIAL À L'UNIGE, LA FABLE DES SUPER-ÉTUDIANTE.X.S

Au début de cette année, l'université a lancé une campagne très visible intitulée : « des super étudiant-es pour vous sauver la mise ». On a par exemple pu voir des trams parader dans toute la ville exhibant des affiches montrant des « super étudiant-es » qui volent à la rescousse de ménages débordés dans diverses situations (il y avait Dr. Classeur; Wonder Mover; Amazing sitter; The Repetitor). Evidenment, ces affiches fleurissaient sur tous les espaces d'affichage prévus à l'université. En parallèle, l'université se targait de mener une campagne « en faveur de l'emploi étudiant »1.



affiche « super étudiant.e.x.s »

Au premier coup d'oeil, cette campagne devrait nous réjouir. Les intentions ont l'air louables : donner de l'emploi à des étudiant.e.x.s, permettant une rentrée d'argent souvent extrêmement bienvenue. Et en même temps, rendre des services à des personnes qui en ont

besoin. En clair, on serait tenté.e.x de croire que tout le monde y gagne. Mais ne soyons pas dupe! La situation n'est pas si belle qu'il n'y parait car le modèle win-win est une fable. Cette manière de présenter les choses cache la subordination, l'exploitation et parfois même la contrainte.

Alors revenons un peu plus en détail sur ce qu'est vraiment cette campagne menée par l'université pour « lutter contre la précarité des personnes en formation ». Pour cela, penchons-nous sur l'article du journal de l'unige qui présente la campagne.

Salaire de misère

L'une des premières informations que donne cet article est qu'« [e]ntre 8'000 et 10'000 d'entre eux et elles (ndlr : les étudiant.e.x.s) sont inscrit-es sur la plateforme emploi.unige.ch et proposent leurs services aux employeurs ou habitant-es du canton de Genève. »

Le nombre conséquent d'étudiant.e.x.s inscrit.e.x.s sur la plateforme emploi. unige semble réjouir l'université. Pourtant, il ne montre que l'étendue d'un problème structurel. Une grande proportion d'étudiant.e.x.s est chroniquement en manque d'argent et iels doivent se débrouiller pour trouver des moyens de subvenir à leurs besoins. C'est très principalement pour ces raisons que les étudiant.e.x.s sont inscrit.e.x.s sur la plateforme emploi.unige. La manière simpliste que choisit l'unige pour présenter la situation invisibilise le fait

que si des étudiant.e.x.s proposent leurs services aux employeurs et/ou habitant.e.x.s, ce n'est que très rarement par choix et bien plus souvent par nécessité.

Les étudiant.e.x.s sont très régulièrement dépendant.e.x.s d'emplois qui ne sont ni gratifiants ni faciles à trouver. Cela les pousse également à concevoir tout emploi qu'iels trouvent comme une opportunité à ne pas manquer. Et ce, peu importe les conditions fixées par l'employeur. Les possibilités de négociation pour des conditions salariales et d'emploi plus dignes sont la plupart du temps très difficiles, au risque d'être privé.e.x de ce « privilège » supposé qu'est un emploi.

« Concrètement, les salaires horaires fleurtent avec le salaire minimum genevois, quand ils sont en accord avec la loi et qu'ils ne passent pas en dessous des 24 chf (brut) par heure. »

Tâches non stimulantes

La phrase d'accroche de l'article du journal de l'unige n'est autre que : « Mais qui sont ces super-héros et super-héroïnes multitâches adapté-es à toutes les situations? Des étudiant-es naturellement! ». Cette phrase illustre bien que cette campagne ne met nullement en place un modèle win-win. Ici, ce n'est qu'aux potentiels employeurs que l'université s'adresse. L'université leur présente une situation qui leur est très favorable : iels peuvent employer pour des salaires souvent moindres une main d'oeuvre très flexible et abon-

dante.

Du côté étudiant (c'est-à-dire du côté employé), le tableau est largement moins présentable. De nombreu.se.x.s étudiant.e.x.s se battent pour gagner des salaires souvent très bas pour faire tout type de tâches. Ce sont des horaires extrêmement flexibles auxquels iels doivent s'adapter. Ce sont des tâches souvent très peu stimulantes qui leur sont demandées. Ce sont des emplois souvent très peu stables et très peu durables.

Concrètement, les salaires horaires fleurtent avec le salaire minimum genevois, quand ils sont en accord avec la loi et qu'ils ne passent pas en dessous des 24 chf (brut) par heure. Les contrats à l'heure sont très fréquents, notamment pour des emplois tels que réceptionniste ou de garde d'enfant.

Alors, présenter les étudiant.e.x.s comme des super-héros est une manière très enjolivée de présenter la situation. On peut demander plein de choses à «[d]es super-héros et super-héroïnes multitâches adapté-es à toutes les situations». On peut même leur demander des choses qu'on n'oserait pas décemment demander aux commun.e.x.s des mortel.le.x.s: heures sup, rythme effréné, dépassement des limites personnelles, etc. Après tout, iels sont dévoué.e.x.s corps et âme à leur mission, non? Sauf que, jusqu'à preuve du contraire, les étudiant.e.x.s ne sont pas des super-héros du travail, plutôt une main d'oeuvre docile à exploiter.

Surcharge des journées et des semaines

L'université insiste également sur le fait que de telles «opportunités» sont une aubaine pour une future carrière professionnelle. C'est sûrement le cas pour certain.e.x.s étudiant.e.x.s. Toutefois, l'immense majorité des emplois proposés ne sont pas du tout en adéquation avec les filières d'études des étudiant.e.x.s. De plus, devoir travailler en plus de ses études pour subvenir à ses besoins implique souvent une surcharge des journées et des semaines. Il est souvent très difficile de conjuguer études, travail d'appoint, vie sociale et parfois vie familiale. En fait, cela mène souvent à des échecs plutôt qu'à une ascension.

Insister sur la préparation au monde professionnel est une manière de cacher l'effet concret d'une telle campagne : un dumping social brutal². Ou pour le dire autrement, à travers cette campagne, l'université profite de la précarité des étudiant.e.x.s pour les subordonner à un marché de l'emploi de l'emploi. Organiser une semaine l'entrepreunariat chaque année à l'université répond de la même logique.

Or, l'université a une réelle responsation lité pour que les étudiant.e.x.s puiss aborder sereinement la période présubordonner à un marché de l'emploi dent (la période de formation) et largement en leur défaveur.

« Or, l'université a une réelle responsabilité pour que les étudiant.e.x.s puissent aborder sereinement la période précédent et l'arrivée dans la vie professionnelle. »

D'autres solutions existent

Cette campagne n'est bien sûre pas un élément isolé de la tendance très libérale de l'université. Les entreprises y occupent une place de choix et les partenariats publics-privés y sont souvent accueillis avec beaucoup d'avenance par l'université.

Par exemple, certaines entreprises privées sont pleinement impliquées dans le fonctionnement quotidien de l'université : la surveillance et la sécurité (protectas), l'entretien et le nettoyage (ISS), la restauration (SV group), etc. Par ailleur, lors des welcome days³ par exemple les invité.e.x.s sont souvent des chefs d'entreprises ou des entrepreuneurs à qui l'université offre une plateforme rêvée pour toucher un public «jeune et dynamique». L'objectif d'un tel casting est en grande partie d'affirmer que l'université a pour vocation de préparer les étudiant.e.x.s au monde professionnel, que l'université est une antichambre du marché de l'emploi. Organiser une semaine de l'entrepreunariat chaque année à l'uni-

Or, l'université a une réelle responsabilité pour que les étudiant.e.x.s puissent aborder sereinement la période précédent (la période de formation) et l'arrivée dans la vie professionnelle. Pour cela, des mesures bien plus efficaces et sociales qu'une campagne comme celle des super-étudiant.e.x.s existent. Par exemple, actuellement dans de nombreuses formations dispensées par l'unige il y a des stages obligatoires non-rémunérés.

L'université pourrait par exemple mener une politique pour imposer que les stages soient rémunérés comme ce qu'ils sont : du travail. Une autre possibilité, plus coûteuse et ambitieuse, serait de mettre en place un salaire étudiant. Cette dernière mesure ne ferait du sens que si elle était accompagnée d'une réflexion de fond plus large sur la place qu'occupe l'université dans le marché de l'emploi.

Cela revient à assumer que la frontière entre formation et marché de l'emploi est extrêmement fine, voire n'existe même pas. Réflexion que nous estimons nécessaire et à laquelle nous espérons contribuer (modestement) grâce à ce texte.

Notes:

¹ https://www.unige.ch/lejournal/vie-unige/printemps-2023/emploi-etudes/

² Le dumping social est un appauvrissement des droits et de la protection des travailleureuses qui profite aux employeurs et aux entreprises, leur permettant d'avoir une plus grande marge et donc faire plus de profits.

³ Séance d'accueil pour les nouve.lle.au.x.s étudiant.e.x.s de l'université, censée leur présetner ce qu'est l'université et quelles y sont les différentes possibilités d'épanouissement.



RÉPRESSION À L'UNIVERSITÉ ET AUTRES HISTOIRES DE TRANSPHOBIE

Ce texte a été publié sur le site de la CUAE ainsi qu'en brochure en juillet 2022

A partir du 29 avril 2022, une ample polémique a agité l'université de Genève. En effet, une conférence d'abord et un séminaire public ensuite ont été empêchés. Et cela pour une simple et bonne raison : ces deux événements offraient une plateforme sans contradiction réellement possible à des auteur.e.s pour promouvoir leurs ouvrages et idéologies transphobes. Mais cette affaire a pris une autre tournure lorsqu'au lendemain du deuxième empêchement, le rectorat a annoncé par voie de presse qu'il s'apprêtait à porter plainte pénale contre X, c'est-à-dire contre les militant.e.x.s impliqué.e.x.s dont il ne connaissait pas l'identité.

Cette affaire a été largement relayée par différents médias et a donc largement dépassé le cadre de l'université. Beaucoup d'informations, souvent contradictoires, ont circulé (et continuent de le faire) sur les deux événements et leur empêchement mais également sur la réaction des différents acteurs universitaires. Ce texte a vocation à réaffirmer le point de vue de la CUAE concernant la gestion des deux empêchements de conférences.

Depuis une dizaine de jours, on sait que le rectorat ne déposera pas plainte. En effet, suite à de longues discussions, il s'est résolu à "engager un dialogue", dont le premier pas est une déclaration commune (rectorat et CUAE) qui "réaffirme les valeurs de l'institution" et dans lequel le rectorat s'engage à ne pas porter plainte. Ce texte sera également l'occasion de revenir sur ce que signifie cette déclaration pour la CUAE et la politique universitaire.

Un peu de contexte

Le 29 avril 2022, l'université de Genève avait loué une de ses salles pour que deux psychanalystes françaises (Céline Masson et Caroline Eliacheff) puissent présenter leur livre *La fabrique de l'enfant-transgenre*. Il n'y a pas besoin de s'aventurer très loin pour être convaincu.e.x que ce livre tient des propos et des thèses (ou plutôt des lubies) largement dégradantes à l'égard des personnes trans et tout particulièrement des mineur.e.x.s trans.

Dans des situations telles que celle-là, on exige toujours des personnes opprimées de se justifier et de documenter de manière bétonnée leurs accusations de transphobie alors qu'on accorde un bénéfice du doute disproportionné aux personnes en face qui ne sont que très rarement inquiétées. Durant l'action, les militant.e.x.s n'ont pas "cédé aux injonctions au débat"¹, mais nous proposons ici quelques arguments qui attestent de la transphobie de Masson et Eliacheff.

Les auteures de ce torchon réactionnaire ne s'arrêtent évidemment pas à considérer les enfants trans comme un objet dont l'existence n'est dictée que par un ordre social et culturel nouveau et dominant (laissez-nous rire), qui



Banderole d'une des actions

s'imposerait entre autres par les réseaux sociaux². Elles assimilent également les transidentités et les transitions de genre à des "scandales sanitaires"³. En plus de s'opposer à toute forme de progressisme, ces deux auteures sont également connues pour être à l'origine et co-directrices de l'observatoire de la petite sirène, un groupuscule ultra-conservateur issu de la manif pour tous qui cherche notamment à entraver l'accès aux transitions pour les mineur.e.x.s trans⁴.

Cet observatoire a été créé dans l'idée de s'opposer à l'autodétermination des mineur.e.x.s comme en témoigne sa charte fondatrice : "L'« autodétermination de l'enfant », argument renvoyé par une certaine militance poussant les enfants à changer de genre, est un concept que la pratique des cliniciens doit interroger sur un plan éthique"⁵. Bref, Masson et Eliacheff sont toutes deux transphobes tout comme leur horrible ouvrage et il est dès lors nécessaire de les combattre.

Un peu plus de deux semaines plus tard, le 17 mai 2022 (journée internationale de lutte contre les LGBTIQ+phobies, une coïncidence de date que le rectorat et le service égalité et diversité n'ont cessé de qualifier de "malheureuse"), c'était une professeure du département de langue et littérature françaises modernes qui invitait Eric Marty pour un séminaire (public) au cours duquel il devait présenter son ouvrage paru en 2021 intitulé *Le sexe des Modernes*. C'est un livre qui, derrière une érudition caméléonesque et une prétention littéraire extravagante, cache une idéologie néfaste et meurtrière.

En effet, Marty prétend, à l'aide de son livre, retracer une histoire de la pensée moderne en mobilisant de nombreu.se.x.s. auteur.e.x.s mais, en réalité, son livre sert plutôt à asseoir une idéologie, la sienne. Ainsi, il se donne comme ennemis les théories du genre (qui seraient idéologiquement hégémoniques...), les mouvements minoritaires ou encore Judith Butler⁶. Mais la revendiquée démarche scientifique et littéraire ne saurait cacher un manque de connaissances et sa volonté de remettre en cause les études sur le genre (ou gender studies).

Un des autres éléments troublants dans ce livre est sa volonté d'opposer deux blocs intellectuels (l'Europe et l'Amérique du Nord) qui seraient antagonistes. Selon cette idéologie, l'un devrait se défendre de l'influence de l'autre. Il est difficile ici de ne pas voir une inspiration huntigtonienne⁷ d'un choc supposé entre plusieurs civilisations, idée qui a inspiré et inspire largement de nombreux courants d'extrême-droite.

Marty se distingue également par

l'usage répété de faux-concepts qui ne renvoient à aucune réalité, si ce n'est celle qu'il invente. Il parle ainsi de "mouvance LGBT" ou de "discours LGBT" comme si ces concepts existaient vraiment (d'ailleurs il faut se méfier parce qu'ils sont violents...) et qu'ils étaient les forces qui structuraient le monde social. Lorsqu'on entend des discours aussi grossiers, force est de constater qu'il est difficile de les prendre au sérieux. Mais il est également difficile de les ignorer tant ils reprennent toutes les caractéristiques du discours réactionnaire omniprésent.

D'après ce que nous venons d'avancer, nous pouvons dire sans craindre de nous tromper que Marty et ses écrits sont réactionnaires. Mais si le séminaire n'a pas pu se tenir c'est parce qu'ils sont également virulemment transphobes. En effet, Marty soutient que l'existence de personnes trans constitue une violence pour les femmes cisgenres (à comprendre: les "vraies femmes") ou encore que le "désir transsexuel" est une haine de soi en tant que sujet homosexuel qui refoule son homophobie8. Pour plus d'informations : voir le formidable dossier sur la transphobie de Marty écrit par l'AEEG (Association des Étudiant.e.x.s en Études Genre).

« Les deux livres qui ont provoqué la réaction des militant.e.x.s se distinguent par leur méconnaissance des sujets étudiés et surtout de leur totale méconnaissance du vécu des personnes trans. »

Les réacs, dehors!

Ces deux événements ont indéniablement des points en commun malgré les efforts que l'université a faits pour distinguer les deux cas. Comme nous l'avons brièvement expliqué plus haut, les ouvrages qui étaient censés être présentés développaient des thèses transphobes. Mais aussi bien Eric Marty que Caroline Eliacheff ou Céline Masson sont connu.e.s en tant que personnalités publiques pour les positions réactionnaires qu'il et elles défendent. Ces trois pseudo-intellectuel.le.s s'inscrivent dans un mouvement largement plus général de panique morale réactionnaire dont les défenseurs se sentent mis en danger par l'émergence de nouvelles formes d'expression, d'existence et par les revendications politiques des groupes opprimés.



Banderole à UniMail après les conférences transphobes

Les deux livres qui ont provoqué la réaction des militant.e.x.s se distinguent par leur méconnaissance des sujets étudiés et surtout de leur totale méconnaissance du vécu des personnes trans. Il n'y a donc rien de réellement surprenant à les voir et à les entendre dire les pires aberrations et nier les vécus et les expériences trans. Ces deux conférences sont également une manière d'empêcher tout débat scientifique sérieux qui mobilise des arguments réellement fondés et des connaissances tirées des vécus des personnes trans ou des champs de recherche spécialisés en la matière. Pour des réactionnaires comme Masson, Eliacheff ou Marty, toute expertise sérieuse sur ces sujets est immédiatement discréditée parce qu'elle serait trop militante ou des effets de mode.

Ces deux événements auraient dû se tenir dans les murs de l'université. Mais tout ça n'a pas eu lieu puisque des militant.e.x.s se sont rendu.e.x.s dans les salles où étaient censées se tenir les conférences et ont exprimé leur colère quant au fait que des ouvrages aussi dégradants soient promus dans les murs de l'université et que leurs auteur.e.s usent de son image pour se parer d'une respectabilité des plus délétères. Pour cela, les militant.e.x.s ont occupé l'espace de leur présence et de leurs voix.

La CUAE, n'ayant ni organisé, ni participé à, ni revendiqué ces actions, elle n'a pas les informations suffisantes pour décrire précisément le déroulement des événements. Cependant, une chose est sûre, le récit sur l'action du 17 mai que les principaux médias ont relayé (selon lequel les manifestant.e.x.s étaient violent.e.x.s et agressif.ve.x.s, voire hystériques) est tout à fait exagéré. Primo, il n'existe pas de version concordante.

En effet, le communiqué de l'action du

17 mai paru sur renverse.co ne signale aucune velléité de violence de la part des manifestant.e.x.s, bien au contraire, mais celui-ci ne semble pas intéresser les journalistes réactionnaires qui cherchent à discréditer sommairement cette action.

Deusio, l'accent est invariablement mis sur la violence (supposée) des manifestant.e.x.s et jamais sur celle des conférencièr.e.s ou du public, ni même sur l'immense violence systémique qui est pourtant le déclencheur de cette action. Tertio, il est affligeant de constater que cette instrumentalisation de la notion de violence ne sert finalement qu'à entraver la problématisation du problème dont il est ici question : le cissexisme⁹, qu'il soit interne ou non à l'université.

Quand la plainte pénale vole au secours de la liberté académique

Le rectorat a annoncé qu'il allait porter plainte suite au deuxième empêchement, celui du séminaire de Marty le 17 mai. Sa réaction était ainsi beaucoup plus forte qu'après l'interruption de la conférence de Masson et Eliacheff le 29 avril. Précision importante : le séminaire de Marty était un séminaire public qui, de plus, ressemblait passablement à une conférence.

En plus de la répétition (l'interruption du 17 mai était la deuxième en à peine plus de deux semaines), la différence de traitement entre les deux actions s'explique, selon le rectorat, parce qu'Eric Marty venait dans le cadre d'un séminaire donné par l'université, ce qui rend l'affront à la liberté académique d'autant plus grand.

Masson et Eliacheff venaient quant à

elles donner une conférence pour laquelle l'université prêtait ses locaux (et de ce fait aussi son image, malgré les tentatives de l'université de se dédouaner du contenu des conférences organisées par des tiers en son sein). Pour le rectorat, interrompre un cours, c'est s'attaquer au coeur des missions de l'université. Et ça le rectorat ne pourrait le tolérer, quel que soit le contexte, quelle que soit la situation.

Le rectorat se comporte comme si la notion de liberté académique était indiscutable, mais dans la pratique elle est constamment négociée quant à sa définition et son cadre d'application: qu'est-ce qu'un cours? Un savoir? Une expertise? Un débat? Toutes ces questions n'ont pas forcément de réponse toute faite. En somme, la liberté académique est tout sauf figée.

« les fachos ont tendance à avoir de plus en plus de tribunes pour déverser leurs idées haineuses, et non l'inverse »

Le rectorat s'inquiète beaucoup du fait que la liberté académique était menacée et qu'il est important de la préserver. En tant que syndicat étudiant, nous abondons dans le sens de la deuxième partie de la phrase. En revanche, la première nous dégoûte lorsqu'elle est associée à de telles actions.

Nous pensons en effet que laisser Marty s'exprimer sans contradiction sur des sujets tels que la transidentité est largement plus dangereux pour les sciences et principalement les sciences sociales¹⁰ que les actions du 29 avril et du 17 mai.

Dire qu'il ne sera bientôt possible de parler que des choses qui font consensus et qu'on va être contraint.e.x.s de s'auto-censurer est l'argument facile (et facilement démontable) pour voler au secours des réactionnaires. Et il a très souvent été utilisé, notamment par un certain recteur.

L'anti-wokisme, nouvelle mode de l'extrême droite

On ne peut démonter cet argument et plus globalement comprendre cette affaire sans prendre un peu de recul pour la replacer dans un contexte plus large de droitisation des débats et d'une vague anti-wokiste d'envergure.

Avant même que le rectorat annonce porter plainte et que cette affaire prenne une autre dimension, les journalistes réactionnaires se lâchaient déjà et sautaient sur l'occasion pour s'indigner devant les supposées censure et cancel culture. En gros, ils instrumentalisaient l'action du 29 avril pour justifier leur rengaine désormais bien connue : "On peut plus rien dire", rengaine corroborée par nos têtes rectorales préférées. Or, les fachos ont tendance à avoir de plus en plus de tribunes pour déverser leurs idées haineuses, et non l'inverse.



Le 16 mai par exemple, une interview de Flückiger, le recteur de l'UNIGE est parue dans le Temps. Deux journalistes s'inquiètent du fait que "l'Université de Genève est sous pression face aux revendications et actions militantes" et demandent à Flückiger ce qu'il en pense.

Avec une complicité active, il rentre dans leur jeu et mélange tous les sujets (la volonté d'un espace de prière pour les personnes de confession musulmane, l'organisation d'une assemblée en mixité choisie sans mecs cis il y a plus d'un an ou l'empêchement d'une conférence transphobe) comme si c'était une seule et même question. A force d'user de raccourcis intellectuels et d'amalgames des plus grotesques, il est presque logique de l'entendre conclure que "la liberté d'expression est malmenée à l'université", démontrant encore une fois qu'il ne saisit rien aux enjeux qui concernent "son" université.

« [L'attaque] s'inscrit dans une stratégie rhétorique bien connue de l'extrême droite qui consiste à faire passer les antifascistes pour les vrais fascistes »

Une fois que la deuxième conférence a été empêchée, le traitement médiatique a encore gagné en intensité et les journalistes réactionnaires s'en sont donné à coeur joie. lels sont allé.e.s de généralités fallacieuses en considérations personnelles infondées, dans ce qui ressemblait plus à des règlements de compte personnels qu'à du journalisme. Flückiger a également dit dans une interview accordée à la Tribune de Genève que "[l]es personnes qui craignent les livres n'ont jamais été du bon côté de l'histoire. Nous avons besoin d'approches critiques, de dialogue. Pas d'autodafés."¹¹

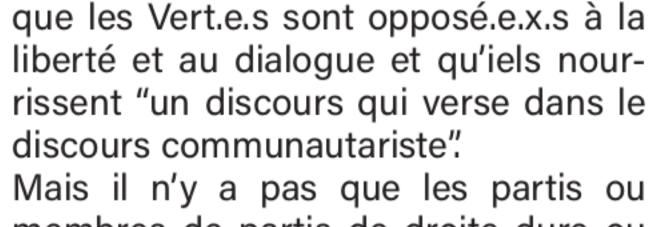
Ainsi, il y a un retournement de sens extrêmement grave où les manifestant.e.x.s (et la CUAE) sont assimilé.e.x.s aux "fascistes des années 20 et 30"12. En plus d'être une attaque ad hominem honteuse, elle s'inscrit dans une stratégie rhétorique bien connue de l'extrême droite qui consiste à faire passer les antifascistes pour les vrais fascistes, les antiracistes pour les vrais racistes, etc. Et au final, ce discours est utilisé pour redéfinir les frontières du politiquement acceptable afin de pouvoir défendre des positions politiques foncièrement racistes, autoritaires, transphobes, fascistes, etc. Et il est absolument terrifiant de voir le recteur de l'université de Genève participer activement à une droitisation des discours aussi agressive et décomplexée.

Droitisation à laquelle Eric Marty n'a pas oublié de rajouter son grain de sel (au lieu de se faire tout petit) en répondant dans un journal d'extrême droite romand nouvellement créé¹³. En plus d'exposer son arrogance et sa condescendance, il prouve haut et fort (en ne se basant sur aucun argument excepté son intolérance) sa transphobie et son mépris de tout mouvement social qui pourrait remettre en question sa place privilégiée dans la structure sociale. Mais les médias ne sont pas les seuls

à s'être saisis du sujet puisque les politiques y ont également perçu une bonne occasion de se faire de la pub.

Le PLR genevois a par exemple publié un communiqué de presse en soutien à l'université dès le 18 mai soit le lendemain du séminaire empêché. Mais évidemment, il ne s'est pas contenté de ça et a multiplié les communications comme si c'était devenu le sujet d'actualité prioritaire numéro 1. Ainsi, le PLR, dans son journal, désignait son nouvel ennemi : le wokisme qui "s'étend à Genève". Et s'effrayait de l'avancée de la cancel culture, même à l'université de Genève, qui devrait être un bastion protégé de ces bassesses militantes. Notons quand même que c'est un des quatre sujets traités dans ce numéro. On voit ici les priorités des partis bourgeois. Sans parler du ton alarmiste qu'ils emploient pour décrire le nouveau fléau sociétal auquel on est confronté. Les personnalités politiques en profitaient aussi pour glisser leur petite analyse personnelle sur le sujet puisque tout le monde était sommé de s'opposer à cette action au risque de paraître comme trop extrême ou à l'encontre de principes tels que la liberté. Par exemple, Alexandre de Senarclens, député PLR genevois, s'insurge dans une opinion publiée dans la TdG¹³ contre des élu.e.x.s vert.e.x.s qui ont

contre des élu.e.x.s vert.e.x.s qui ont osé ne pas discréditer les wokistes em



pêcheureuses de conférence. Il affirme

Mais il n'y a pas que les partis ou membres de partis de droite dure ou d'extrême droite qui ont été incendiaires face à ces actions.

En effet, Anne Emery-Torracinta, pourtant au PS, parti centriste, se fendait elle aussi d'une opinion dans la TdG¹⁴ où elle affirmait qu'il fallait "dénoncer avec force de tels comportements". Traduction : elle demandait publiquement au rectorat de porter plainte. En plus de témoigner de l'incroyable ampleur qu'a pris cette affaire, ces deux opinions témoignent d'une évidente droitisation du débat politique.

Ils montrent entre autres que des discours haineux et leur relai par les médias réactionnaires ont des effets concrets extrêmement forts.

Ça pue la répression

Même si aujourd'hui, nous avons la confirmation que le rectorat ne portera pas plainte, il n'en reste pas moins que pendant de longues semaines, celleci était brandie comme une menace constante qui avait entre autres pour but d'intimider. Les deux chefs d'accusation dont il était question sont la contrainte et la violation de domicile. L'intimidation utilisée par le rectorat via l'annonce de sa volonté de porter plainte pénale contre inconnu.e.x s'inscrit évidemment dans cette stratégie d'esquive des questions de fond.

Le rectorat nous disait qu'une enquête de police permettrait de mieux comprendre ce qui s'était passé dans ces salles d'uni Bastions le 29 avril et le 17



mai. Mais nous ne sommes pas dupes, sa véritable intention était de marquer le coup et son territoire.

« Le [rectorat] nous dit : "L'université c'est chez nous (cf. violation de domicile) et désormais vous êtes prévenu.e.x.s, si vous cherchez à vous approprier l'université, vous devrez en subir les conséquences.» »

La plainte n'aurait pas seulement servi de punition aux manifestant.e.x.s présent.e.x.s le 17 mai mais également d'avertissement à tou.te.x.s les étudiant.e.x.s qui apportent des revendications combatives au sein de l'université.

En creux, il nous dit : "L'université c'est chez nous (cf. violation de domicile) et désormais vous êtes prévenu.e.x.s, si vous cherchez à vous approprier l'université (qui ne vous appartient donc pas), vous devrez en subir les conséquences."

Finalement, le rectorat cherchait à minimiser les conséquences d'une plainte pénale. Une plainte implique une enquête menée par la police qui n'hésiterait pas à utiliser ses méthodes habituelles : chantage, intimidations brutales, espionnage, fichage généralisé, etc. En plus d'être confronté.e.x.s à la police, les militant.e.x.s auraient pu être exposé.e.x.s au système judiciaire, avec les coûts pécuniaires, psychologiques et sociaux que cela implique. Coûts d'autant plus importants que les personnes trans et les militant.e.x.s sont des populations particulièrement vulnérables à ces institutions répressives.

En plus de cela, la menace du conseil de discipline (organe de répression et de sanction interne à l'université) pouvant prononcer jusqu'à l'exclusion des potentiel.le.x.s étudiant.e.x.s planait toujours au-dessus de (et dans) la tête de tout le monde, bien qu'évoquée seulement à de rares reprises puisqu'il n'y avait pas la certitude (malgré la mauvaise foi dont découlait ce doute) de la part du rectorat que des étudiant.e.x.s soient impliqué.e.x.s (et/ou reconnaissables).

Il va sans dire que la CUAE trouve extrêmement choquant que ce soit une option réellement envisageable dans la tête du rectorat pour contrecarrer l'expression de revendications de la part du corps étudiant.

D'autant plus que ces menaces dépassent largement le cadre de ces deux empêchements et des personnes impliquées et sont des menaces dissuasives pour les luttes à venir. Les conséquences sont donc aussi énormes à long-terme. En somme, la répression du rectorat est éminemment politique et la manière de lui répondre ne pourra être que tout aussi politique. Ils montrent entre autres que des discours haineux et leur relai par les médias réactionnaires ont des effets concrets extrêmement forts.

Conclusion: la suite au prochain numéro

Au final, pour tous les réactionnaires qui espéraient et qui sommaient l'université de répondre par la répressive, cette affaire a accouché d'une souris

puisque le rectorat a finalement décidé de ne pas porter plainte. Il a préféré publier un communiqué conjoint avec la CUAE pour réaffirmer les valeurs de l'université. Ce communiqué affirme que le rectorat ne portera pas plainte afin de privilégier un dialogue. Il a l'ambition de se tourner vers l'avenir et d'utiliser l'empêchement du 17 mai comme un élément révélateur d'un problème plus enraciné. Ainsi, il affirme s'inquiéter du traitement des personnes trans et un peu plus généralement des populations marginalisées. Pour cela, comme d'habitude, tout passera uniquement par le "dialogue".

« Bref, bien que l'université affirme son prétendu engagement pour lutter contre les violences systémiques et les inégalités structurelles, il n'y a pas l'amorce d'une remise en question de son fonctionnement institutionnel, pourtant source de tellement de problèmes. »

Pourtant, l'annonce d'une plainte pénale était une fois de plus une preuve de son incapacité à intégrer les revendications et les besoins exprimés. En effet, il semble superflu de devoir le dire, mais cette menace brandie coupait court à toute intervention de la part des manifestant.e.x.s qui risquaient des conséquences pénales en se montrant (déjà qu'en se cachant iels les risquent). Cela a donc comme conséquence directe d'empêcher la possibilité même d'avoir une discussion avec ces personnes concernées, que le rectorat semblait souhaiter.

Pour mener ce dialogue de manière

efficace, l'université se targue d'avoir un service qui existe déjà et qui fait du "super boulot": le service égalité et diversité. Mais quand on se penche d'un peu plus près sur ce que fait véritablement ce service, il est difficile de ne pas y voir du pinkwashing bien rôdé. En effet, lorsqu'il défend son bilan, il évoque les "magnifiques prix genre" que son service distribue ou les stands qu'il tient lors de journées symboliques (le 17 mai par exemple, jour où Marty venait déverser sa haine sans que ça le dérange).

Bref, bien que l'université affirme son prétendu engagement pour lutter contre les violences systémiques et les inégalités structurelles, il n'y a pas l'amorce d'une remise en question de son fonctionnement institutionnel, pourtant source de tellement de problèmes. Et ce n'est pas surprenant puisque l'université est parfaitement dans son rôle de préservation de ses intérêts en tant qu'institution.

Ce serait une erreur stratégique fatale et une énorme perte de temps que de demander à l'institution (au cours du dialogue qu'elle recherche tant) de remettre en question de fond en comble le fonctionnement de l'alma mater pour une simple et bonne raison : elle ne le fera pas d'elle-même. Et si nous voulons vraiment changer les choses, ça ne se fera pas au cours d'un dialogue



avec les instances directrices qui ne peut que mener dans une impasse s'il n'est pas accompagné d'une mobilisation collective et combative. En effet, leurs intérêts et les nôtres sont divergents et le rapport de force ne peut être qu'à l'avantage du rectorat et donc, avec une telle stratégie, les avancées ne seront que minimes. Malgré le tournant répressif opéré par l'université et parce que les dysfonctionnements sont plus profonds que ce que le rectorat veut bien admettre, il faudra adopter d'autres stratégies : plus revendicatives et collectives.

NB: Le tournant répressif choisi par le rectorat ne s'est pas concrétisé par une plainte pénale cette fois-ci. Cependant, quelques mois après la rédaction de cet article, en décembre 2023, une polémique importante a suivi la tentative d'entartage de la conseillère nationale UDC Céline Amaudruz à UniMail. Cette affaire a largement été récupérée par les partis de droite (mais pas que...) et à nouveau, le rectorat s'est fait l'allié de ces derniers. Il a déposé plainte contre X, alors même que Céline Amaudruz l'avait déjà fait, choisissant ainsi de faire un pas de plus sur la voie de l'intimidation et de la répression envers les militant.e.x.s de gauche. Ce geste alarmant met en péril la liberté d'expression à l'UNIGE et a des implications inquiétantes sur le futur des contestations politiques dans l'université.

¹ https://renverse.co/infos-locales/article/conference-transphobe-a-l-uni-bastions-3528

² https://www.observatoirepetitesirene.org/quisommesnous

³ Il faut pas chercher très loin. C'est sur la couverture de leur foutu bouquin

⁴ https://www.observatoirepetitesirene.org/

⁵ https://www.observatoirepetitesirene.org/quisommesnous

⁶ Judith Butler est unex philosophe étasunienne qui travaille sur le genre et la théorie queer.

⁷ Samuel Hungtington a fait carrière dans la science politique et est notamment connu pour son livre Le Choc des civilisations où il conçoit le monde comme fragmenté entre plusieurs civilisations irréconciliables. L'occident est vu par Huntington comme assiégé par des civilisations qui lui sont hostiles.

⁸ Marty, Le Sexe des Modernes, p. 493, cité dans le blog de Mediapart, https://blogs.mediapart.fr/antoineidier/blog/170522/propos-du-sexe-des-modernes-et-d-un-probleme-plus-general-la-critique-de-gauche

⁹ Cissexisme: système de domination qui soutient que les personnes cisgenres sont plus naturelles et légitimes que les personnes trans. Nous préférons le terme "cissexiste" au terme "transphobe" car il illustre le fait que ce sont des oppressions systémiques et non individuelles et psychologiques, comme pourrait le sous-entendre le suffixe "-phobe".

¹⁰ Eric Marty utilise sa notoriété d'ancien professeur universitaire prestigieux pour parer ses travaux du sceau scientifique. Ainsi, il ne se fatigue pas à faire des recherches en mobilisant des sources scientifiques tirées des études spécialisées et par la même nuit à la qualité de la discussion scientifique.

¹¹ https://www.tdg.ch/je-crains-une-forme-dautocensure-626812446861

https://www.watson.ch/fr/suisse/lgbtqia%2b/353800979-l-uni-de-geneve-la-liberte-attaquee-par-des-activistes-lgbtiq

¹³ https://www.lepeuple.ch/le-prof-attaque-a-geneve-regle-ses-comptes/

¹⁴ https://www.tdg.ch/luniversite-ni-temple-ni-forum-ni-arene-263752509713

EN QUOI L'EXTRÊME-DROITE (ET L'UDC) NUIT AUX ÉTUDIANT-E-X-S ?

Ce texte est sorti à la rentrée de février 2023, nous le republions ici car nous pensons que sa pertinence n'a pas diminué.

Depuis la tentative d'entartage de Céline Amaudruz par des militant·e·x·s en décembre dernier, de nombreuses prises de position publiques et articles en soutien à la conseillère nationale sont sortis. Ceux-ci argumentent souvent qu'en tant que représentante d'une partie de la population (celle ayant voté UDC), Céline Amaudruz possède une légitimité incontestable. Ce pseudo-argument mène à un appauvrissement de la discussion en contournant la vraie problématique : les positions politiques de l'UDC.

Le texte sous vos yeux a donc comme vocation de rappeler en quoi l'extrême droite en général et l'UDC en particulier sont néfastes pour l'université et les étudiant·e·x·s. Et aussi, pourquoi un syndicat étudiant se doit de s'opposer frontalement aux idées et aux politiques d'un tel parti.

1. L'UDC contre les étudiant·e·x·s étrangèr·e·x·s

L'UDC est bien connue pour ses positions extrêmement racistes et conservatrices sur les thèmes de l'immigration et de la sécurité. Voyons quel impact de telles politiques ont sur les études de milliers de personnes à Genève.

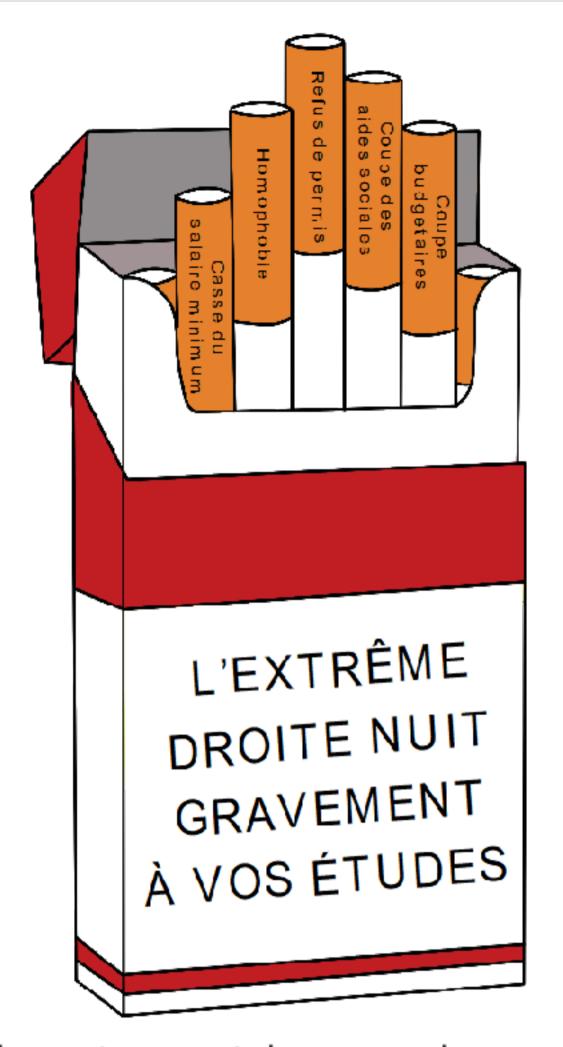
L'initiative « de limitation » de l'UDC, adoptée en 2014 et visant à limiter le nombre d'étrangèr·e·x·s pouvant entrer en Suisse, aurait été un obstacle majeur à l'accès à l'université et au marché du travail des étudiant ex setrangère x s. Or, vu le coût de la vie à Genève, un travail étudiant est souvent indispensable pour pouvoir subvenir à ses besoins, surtout pour les étudiant ex se se étrangère x se qui n'ont pas la possibilité de loger chez leur famille, et ont un moindre réseau de soutien que les personnes d'origine suisse.

L'UDC s'attaque aussi de manière plus ciblée aux étudiant ex sétrangèr ex s. Le programme 2023-2028 de l'UDC genevoise prévoit d'« exige[r] de l'université [...] des taxes supérieures pour les étudiants étrangers »¹.

2. L'UDC contre la mobilité des étudiant-e-x-s suisses

L'adoption de l'initiative « de limitation » en 2014 a aussi mené à l'exclusion de la Suisse du programme Erasmus+, un programme d'échange universitaire européen. La mobilité étudiante entre la Suisse et l'UE est actuellement permise par une solution transitoire, qui n'a pas les mêmes avantages qu'Erasmus². La Suisse aurait même été complètement exclue de ce programme de mobilité si une autre initiative de l'UDC, l'initiative dite « de résiliation », avait été adoptée en 2020.

Notons encore qu'une politique qui décourage les chercheur euse x et enseignant ex s'étrangèr ex à venir travailler en Suisse péjore la qualité de l'enseignement auquel nous avons accès. Dans les sciences so-



ciales notamment, les approches sont propres aux universités et le cloisonnement des universités nous prive de la qualité d'un regard et de méthodes extérieures et différentes. Cela nous prive aussi de spécialiste x·s dans de nombreux domaines. L'isolation pourrait aussi condamner les jeunes chercheur euse x·s à rester en Suisse. Ce qui les priverait de collaborations avec les spécialistes de leurs domaines d'études de prédilection.

3. L'UDC pour une université inégalitaire

Les politiques menées par l'UDC visent à réserver l'université aux élites. Ainsi, le parti veut que le prix des études augmentent. Par exemple, à Neuchâtel, il a défendu une hausse de 60% des taxes universitaires³. Les montants des taxes

universitaires pénalisent en premier lieu les étudiant ex issure x de familles pauvres, pour qui les taxes ont un réel impact budgétaire. Cela s'apparente à un tri social.

Le parti ne cache d'ailleurs pas sa volonté de réserver l'université à une élite. Il nie complétement le fait que les sciences et l'éducation peuvent aussi avoir des valeurs émancipatrices en dehors du marché du travail. Il « exige de l'université une sélection d'entrée » et « demande que l'école et le monde académique soient un lieu de recherche, d'innovation, d'excellence et pas un lieu où les élèves et étudiants arrivent par défaut et où les exigences sont nivelées par le bas »4. Par ailleurs, le parti milite pour que la prise en charge des étudiant·e·x·s ayant besoin d'aménagements spécifiques⁵ soit la plus limitée possible.

4. L'UDC contre les travailleur-euse-x-s

En tant que travailleur euse x et futur·e·x·s travailleur·euse·x·s, les étudiant·e·x·s sont concerné·e·x·s par les attaques de l'UDC contre les conditions de travail. En soutenant l'adoption d'une motion parlementaire le 14 décembre 2022 au niveau national, l'UDC a cassé les salaires minimaux cantonaux existants. Concrètement, cela signifie que si les intérêts du patronat en décident ainsi, un salaire plus bas que le salaire minimum cantonal peut être pratiqué. Ce sont les secteurs professionnels les plus précaires, où travaillent de nombreux-ses étudiante-x-s, qui risquent d'être concernés.

L'UDC défend des politiques ultra-libérales et cherche à réduire drastiquement tout type de dépenses publiques (sauf celles liées à la sécurité). Cela implique entre autres de réduire l'argent dédié à l'université, ce qui péjorera immanquablement la qualité des enseignements et la qualité de vie des étudiant.e.x.s. Les dépenses publiques permettent entre autres de financer des salaires et des emplois, nécessaires au bon fonctionnement de l'université et au soutien des étudiant·e·x·s.

La politique de libéralisation du marché du travail défendue par le parti d'extrême droite passe aussi par une lutte active contre les syndicats. Ainsi, l'UDC n'hésite pas à menacer de couper les subventions⁶ de ceux-ci. Pourtant, les syndicats jouent un rôle essentiel dans l'université. Pour ne citer qu'un seul exemple, ce sont eux qui dénoncent les contrats extrêmement précaires des membres du corps intermédiaire. Les politiques de libéralisation du marché du travail menées par l'UDC affectent directement les étudiantexes qui, d'une part, assistent à des cours pris en charge par des personnes précarisé·e·x·s et d'autre part, voient leurs propres (futurs) emplois précarisés.

«L'offensive « anti-woke » adoptée par l'UDC suisse avec son programme 2023 n'est pas seulement une attaque contre les minorités et les luttes sociales, mais est surtout une attaque contre la pensée critique. »

5. L'UDC et l'anti-intellectualisme

L'UDC a fait de la lutte contre le « wokisme » son cheval de bataille (pour les prochaines élections). Ce concept n'est pas vraiment défini : si nous ne savons pas ce que wokisme veut dire, ce qui est plus inquiétant, c'est que les membres de l'UDC ne le savent pas non plus. Le wokisme regrouperait notamment l'usage de l'écriture inclusive, les critiques de l'appropriation culturelle et les réunions en mixité choisie.

Le seul trait qui relie les différents éléments accusés de « wokisme insécable » est la remise en question de l'ordre et des pratiques établies.

L'offensive « anti-woke » adoptée par l'UDC suisse avec son programme 2023 n'est pas seulement une attaque contre les minorités et les luttes sociales, mais est surtout une attaque contre la pensée critique. Elle constitue en cela, une attaque frontale contre l'une des véritables missions de l'université : l'étude du réel et par conséquent la remise en question des idéologies dominantes ainsi que des convictions de notre société qui justifient/naturalisent/légitiment les inégalités.

En attaquant le concept vague de wokisme, l'UDC nous révèle l'université qu'elle voudrait. Une université qui a comme unique fonction d'être au service de l'économie, une université qui n'est qu'une antichambre du marché



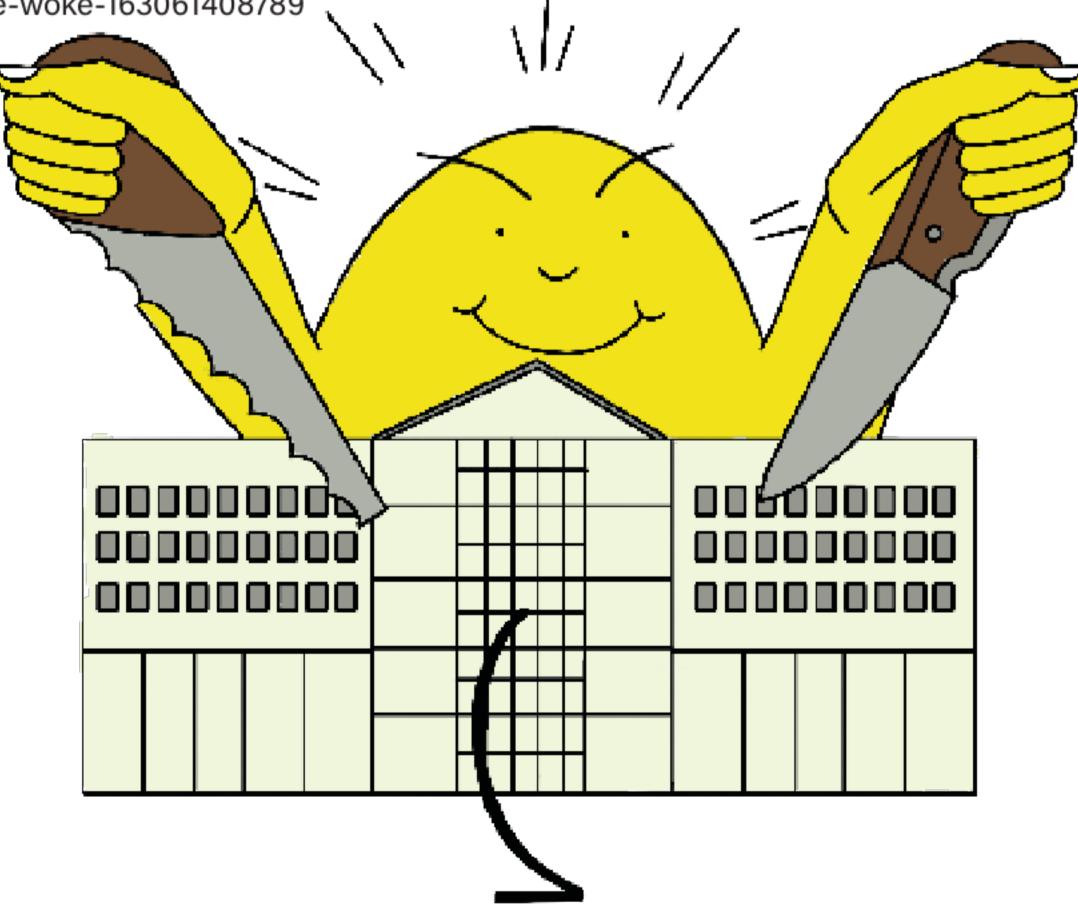
du travail. Esther Friedli, conseillère nationale UDC, dit ainsi que « les universités devraient s'occuper des disciplines qui sont demandées par l'économie. Ce n'est pas en médecine, mais dans les sciences humaines et sociales qu'il devrait y avoir un numerus clausus »⁷.

Un parti qui a comme combat prioritaire le maintien de l'ordre établi ne se bat pas pour l'université, mais contre elle. Encore une fois, l'UDC ne se bat pas pour nous mais bien contre nous.

Notes

- ¹ https://www.udc-ge.ch/programme/enseignement-et-formation/
- ² https://erasmus-ch.ch/fr/en-detail/
- ³ https://www.rts.ch/info/regions/neuchatel/13664914-indignation-a-neuchatel-face-a-une-hausse-de-la-taxe-universitaire-prevue-par-le-conseil-detat.html
- 4 https://www.udc-ge.ch/programme/enseignement-et-formation/
- ⁵ Les aménagements spécifiques comprennent par exemple l'accès facilité pour les personnes à mobilité réduite, du temps supplémentaire pour les personnes dyslexiques, etc.
- ⁶ https://www.20min.ch/fr/story/ludc-aimerait-bien-punir-le-syndicat-etudiant-de-gauche-175112181514

⁷ https://www.20min.ch/fr/story/dans-le-programme-de-ludc-un-chapitre-terreur-du-genre-et-folie-woke-163061408789



LES DÉBOIRES DE LA FACULTÉ DE LETTRES

Quelle ne fut pas la surprise des étudiant·exs en lettres, en arrivant en cours à la rentrée 2022, de découvrir qu'iels devaient suivre leurs cours dans des salles sans tables, prenant leurs notes sur leurs genoux ou pas du tout. Une situation qui perdurera en 2023-24, et peut-être jusqu'en 2026. Mais comment en sommes-nous arrivé·exs là ?

1) Qu'est-ce que la fac de lettres

La faculté des lettres est l'une des neuf facultés de l'université de Genève. Elle regroupait 1829 étudiant exs en 2021. Elle a la particularité de proposer un nombre de programmes d'enseignements particulièrement élevé pour sa taille. Le bachelor en lettres est composé de deux branches, choisies parmi 36 possibilités, dont 29 offertes par les 12 départements de la faculté¹, mais comportant aussi des programmes interdisciplinaires et hors faculté.

Tendanciellement, les étudiant exs de cette faculté sont plus âgé exs, ont plus souvent un emploi à côté de leurs études, et suivent plus souvent ces études comme deuxième cursus.

La faculté de lettres n'est pas (en tout cas moins que d'autres) une faculté qui forme les étudiant exs dans une simple perspective d'entrée sur le marché de l'emploi. Les cursus sont plus adaptables aux besoins et envies des étudiant exs que dans d'autres facultés, ce qui rend les diplômes moins compétitifs sur le marché de l'emploi. D'ailleurs, c'est une faculté qui ne participe pas

beaucoup à l'ascension de l'université dans le classement Shangai. Toutefois, ça ne rend pas les compétences assimilées moins primordiales.

2) Résumé des faits Cadre

Les enseignements de la faculté sont essentiellement répartis entre les bâtiments Bastions (c'est le bâtiment principal), Philosophes², et quelques bâtiments ou salles plus petites, comme Landolt et Sainte Ourse. Il s'agit de bâtiments historiques (Bastions a été construit entre 1868 et 1871, Philosophes en 1879), ce qui vient avec des avantages, et quelques inconvénients. L'état du bâtiment Bastions a poussé l'université et l'état de Genève, son propriétaire, à le rénover.

Ces rénovations se sont faites en deux temps, parce que la fermeture complète d'un coup du bâtiment, et le report sur d'autres salles qui s'en serait suivi, n'aurait pas pu être assumé par l'université.

La période transitoire

lels ont donc d'abord fermé pour rénovation l'aile Jura, qui est l'aile du bâtiment qui se trouve côté Place Neuve³. Ces rénovations se sont déroulées de 2018 à septembre 2022. Comme l'aile Jura abritait la bibliothèque de la faculté des lettres, il a fallu déplacer les collections, et l'université ne disposait pas d'un espace suffisant pour tout remettre au même endroit. Les livres ont donc été répartis entre la partie



centrale du bâtiment Bastions, le bâtiment des Philosophes, et le site de Battelle, qui se trouve à Carouge, au-dessus du rondeau.

La situation était relativement désagréable pour les étudiant exs concerné exs par les domaines dont la documentation était déplacée à Battelle. En effet, certains champs d'études, notamment les langues anciennes, requièrent de travailler en permanence avec des documents qui sont parfois exclus du prêt, comme les grands dictionnaires et les encyclopédies. Faire une escapade à Carouge pour aller étudier un peu entre deux cours impliquait de perdre un temps non négligeable en trajets.

Le nouveau bâtiment Jura

Fin 2022, les travaux de l'aile Jura touchèrent finalement à leur fin, et le bâtiment put être livré dans sa nouvelle version, radicalement modernisé.

Bâtiments de remplacement

La fin de travaux de l'aile Jura signait aussi le début de la rénovation du cœur du bâtiment Bastions, sa partie centrale. Le bâtiment accueillait jusqu'en 2022 une partie de la bibliothèque de la faculté des lettres, l'entièreté de la faculté de théologie, un amphithéâtre de 426 places dans lequel se déroulaient les grands cours de lettres, mais aussi

quelques autres cours, notamment de BARI et de psychologie, plusieurs petits amphis, des salles de séminaires, des bureaux, une salle étudiante et une cafétéria.

Avec sa fermeture prévue jusqu'à 2027, c'est tout cela qui devait trouver une nouvelle place. Évidemment, les bâtiments de l'université n'étaient pas capables d'absorber un tel besoin en espace.

D'autant plus que, comme mentionné en première partie, la faculté des lettres a, en raison de son mode de fonctionnement, une très importante offre en cours et séminaires (956 en 2022-2023 par exemple). L'université a donc recouru à la location de salles externes. Elle a loué des salles à l'école-club Migros à Lancy Pont-Rouge, à l'IFAGE aux Augustins, au théâtre des Salons vers la Place Neuve, au Palais de l'Athénée au-dessus des Bastions, et à l'université ouvrière des Grottes (UOG), au-dessus de la gare.

Malgré un peu d'appréhension face à cet éclatement des enseignements, certains lieux (l'IFAGE et l'UOG) se sont avérés tout à fait satisfaisants. D'autres sont plus problématiques : au palais de l'Athénée et à l'école-club Migros, les salles étaient bien équipées de chaises, mais pas de tables.

Réaction étudiante et tractations

Les plaintes des étudiantes se sont très rapidement diffusées, et l'AEL, l'association étudiante principale de la faculté, a envoyé un mail à son décanat dans la semaine qui a suivi la rentrée. Elle résumait plusieurs problèmes soulevés par les étudiantes et demandait une rencontre afin d'en discuter.

Le décanat n'a pas donné suite, mais le doyen a envoyé à l'ensemble de la faculté un mail qui ne traitait le sujet que de manière superficielle. Face au manque de réaction institutionnelle, l'AEL a convoqué une plénière étudiante, qui s'est tenue le 17 novembre 2022. Le but de cette réunion était de permettre aux étudiant exs d'échanger sur la situation et de formuler des revendications.

Le décanat s'est alors finalement manifesté, sous la forme du vice-doyen responsable des bâtiments. Celui-ci a participé à une partie de la plénière, où il a répondu à certaines questions soulevées par les étudiant exs. Dans l'ensemble, il est apparu que la situation était en large partie en dehors des compétences du décanat de la faculté. Une vingtaine d'étudiant exs ont participé à la plénière, et se sont accordé·exs sur une liste de revendications, dont les principales étaient d'obtenir des tables dans leurs salles de cours et des distributeurs de nourritures et de boisson dans la bibliothèque de l'aile Jura.

Suite à cette plénière, des représentant exs des étudiant exs ont rencontré des membres de plusieurs instances universitaires : division des bâtiments (DIBAT), division de l'information scientifique (DIS)⁴; décanat de la faculté. Ces rencontres ont donné lieu à des améliorations sur des points mineurs : les horaires de service de la cafétéria de Dufour ont été étendus, pour terminer à 14h15 contre 14h00, ce qui permettait aux étudiant exs ayant cours pendant la pause de midi de quand même s'y restaurer ; les horaires des cours ont été

affichés sur les salles de Philosophes, ce qui permet aux étudiant exs de s'y poser pour manger ou étudier lorsqu'il n'y a pas de cours dedans. Cependant, le cœur du problème n'a pas bougé : plusieurs salles n'étaient toujours pas équipées de tables. Des chaises à tablettes ont été installées à l'école-club Migros, mais ça ne permet pas la prise de notes de façon efficace.

« À l'heure actuelle, la seule avancée concrète sur les revendications étudiantes est l'intégration de l'AEL et de l'AET au groupe de travail qui s'occupe de l'aménagement du bâtiment Bastions. »

Consciente que la situation n'avançait pas, l'AEL a convoqué une seconde plénière, qui s'est tenue le 29 mars 2023. La plénière a pris la décision d'adresser une lettre ouverte au rectorat pour demander des amélioration concrètes des conditions d'études.

La lettre ouverte a été publiée sur le site de l'AEL et envoyée à la presse le 18 avril 2023. Elle présentait un résumé de la situation, et formulait trois revendications : la mise en place de tables dans les lieux d'enseignements, la mise en place d'un espace commun et social dans la bibliothèque de l'aile Jura, et l'intégration d'une représentation étudiante dans le groupe de travail de la rénovation du bâtiment Bastions.

Le rectorat, piqué, a réagi rapidement en proposant une réunion aux représentant exs des étudiant exs. Cette réunion s'est tenue fin avril.

À l'heure actuelle, la seule avancée

concrète sur les revendications étudiantes est l'intégration de l'AEL et de l'AET⁵ au groupe de travail qui s'occupe de l'aménagement du bâtiment Bastions. Des changements sont promis pour la rentrée de septembre 2023, reste à voir s'ils se feront réellement.

3) Qu'en penser

Les déboires de la faculté des lettres sont intéressants pour tou texs les étudiant exs. Ils ne sont que la triste illustration d'un certain nombres de disfonctionnements actuels de l'université de Genève. Ils ont principalement touché les étudiant exs de lettres cette fois-ci mais, à l'avenir, ils pourraient toucher n'importe quel·lexs étudiant exs.

Aussi impensable que ça puisse être, le problème qui dure depuis la rentrée 2022 est l'absence de tables (!!!!!!). Il semble évident à quiconque a un petit peu de bon sens que dispenser des cours dans des salles sans tables ne peut pas être satisfaisant. Dès lors comment est-ce possible que la situation perdure encore (pour une durée inconnue) et qu'aucune solution n'ait pu être trouvée ? Et tout cela malgré le travail incessant des associations étudiantes qui sont contraintes de se mobiliser même pour exiger le respect d'un besoin aussi élémentaire que des tables dans les salles de cours.

Cela nous montre à quel point l'aspect social est peu considéré dans les réflexions sur l'aménagement de l'université. Concrètement, ça se décline dans tous les aspects de la vie étudiante. Par exemple, la situation temporaire

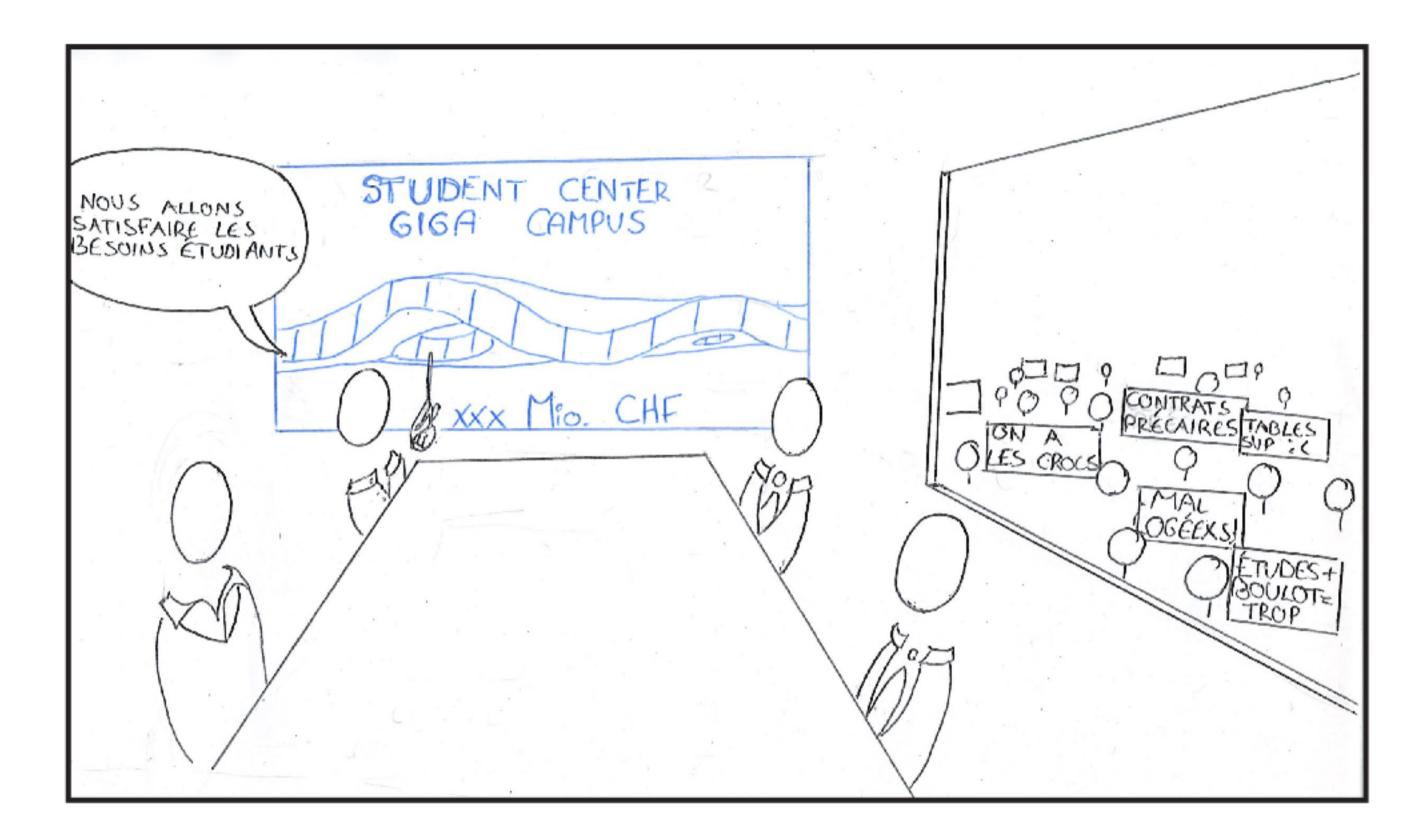


des lettres ne prévoit pas d'espace dédié à la socialisation et cela se ressent dans la cohésion des étudiant exs en lettres. En somme, cela nous montre à quel point les intérêts et besoins des étudiant exs sont secondaires dans la gestion de l'université.

Tout au long du processus, l'association a été confrontée à des acteurices qui n'étaient pas forcément de mauvaise volonté, mais étaient incapables de résoudre les problèmes. Il est évidemment possible de blâmer, sur des points précis, les décisions prises à des moments particuliers par des instances ou des individus, ainsi qu'un manque de consultation de certain exs acteurices. Cependant, cela ne suffit pas à expliquer le fiasco de la rentrée 2022. Il semblerait que le problème est structurel: l'administration fonctionne de telle manière à ce que des conditions dignes d'études puissent être sacrifiées pour préserver la « valeur des diplômes », la « compétitivité » ou « l'attractivité » de l'université de Genève.

4) La suite

L'université possède de nombreux sites avec des particularités et des usages très divers. Il est certain que des rénovations d'ampleur d'autres sites auront



lieu un jour ou l'autre. Cette fois-ci ça concernait principalement la faculté de lettres mais dans quelques années ce pourrait être d'autres bâtiments massivement utilisés par les étudiant exs qui seront touchés.

Il semble évident que chaque déménagement, fermeture totale ou fermeture partielle d'un bâtiment a ses propres spécificités (selon l'utilisation du bâtiment, l'ameublement des espaces, le nombre d'utilisateurices, le matériel mis à disposition, etc.). Il est du devoir de l'administration universitaire de pouvoir assurer que chacun de ces événements (d'autant plus qu'ils sont prévisibles) se déroule sans dégrader la formation des étudiant exs. Ainsi, les difficultés rencontrées par les étudiant exs de lettres depuis 2022 ne se répéteront vraisemblablement pas à l'identique les prochaines fois.

Toutefois, elles illustrent bien les dé-

gradations des conditions d'étude qui sont souvent la conséquence de changements mal prévus ou mal pensés par l'administration universitaire. Tant que l'université n'est pas gérée par les étudiant.exs, il faut que le rectorat et les décanats prennent la mesure des besoins étudiants et qu'ils soient capables de mettre en place un cadre satisfaisant. Ici, l'université aurait pu chercher un peu plus longtemps pour trouver des salles de cours adaptées ou alors payer un peu plus cher pour avoir des sites convenables.

La question n'est pas celle de l'incompétence de l'administration mais bien plus celle de la priorisation de mesures politiques d'aménagements. En plein cœur de cette séquence, l'université préfère se concentrer sur l'élaboration d'un bâtiment qui « assurera le maintien de l'UNIGE au plus haut niveau mondial de la physique et des mathématiques » ou encore d'un centre pour les défis mondiaux qui a pour objectif de « conforter Genève dans son rôle d'interface entre science et diplomatie » dans un projet d'aménagement dont les coûts sont prévus à 600 millions de francs et qui ne répond nullement aux besoins des étudiant.exs.

Dans le même temps, les différents projets d'aménagements des bâtiments déjà existants proposés par les étudiant.exs arrivent très rarement à leur terme à cause de la collaboration très difficile avec les différents services administratifs de l'université.

En somme, c'est tout le rapport à l'utilisation des bâtiments universitaires qui doit être repensé. L'université ne se limite pas à ses salles de séminaires et à ses auditoires. En temps qu'étudiant exs, nous revendiquons l'usufruit des bâtiments universitaires. Que fleurissent les lieux de révisions ouverts et conviviaux ; que fleurissent les salles de réunion pour les associations ; que fleurissent les endroits où on peut cuisiner un bon repas collectif ; que fleurissent – aussi – les salles de cours avec des tables !

Notes:

¹ainsi que 3 programmes hors-faculté et 4 offerts par l'UNIL et l'UNINE

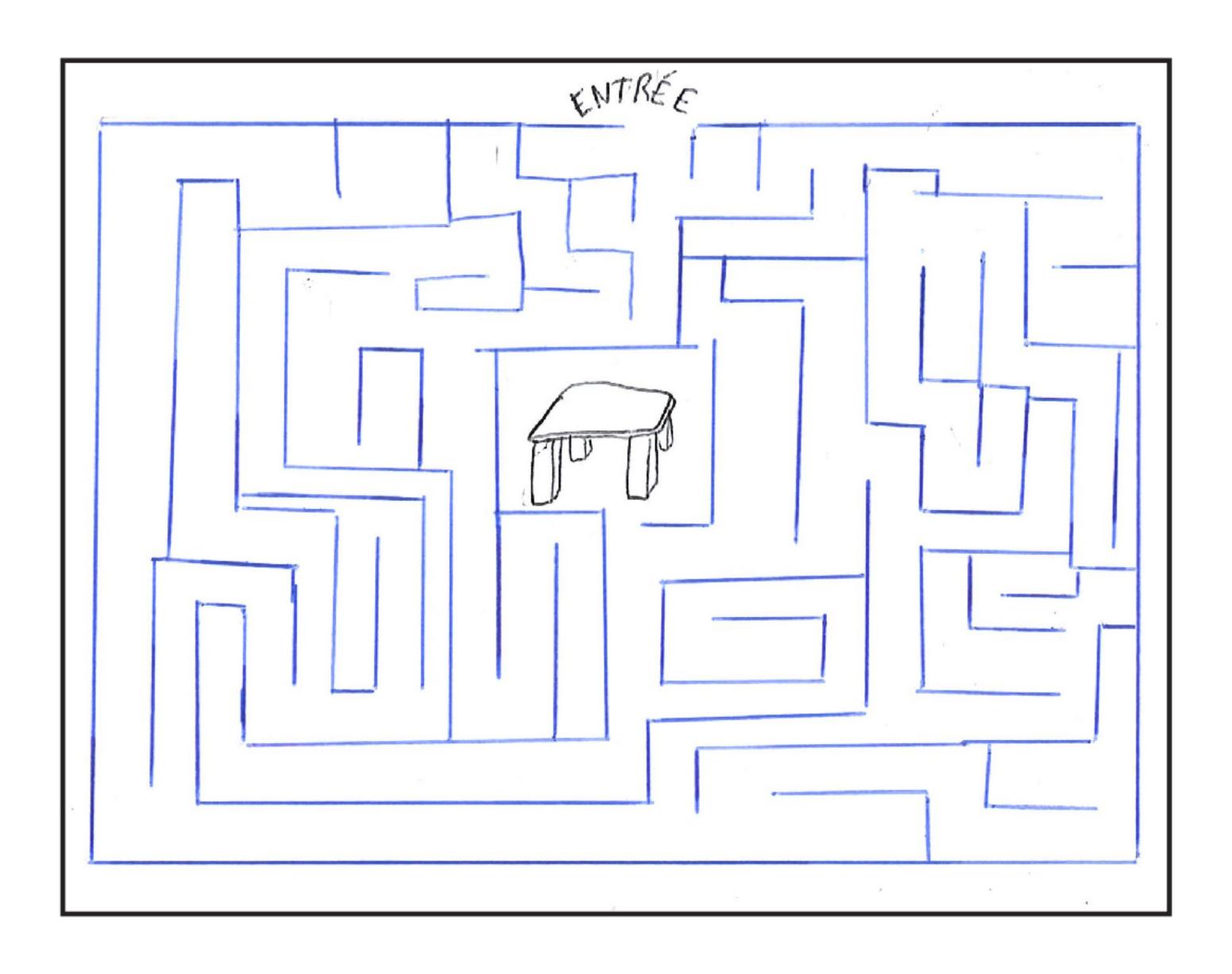
- ² le bâtiment Philosophes accueille à l'origine l'école de chimie, comme nous le rappelle encore sa grosse cheminée rouge. Celle-ci est transférée à Sciences II en 1979. Le bâtiment est entièrement rénové en 2014, suite à l'incendie de 2008.
- ³ Le bâtiment dispose d'une autre aile, l'aile Salève, exploitée par la bibliothèque de Genève
- ⁴ La DIS est la division du rectorat qui gère les bibliothèques. Elle travaille avec les facultés mais en est indépendante.
- 5 association des étudiant.es en théologie
- ⁶ Présentation PPT intitulée Réinventer le campus. Pour Genève et les générations futures
- 7 Ibid

Sources:

- Statistique universitaire 2021, Université de Genève, accessible sous : https://www.unige.ch/stat/application/files/3216/4974/6012/Brochure_statistique_2021_-_En_ligne.pdf
- https://www.unige.ch/renovationbastions
- pgc.unige.ch
- Le nouveau visage des Philosophes, Université de Genève, accessible sous : https://www.unige.ch/batiment/files/6914/3386/5340/fascicule_Philosophes.pdf#:~:text=La%20loi%20du%205%20mai,pierre%20pos%C3%A9e%20%C3%A0%20P%C3%A2ques%201878.

LA FACULTÉ DES LETTRES A PERDU SES TABLES,

AIDE-LA À LES RETROUVER!



LA CRITICAL CRITIQUÉE

Contexte

Chaque dernier vendredi du mois à 18h30 a lieu la Critical Mass (CM). Des centaines de cyclistes se réunissent pour constituer une masse critique, à même d'occuper la route le temps d'une manifestation. La forte participation étudiante à ces mouvements nous a donné envie de revenir en quelques lignes sur ce mouvement. La question de la mobilité est importante dans l'organisation de la ville et elle produit et renforce de multiples inégalités (économique, écologique, de genre, de race, etc.) (Kaufmann 2008).

Dans le but de défendre les conditions de vie étudiante, la CUAE s'intéresse à la mobilité et au travail, indissociables l'une de l'autre. Suivant que l'on habite loin ou non, on se voit contraint de manger en ville (d'où l'intérêt d'occuper des cafétérias pour avoir des repas abordables), car on n'a pas le temps de rentrer chez soi pour se préparer quelque chose.

Le problème de la mobilité (notamment à vélo) est donc irréductible à lui-même : il soulève un problème de logement et d'aménagement de la ville autour de l'automobile (l'exemple de l'aménagement du Pont du Mont Blanc est frappant pour ça : 6 voies pour les véhicules motorisés, et de minables espaces piétons et cyclables de chaque coté). Cet aménagement du confort des voitures se réalise au détriment de la sécurité routière des vélos. Pire, c'est un cercle vicieux : moins de cyclistes sur la route augmente leur mise en

danger, ce qui a pour effet de réduire encore plus leur présence. Comme corollaire à cette politique pro-mobilité exogène individuelle, vient la pollution de l'air et la pollution sonore (généralement dans les quartiers les moins favorisés). Avec la mobilité, les inégalités se renforcent (parce que l'accessibilité d'un endroit en temps et en moyen de transports requis conditionne là où on peut habiter).

Bref, parce que la question des transports, voire plus globalement, celle des mobilités est politique, et que la Critical peut être un outil pédagogique et idéologique pour agir collectivement sur notre impuissance politique en la matière, il nous semble pertinent de revenir sur ce phénomène.



Violences quotidiennes de la route

"And which driver is not tempted, merely by the power of his engine, to wipe out the vermin of the street, pedestrians, children and cyclists?"

-Theodore Adorno, Minima Moralia

Au quotidien, nous faisons, consciemment ou non, l'expérience de la route et de ses violences, celles des voitures et plus largement du systèmes de l'automobilité¹. Que l'on se déplace à vélo pour aller en cours ou pour défiler en masse critique le dernier vendredi du mois, on est confronté.e.x à des violences - tant directes qu'indirectes - tellement omniprésentes qu'on ne les questionne pas. En partant de cette expérience à priori anodine de la route, nous allons tenter de développer les enjeux politiques et épistémiques qui sous-tendent la prise de la route.

Faire l'expérience de la route à vélo, c'est être exposé.e.x.s à la pollution de l'air, à la pollution sonore, à l'aggressivité des conducteur.ice.x.s, au sentiment de danger. De cette expérience sensible de la route, de cette sensation d'être écrasable et potentiellement écrasé.e.x, on retient également l'illégitimité de la contestation politique à Genève.

« Les voitures sont à la fois langage et message de la route qu'elles occupent : une manière virile de faire territoire, de communiquer et de se dire par la violence de l'espace. »

Pourtant l'histoire sanglante de l'imposition globale des voitures dans les villes est réelle, elle se compte en dizaines de milliers d'adultes et d'enfants écrasés sur la route lors de son introduction dans la première moitié du XXème siècle aux États Unis (Norton 2008), en millions de personnes déportées pour faire passer des routes, et en un désastre écologique planétaire. Les villes occidentales actuelles sont le résultat des batailles perdues par les cyclistes et les piéton.ne.x.s face au capitalisme. Sur la route, ce sont les bagnoles qui ont le monopole de la violence légitime.

Les voitures sont à la fois langage et message de la route qu'elles occupent : une manière virile de faire territoire, de communiquer et de se dire par la violence de l'espace.

Cette description n'est que la face visible des violences consubstentielles (inhérente à l'existence même) de l'automobilité, qui permettent le maintien de ses contradictions internes (guerres impérialistes et coloniales pour le pétrole, crises climatiques, etc.). On retrouve ces revendications dans des slogans tels que "I don't need a war to fuel my bike".

Cet état de fait n'appelle pas des pistes cyclables pour nous protéger, mais bien à un renversement : changer radicalement notre régime de mobilités, ce qui passe nécessairement par la lutte active contre l'automobilité ; (re) prendre la route. Face à la banalisation de ces violences quotidiennes, un peu partout, des gens se mobilisent et se retrouvent pour manifester.

Historique de la Critical Mass à Genève

"La meilleure manière de défendre nos droits fondamentaux est de les exercer"
-Plaidorie de l'avocat²

La CM se déroule à Genève depuis mai 1998. C'est "une des formes d'expression d'un mouvement plus général, Reclaim the Street, pour lequel la rue ne doit pas être monopolisée par le trafic motorisé, mais être largement ouverte à d'autres modes de mobilité, plus respectueux de l'environnement (transports publics, cycles, skates, trottinettes, la marche...), et, de ce fait, plus légitimes."³

"Après l'échec des autorités en 2010 à trouver des responsables de la Critical, par essence autogérée, la tactique actuelle est claire : intimider les cyclistes, soit par la force soit par la justice, pour anéantir ce rassemblement spontané. La répression de la CM s'inscrit dans une tendance plus large à la restriction des libertés publiques de la part de la police."

Durant l'été 2020, la CM s'est vue attaquée par la police pendant 3 mois consécutifs à coup d'amendes injustifiées, de dizaines d'interpellations, et d'intimidations répétées. En juin 2020, 23 personnes ont été interpellées et ont reçu des promesses d'amende par courrier recommandé. Puis, fin juillet 2020, la police a littéralement pris les cyclistes (soit plus de 300 personnes) en chasse, en déployant un dispositif impressionnant (une douzaine de fourgons et une brigade entière en scooter, pour un plus d'une centaine de policiers au total), 9 autres personnes ont été interpellées. Derrière cet acharnement

policier, le but est clairement de faire disparaître la CM de l'espace public genevois. Cette escalade de la repression contre les rassemblements spontanés trouve son apogée le vendredi 26 mars 2021, lorsque l'intimidation tourne à l'agression. Un voltigeur à moto percute un participant de la CM⁵, manquant de peu d'empaler la jambe du cycliste contre un mur... "L'ordonnance pénale décrit ainsi les faits reprochés, ce qui étonnera probablement les témoins de la scène : « Être rentré en collision sur la moto de police, le Caporal XXX, ce qui l'a fait chuter à terre, lui causant de la sorte une blessure sur son mollet droit, des griffures sur la peau et douleurs à l'intérieur du mollet. » Lui aurait pu perdre une jambe sous la violence du choc, et un motard visiblement incapable de contrôler son véhicule se plaint au final des blessures occasionnées par l'agression dont il s'est rendu coupable." (Fanzine 2022)

Derrière cette répression tant policière que judiciaire, la justice peine à dissimuler une volonté politique d'en finir avec la CM, prétextant condamner de simples infractions techniques et non le droit de manifester. Pourtant, en août 2021 au tribunal, un flic admet que l'état-major donne de manière irrégulière des consignes vis-à-vis des infractions à cibler. Mauro Poggia ne se cache pas de vouloir mater la CM. Depuis, d'autres attaques médiatiques ont été portées à l'encontre de la CM, accusée d'être l'œuvre de "crypto-meneurs" par Poggia. Ce à quoi, les susnommé.e.x.s cryptos-meneur.euse.x.s répondirent en choeur, qu'iels emmerdaient les crypto-fascistes⁶.

Droit de manifestation

"À Genève : Autorisation rime avec répression." -CGDM

En Suisse, manifester est encadré par des restrictions importantes. La situation varie selon les cantons, mais de manière générale, une manifestation doit être annoncée et validée à l'avance pour être légale. A Genève, une loi en vigueur depuis 2015 établit un cadre très strict en dehors duquel toute manifestation est illégale. Cette situation actuelle pose problème pour les raisons suivantes. Dans un contexte de recul de libertés fondamentales et de persistance de pratiques policières problématiques (tautologie), les mobilisations populaires essentielles pour la défense et la conquête des droits collectifs sont rendues inoffensives, coûteuses, fastidieuses à demander légalement et domestiquées par la police.

« La CGDM préconise un régime d'annonce de manifestation plutôt que de demande d'autorisation. »

Il faut par exemple faire évacuer les voitures des places de parkings sur le tracé de la manifestation. La Coordination Genevoise pour le Droit de Manifester (CGDM) qui réunit des activistes, des associations, des partis et des syndicats dénoncent régulièrement la violation de leur liberté de réunion. Par ailleurs, la CEDH a souvent repris la Suisse sur ce sujet.

La CGDM préconise un régime d'annonce de manifestation plutôt que de demande d'autorisation. Ainsi, de plus

en plus d'organisations tentent de faire évoluer la pratique genevoise pour lutter contre la répression du droit de manifester et revenir à une situation plus proche de celle avant 2015. Plusieurs manifestations ont été organisées selon le régime d'annonce. A ce titre, citons par exemple deux manifestations massives de 2022 : le cortège du 1er mai et la manifestation de la grève féministe du 14 juin. Dans un post instagram expliquant pourquoi il a décidé de ne pas demander d'autorisation pour manifester le 14 juin, le collectif de la grève féministe Genève martèle : "La pratique des autorités genevoises, qui consiste à exiger une demande d'autorisation à l'avance, qui est ensuite - ou non - délivrée, constitue selon nous une source d'abus au droit de manifester, alors même qu'il s'agit d'une liberté fondamentale protégée par le droit international. [...] Ce 14 juin 2022, nous reprendrons la rue sans qu'on nous la donne. Les droits démocratiques ne se quémandent pas, ils s'exercent!"8

Toutefois, la pratique du régime d'annonce n'est pas uniforme. Certaines organisations choisissent de faire une annonce pour la portée symbolique d'un tel geste (ce qui est déjà un pas !), mais ensuite suivent toute la procédure exigée pour obtenir une autorisation de manifester (négociations avec la police, accord sur le parcours, désignation d'une personne responsable...). Toutes ces étapes qui bafouent justement le droit de manifester. D'autres groupes choisissent d'annoncer la manifestation mais d'ensuite refuser toute négociation avec la police (notamment pour ne pas se voir imposer un parcours,, devoir donner le nom d'une personne

responsable ou payer des frais administratifs). C'était le cas de la manifestation pour le droit au logement du 17 février 2023 qui a eu lieu aux Pâquis après l'évacuation brutale par la police des occupant.e.x.s d'un immeuble au 8 rue Royaume.

Comparé à d'autres manifestations non-autorisées, celle pour le droit au logement s'est relativement bien passée car elle a réussi à avancer un petit peu – à comprendre que les policiers anti-émeutes ont tout de même bloqué le cortège et lui ont arraché sa banderole.

« [L]a répression est toujours au rendez-vous [...]. Dans ce contexte, il n'est pas du tout anodin qu'un cortège de vélo réussisse à se former mensuellement pour défiler sans autorisation dans les rues de Genève. »

Et pour ce qui est des manifestations qui ne font l'objet ni d'une autorisation, ni d'une annonce, bref, qui n'entament aucune sorte de communication avec la police, elles sont systématiquement bloquées, nassées et matraquées. Citons la manifestation féministe annuelle qui a eu lieu le 7 mars 2023 : la police a déployé un gigantesque dispositif d'agents anti-émeutes et de fourgons pour bloquer le cortège et le mener dans des rues peu visibles. Puis, lorsque les participantexs ont refusé de se disperser sur la place des Volontaires, la police a violemment matraqué les personnes qui tenaient une banderole. Le collectif pour un 8 mars révolutionnaire a dénoncé cette répression inacceptable en indiquant que 4

personnes avaient fait des constats de fractures après coup. Dans le thème des violences infligées par la police durant des manifestations, la manifestation du 18 mars dernier qui avait pour but de s'opposer à la tenue d'un congrès de l'UDC à Genève, n'a même pas pu sortir du parc des Cropettes. La police avait à nouveau bloqué toutes les rues des environs et a matraqué violemment le cortège qui a tenté de dépasser un de ses cordons. Elle a ensuite abondamment gazé avec des lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc (LBD), deux armes non-léthales très douloureuses qui lui ont permis de disperser les manifestant.e.x.s. Ces actes sont d'autant plus choquants que de nombreux contrôles et fouilles avant les manifestations empêchent ou dissuadent les participant.e.x.s de s'équiper de matériel de protection adéquat (lunettes de protection, masques ou encore sérum physiologique pour les yeux).

Bref, quel que soit le degré de combativité pour le droit de manifester qui est choisi par les organisations souhaitant prendre la rue, la répression est toujours au rendez-vous (que ce soit de la répression administrative, physique ou financière dans le cas d'amendes, ou qu'elle prenne la forme du fichage, lorsque des flics en civil infiltrent les cortèges pour prendre des photos des participant.e.x.s). Dans ce contexte, il n'est pas du tout anodin qu'un cortège de vélo réussisse à se former mensuellement pour défiler sans autorisation dans les rues de Genève.

La CM jouit d'un encadrement plus flou à cet égard.

C'est une des seules manifestations, qui, peut-être du fait de son caractère mensuel festif et de sa composition sociologique (blanche, citadine, et parfois familiale), ne rencontre pas tout le temps une répression violente de la part des flics. Il est primordial de cultiver cet esprit d'ouverture et de lutter pour étendre ce régime aux autres manifestations.

Les écueils de la Critical

Les écueils et autres possibles dérives de la CM peuvent être multiples, et il nous semble intéressant de revenir dessus. Aussi, en voici les principaux qui peuvent apparaître dans le contexte genevois.

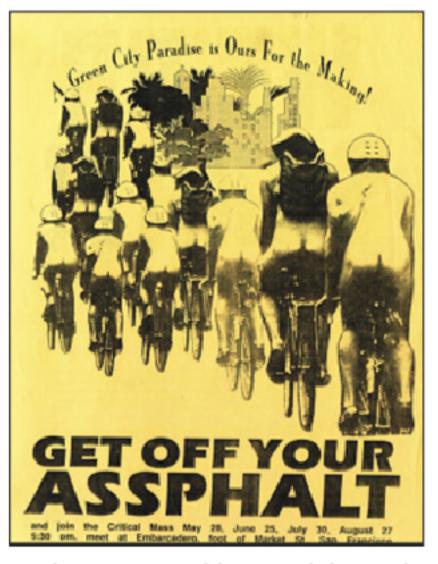
Contre les sympathisations policières

Comme l'a relevé Zack Furness (2010), la CM fonctionne comme une «critique performative» qui tente de réorganiser pour les observateur.ice.x.s et les participant.e.x.s, ce qui devrait et ne devrait pas se trouver dans les rues de la ville, le temps de la CM. Entre autres, il soutient qu'un des débats centraux de la CM porte sur la manière dont le cyclisme est à la fois présenté et représenté au public.

En l'occurrence, un paragraphe sur la CM ne peut faire l'économie de l'interrogation du "Nous", revendiqué dans des slogans tels que "Nous sommes le trafic". Ce n'est pas une nouveauté, l'accès à l'espace public n'est pas également distribué : c'est une affaire de privilèges et de rapports de domination structurels. Aussi, il est important de garder en tête que la narration d'un sujet résistant, tel qu'il peut être fait dans

la CM, voire même dans cette critique, tend parfois à occulter ses propres privilèges.

Dès lors, il est intéressant d'analyser la composition sociologique des CM : celleux qui y participent, mais surtout celleux qui en sont absent.e.x.s. Il ne s'agit nullement de stigmatiser les participant.e.x.s ou celleux qui ont piscine chaque dernier vendredi du mois, mais plutôt de questionner la blanchité ainsi que le rapport à la police - qui en découle - afin de reconsidérer les pratiques et l'inclusivité au sein du mouvement.



La police joue un rôle ambigu dans les CM. A de multiples reprises, elle fait tampon entre les automobilistes belliqueux et les participant.e.x.s de la CM. De fait, pour les personnes dont le seul contact avec la police se résume à cette expérience, la police peut apparaître comme une "protection" contre la violence du trafic. Il est primordial de situer cette expérience pour ce qu'elle est : un privilège de race et/ou de classe. En somme, taper la discut' avec les flics et suivre les indications/ se soumettre à leur itinéraire semble encore trop peu remis en question dans les Critical Mass genevoises.

Si ce phénomène est imputable à l'hétérogénéité du mouvement, il ne faut néanmoins pas le banaliser. La police est l'ennemi quotidien des cyclistes, qu'elle précarise par des amendes, des intimidations, une défense de l'ordre automobile, et cela encore plus pour les personnes non-blanches. Dans ces contrôles, les coursier.ère.x.s - souvent racisé.e.x.s - à vélo qui livrent pour des plateformes sont en première ligne. Des personnes payées à la course qui risquent 40 CHF d'amende dès qu'elles font un mètre sur le trottoir pour livrer des repas n'est qu'un exemple des pratiques inacceptables.

Sympathiser sans raison particulière avec les flics pendant une manifestation est une ineptie, remettre en question leur présence (voire leur existence-même), en revanche, est une position politique (Ricordeau 2023).

Il n'est donc pas question d'imposer des règles de conduite en Critical, mais bien d'appeler à la politisation de cette dernière, et à la pleine réalisation des enjeux de l'autogestion. Bref, les policiers détestent les cyclistes et les cyclistes détestent la police! Leur présence lors des CM n'assure bien souvent que la protection du trafic routier. Comme les trottoirs sur lesquels les policiers en motos passent à pleine vitesse - pour encercler la masse - , la police n'est pas là pour nous protéger, mais pour contrôler notre présence dans l'espace publique.

Contre les récupérations de la gôche blanche piste cyclable

"Bike lanes are white lanes" —Melody L. Hoffmann



En quoi les pistes cyclables font aussi partie d'une logique de contrôle des mobilités et la paradoxale réification de l'automobilité ? Pour comprendre la fausse bonne idée des pistes cyclables, il faut remonter à l'époque de la mise en place des trottoirs. En effet, avant la généralisation de l'automobile, soit avant 1920 aux USA et avant la seconde guerre mondiale en Europe, la rue est une espace indifférencié, où les piéton.ne.x.s se déplacent librement. C'est seulement avec l'imposition des premières voitures, puis leur démocratisation et les morts en masse d'enfants par ces dernières que des trottoirs sont installés pour permettre aux voitures d'aller plus vite. Comme les barrières, ces installations sont des dispositifs spatiaux qui permettent d'augmenter la vitesse des déplacements, la sécurité des piéton.ne.x.s étant toujours secondaire (Norton 2008).

Dans ce contexte, il faut tout de même reconnaître que l'adoption des pistes cyclables est le fruit de lutte sociales. Les pistes cyclables peuvent donc être réinvesties par des approches politiquement ambitieuses.

« Le terme un peu flou de gauche blanche piste-cyclable entend dénoncer une approche purement utilitaire de la défense du vélo, et ne prend pas en compte les enjeux de classes, de race, de genre »

En revanche, il faut être critique vis-àvis des approches de la « gôche blanche
piste cyclable », c'est-à-dire des approches qui se veulent progressistes,
sans pour autant prendre en compte
leur propre position sociale - laquelle
est généralement blanche, masculine
et bourgeoise - et qui peuvent parfois
tendre à créer un récit standardisé du
vélo qui manque souvent d'une dimension critique et/ou radicale. En effet,
dans certains cas, les pistes cyclables
peuvent cacher la mise à l'écart des cyclistes de la route et le durcissement de
la législation.¹⁰

Le terme un peu flou de gauche blanche piste-cyclable entend dénoncer une approche purement utilitaire - voire dépolitisée - de la défense du vélo, et ne prend pas en compte les enjeux de classes, de race, de genre, etc. Pourtant la prise en compte de ces enjeux est nécéssaire pour s'attaquer aux inégalités sur la route. En outre, une approche plus radicale révèle que les problèmes de mobilité "ne peuvent pas être simplement résolus par une équipe progressiste d'urbanistes ou par un politicien qui soutient le cyclisme comme une manœuvre facile de relations publiques." (Furness 2005 p. 19, trad. de nous) En bref, les propositions de la gôche «piste cyclable blanche-bourgeoise» consistant à étaler un peu de

peinture ici et là pour proclamer l'avènement d'un écoquartier, sont surtout synonyme de l'absence de débouché/ horizon politique plus important pour les mobilités.

(Dé)politiser la Critical

La festivité et le divertissement jouent un double rôle dans la CM. Comme pour d'autres mouvements festifs qui prennent la rue, la popularité de la CM repose sur son attractivité. De ce fait, elle court toujours le risque de se voir vidée de sa portée politique par les récupérations néolibérales. Un écueil inverse consisterait, en étant trop sérieux. se.s, à perdre la dimension ludique de la CM. Derrière ces deux faces d'une même pièce, il y a le fait de restreindre la CM comme une fin en soi, ou comme un moyen de lutte.

Au-delà de cette caricature dichotomique, qui prend consistance dans la frustration de certain.e.x.s militant.e.x.s et dans l'ignorance d'autres participant.e.x.s, se trouve une seconde distinction plus intéressante à considérer. Il s'agit de la politisation de la CM en elle-même, et de la politisation de la CM en tant que tournée vers l'extérieur. Jusqu'ici, les tentatives de politisation active de la CM étaient, outre le cortège lui-même, tournées vers l'extérieur (à travers des tracts et des appels à rejoindre la grève des maçon.nne.x.s par exemple, ainsi que l'arrêt de la CM devant Uni-Bastions en soutien à l'interruption des conférences transphobes par des militant.e.x.s, cf. article p. 29).

Ce texte vise à souligner que la CM est un outil politique en elle-même et qu'il est aussi subversif de la politiser dans ce sens. En d'autres termes, la politisation de la CM passe autant par la politisation interne des gens de CM que par la convergence avec d'autres luttes. Reconnaître cette portée peut amener à agir sur les écueils mentionnés plus haut.

En revanche, la CM n'a pas de but/revendication clairement définies, pas de chef.fe.x, ni de raisons d'y participer univoques. Aussi, politiser la CM, ne se décrète pas dans un texte, mais se pratique à plusieurs au présent. Une fois de plus, ce texte vise à nommer des phénomènes/des écueils particuliers, et non à prendre la CM de haut, avec un ton surplombant.

Les potentiels de la Critical Ce dans quoi la CM s'inscrit

"Cyclistes de toutes les villes et d'ailleurs, unissez- et organisez-vous." — une pédale anonyme, Manifeste misautocinétique

Parmi les tentatives plus ou moins fructueuses de politisation du vélo, on peut notamment citer le White Bicycle Plan, issu du mouvement néerlandais anarchiste Provo dans les années 1960. Il préconisait, entre autres, de construire un mémorial d'avertissement rempli de mortier blanc sur les sites d'accident de la circulation. Le Provo a également été pionnier dans la mise en place de vélos en libre-service gratuit - malheureusement, la police est intervenue pour interdire les vélos sans cadenas... Comme l'explique Furness, (2010) "le Provo a effectivement politisé la bicyclette en tant que symbole de résistance à la culture automobile, situant

le White Bicycle Plan dans une critique radicale du capitalisme, de l'espace public et de la pollution de l'environnement".

En bref, il y a plein de manières d'utiliser le vélo politiquement. Pour comprendre la déception que l'on peut éprouver à la participation de la CM aujourd'hui, il est bon de se rappeler ce qu'elle a été à ses débuts avec les mouvements "Earth First!" et "Reclaim the Streets", ancrés dans une politique anarchiste d'action directe.

"Reclaim the Streets est né de la campagne «ban the car» de Earth First! (Wall 2004: 85), et les deux groupes ont continué à concentrer leurs activités de protestation sur la voiture pendant une grande partie des années 1990. La destruction symbolique de voitures et la perturbation des salons de l'automobile se sont accompagnées de l'aménagement de pistes cyclables sur les routes (Wall 2004). Les deux groupes ont également convergé lors de la campagne contre la M11 à Londres [ndlr: lutte écologiste et sociale contre la construction d'une route dans les années 90].



Les manifestant.e.x.s qui occupaient le tracé proposé s'adonnaient à l'art du vélo et utilisaient également des bicyclettes pour monter et descendre Claremont Road, la principale ligne de résistance à l'autoroute. La bicyclette est ainsi devenue partie intégrante de la reproduction quotidienne de la communauté temporaire des manifestant.e.x.s, et le symbole de leur résistance à la voiture.

Au milieu des années 1990, après la campagne contre la M11, Reclaim the Streets a changé de tactique. Ses fêtes de rue sont nées de la vague de manifestations très médiatisées contre la construction de routes et ont contribué à renforcer l'hostilité de la contre-culture à l'égard de l'automobilité. Les fêtes de rue visaient à libérer l'espace urbain de la circulation motorisée et à le transformer temporairement en un lieu de fête et de plaisir peuplé de gens ; elles comprenaient des systèmes de sonorisation, des canapés sur la route, la distribution de nourriture gratuite, du théâtre de rue, des échassiers, des jongleurs et des cracheurs de feu, de la boisson et de la drogue. Derek Wall (2004 : 86) raconte comment « en 1996, environ 7 000 personnes ont occupé la M11, organisant une fête massive. Sous la courbe de la jupe d'une figure dansante géante, des marteaux-piqueurs ont été utilisés pour creuser des trous dans le macadam et planter un arbre »."

En réalité, aujourd'hui, les marteaux-piqueurs pour construire des jardins en ville sans autorisation et l'occupation d'autoroute n'ont pas disparu. On peut par exemple prendre l'exemple récent de l'occupation massive en France de la future autoroute A69, censé relier les villes de Toulouse et Castres, ou plus modestement, la destruction de place de parc pour y mettre des jardins aux Pâquis¹¹. Cependant, de tels événements ne sont plus le fait de la CM, mais celui de groupes annexes.

Transformations individuelles

A l'échelle locale, l'occupation ou la reprise temporaire d'espaces urbains d'habitude voués à l'automobilité est toujours une victoire. «Pour de courtes durées, les cyclistes perturbent la domination de l'espace urbain par l'automobile et mettent en évidence les possibilités de vie en dehors de la «cage de fer de la modernité» (Urry 2004 p.744, trad. de nous). On retrouve ici la critique performative de la CM, ce qui la démarque des manifestations traditionnelles dont l'efficacité est de plus en plus remise en question.

De l'attrait festif de la CM, on peut tirer des lieux propice de politisation et de convergence Des individus qui ne se connaissent pas se réunissent et partagent une expérience commune le temps d'une soirée.

De plus, il y a de quoi transformer les subjectivités, et redonner du courage à celleux qui n'ont pas ou plus confiance sur la route au quotidien ou lors de CM, à cause des voitures, des flics, des cisdudes relous et du manque d'infrastructure. Le vélo est historiquement une des formes majeures d'empowerment. On se rappelle de la célèbre phrase de Susan B. Anthony en 1896 : «La bicyclette a fait plus pour l'émancipation des femmes que n'importe quelle chose au monde.»

« En outre, la CM est un lieu qui permet de nommer et conscientiser collectivement les violences de l'automobilité. »

D'ailleurs il y a des ateliers en mixité choisie sans mec cis à Genève proposés par Velociraptix et ToolXPool, ainsi que des groupes rides.

En outre, la CM est un lieu qui permet de nommer et conscientiser collectivement les violences de l'automobilité. De fait, bloquer le trafic, griller les feux, renverser les motos de flics et faire taire les connards de mec cishet' dans leur 4x4 en les allégeant de leurs rétroviseurs - qu'ils ne consultent de toute façon jamais - sont autant de pratiques d'appropriation de la ville, que des pratiques d'expropriations des privilèges motorisés. Des actes trop souvent relégués à des caprices d'enfants à vélo, face à la prétendue maturité respectable des voitures. Pourtant, enfreindre les règles absurdes de la circulation faites par et pour des automobilistes, gagne à être compris comme des éléments d'une lutte contre l'idéologie de la bagnole (Gorz 1978).

Dans une vibe que les plus rageu.se.x.s qualifieront de postmoderne, la CM permet la création d'un imaginaire et une proposition concrète d'alternative effective aux bagnoles. C'est surtout la mise en pratique ainsi que l'expérience des joies de l'autogestion (même si c'est compliqué), ou plutôt c'est l'occasion d'expérimenter les capacités d'occuper l'espace public ici et maintenant, sans attendre le grand soir. L'autogestion de ce grand groupe ride illustre

aussi à quel point les feux de signalisation sont des inventions complètement inutiles pour les vélos, qui ne servent que les voitures (incapables de gérer le partage de la route parce qu'elles vont trop vite). Cependant, tous ces apports individuels ne sont rien sans collectif.

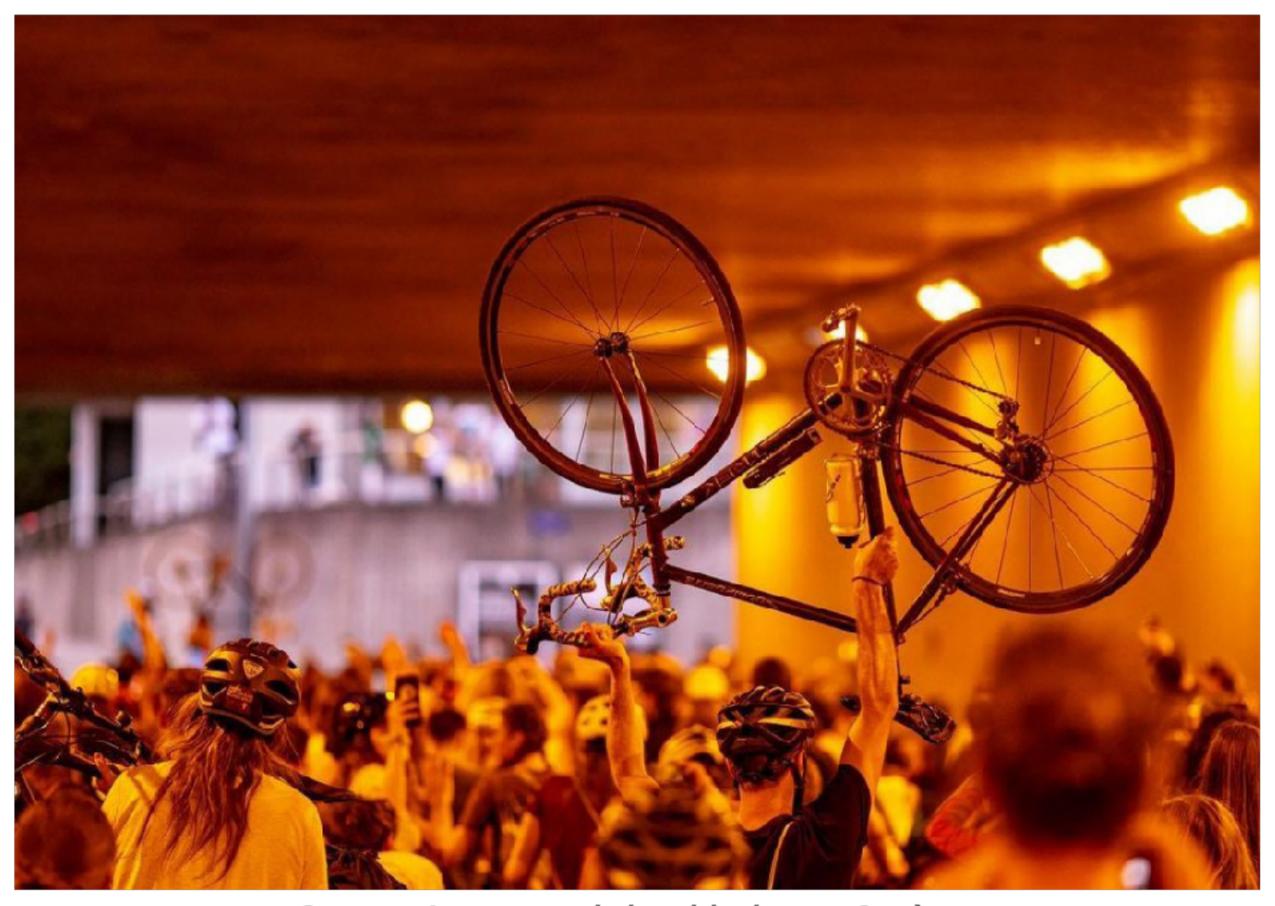
Faire bloc, ou comment construire un rapport de force

Les contrôles policiers des personnes qui s'écartent du cortège (qui arrive de temps à autres selon l'humeur de la police et de ses consignes politiques) doivent nous rappeler notre ressource principale en tant que CM : le fait de faire bloc en nombre, et d'être solidaire. Il arrive en fin de CM à Lausanne que les flics attendent en embuscade les premières personnes qui quittent la CM pour les amender lorsqu'elles n'ont pas de lumière sur leur vélo. De même, il est arrivé que des policiers à moto, en combinaisons d'émeute, contrôlent l'identité de personnes qui avaient pris de l'avance pour prendre en photo la CM, en pensant qu'il s'agissait d'organisateurices.

"(...) on a bien senti à ce moment- là ce qui faisait le rapport de force de la situation. On était devenus très vulnérables parce qu'on s'était séparés de la masse, et ils n'ont pas manqué d'en profiter pour nous contrôler, sans qu'on puisse faire grand-chose, dès lors qu'on était isolés. En même temps, ça rendait visible que c'est l'être-à-plusieurs qui fait la force de la critical mass." (Bacchetta & Vellas 2011 p. 147) Il est primordial de garder cet élément en tête lors d'altercations entre un véhicule motorisé et un.e.x cycliste. Il est primordial que dans ce moment-là, il n'y ait jamais qu'un.e.x cycliste, mais bien toute la masse avec ellui afin de protéger saon camarade. Cela permet non seulement d'éviter d'en venir aux mains, mais également d'éviter la répression policière.

En bref, la CM est un formidable terrain d'apprentissage de la solidarité et de la capacité à faire bloc lors de manifestations.

En réponse aux écueils énumérés, ce texte est un appel à reconstruire du commun dans la CM, à refaire bloc, à discuter entre nous, et à ne pas laisser les flics rentrer dans le mouvement. Le principal étant d'être solidaire, indépendamment de l'hétérogénéité des raisons qui poussent les gens à prendre part à l'événement. Les débats sur les motivations viendront lors des discussions. "Ce sont bien ces types de discussions qui font de la critical ce qu'elle est – et ce qu'elle deviendra." (Ibid. p.148). C'est en cela que la CM peut être un outil pédagogique et idéologique pour agir collectivement sur notre impuissance politique.



Source : Instagram de la critical mass Genève

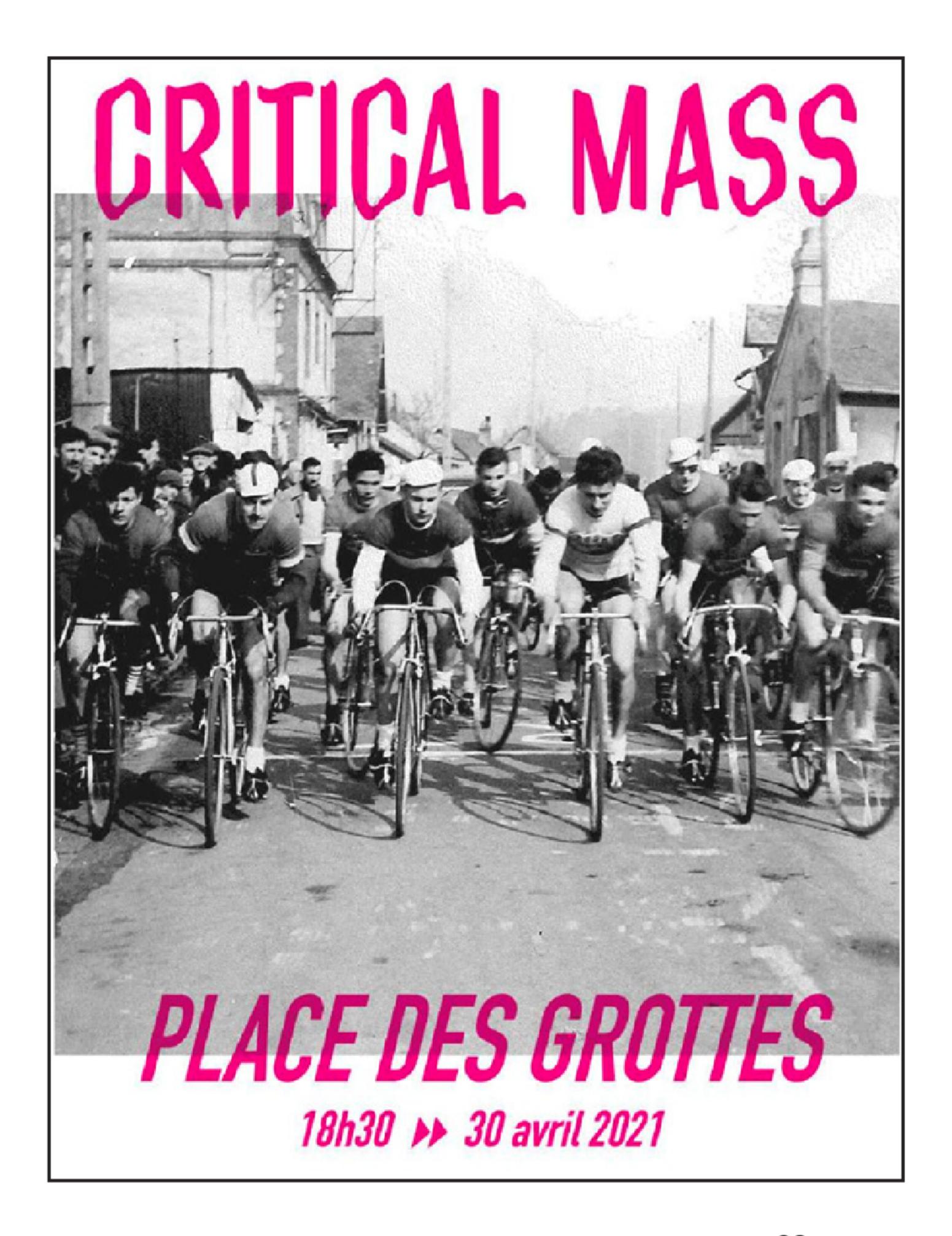
Sources:

- Fanzines : CRITICAL MASS. Contre-attaque à la répression 2020-2022. Genève, septembre 2022.
- Renversé.co
- Deuxième rapport de la CGDM. À Genève : Autorisation rime avec répression. Septembre 2021.
- Manifeste misautocinétique (2023) (n.b.)

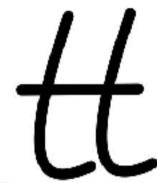
Notes:

- ¹Le système de l'automobilité désigne le système de mobilité hégémonique en Occident depuis les 100 dernières années favorisant deux notions contradictoires : l'autonomie et la vitesse. Il repose sur un complexe moteur-pétrole largement décrit par Urry (2004) qui organise nos mobilités actuelles en favorisant la voiture. (Voir également Böhm *et al.* 2006)
- ² Compte-rendu du rassemblement et du procès de la Critical. Reversé, Genève, 18 août 2021. https://renverse.co/infos-locales/article/compte-rendu-du-rassemblement-et-du-proces-de-la-critical-3191#nb1
- ³Contre la répression de la Critical Mass de Genève, rendez-vous le 28 août. Reversé, Genève, 19 aout 2020. https://renverse.co/infos-locales/article/contre-la-repression-de-la-critical-mass-de-geneve-rendez-vous-le-28-aout-2727
- ⁴ Critical Mass: en Y jusqu'aux procès. Reversé, Genève, 13 aout 2021. https://renverse.co/ infos-locales/article/critical-mass-en-y-jusqu-aux-proces-3188
- ⁵ Pour plus de détails, voir le fanzine 2022.
- ⁶Les « crypto-meneurs » emmerdent les crypto-fascistes. Reversé, Genève, 3 octobre 2022. https://renverse.co/infos-locales/article/les-crypto-meneurs-emmerdent-les-crypto-fascistes-3695
- ⁷Cet élément en souligne un autre : non seulement la ville a été de plus en plus envahie par les routes et les voitures, mais en plus, cette dynamique s'accompagne d'une privatisation de vastes étendues de l'espace urbain par le biais des voitures garées et des parkings.
- 8 https://www.ge.ch/pourquoi-pas-velo-aujourd-hui-j-essaie/regles-circulation-velo
- ⁹ C'est le cas par exemple aux Pays Bas avec le mouvement anarchiste Provo. Voir Furness 2010 pour plus d'informations.
- ¹º C'est notamment le cas de la rénovation du Grand Pont à Lausanne qui, en étalant un peu de peinture sur le pont, interdit en même temps l'accès aux petites rues alentours pour les vélos. https://www.lausanne.ch/apps/actualites/index.php?actu_id=64080
- https://www.rts.ch/info/regions/geneve/13197747-la-radicalisation-des-actions-militantes-ecologistes-embarrasse-les-autorites.html

62

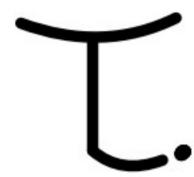


HOROSCOPE DES FACS



LETTRES

Plus de tables ? Pas de problème! Votre inventivité acquise suite à de nombreuses dissertations vous permettra de trouver des solutions de rechange, tel que vos genoux ou votre aigreur.



TRADUCTION ET INTERPRÉ-TATION

Vous épaterez toute la famille avec l'étendue de votre vocabulaire sur les réseaux ferroviaires allemands.



MÉDECINE

Cette année encore, vos proches n'hésiteront pas à vous bombarder de leurs petits problèmes. N'hésitez pas à leur proposer des diagnostics fantaisistes afin de pimenter les repas de famille.



THÉOLOGIE

Ne poussez pas trop loin l'observation participante en théologie pratique, vous pourriez être embarquéex dans une secte.



DROIT

À la suite d'un trop-plein de légalisme, vous finirez par brûler une poubelle... soyez prudentex!



SCIENCES

Enferméexs dans vos laboratoires, vous oublierez la couleur du soleil et finirez par la chercher avec ChatGPT... Alors n'oubliez pas de vous aérer!



ÉCONOMIE ET MANAGE-MENT

We have writing this horoscope into english for the sake of your understandering. The CUAE wants to launch its NFTs, contact us at CUAE.nfts@yahoo.org.

ASCENDANT MANAGEMENT RES-PONSABLE: Your worst enemy: people.



SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ

Si vous ne vouliez pas avoir à nommer de variables, il est toujours temps de changer de faculté et d'aller en lettres...

ASCENDANT SCIENCES PO:
Vous risquez de basculer dans la folie après le 100ème « Mais tu fais sciences po pour devenir politiciennex ? C'est pas un vrai métier non ? » alors prenez un moment pour vous ressourcer en pratiquant votre activité préférée : cracher sur les BARI.



Bien bien que Mercure ne soit plus en rétrograde, vous vous heurtez encore et toujours à la triste réalité de ne pas finir se-crétaire généralex de l'ONU mais bien secrétairex d'une sombre association carougeoise. Tournez la vie en positif : rappelez-vous qu'au moins vos parents sont fièrexs de vous (contrairement à ces gueuxses de sociologues).

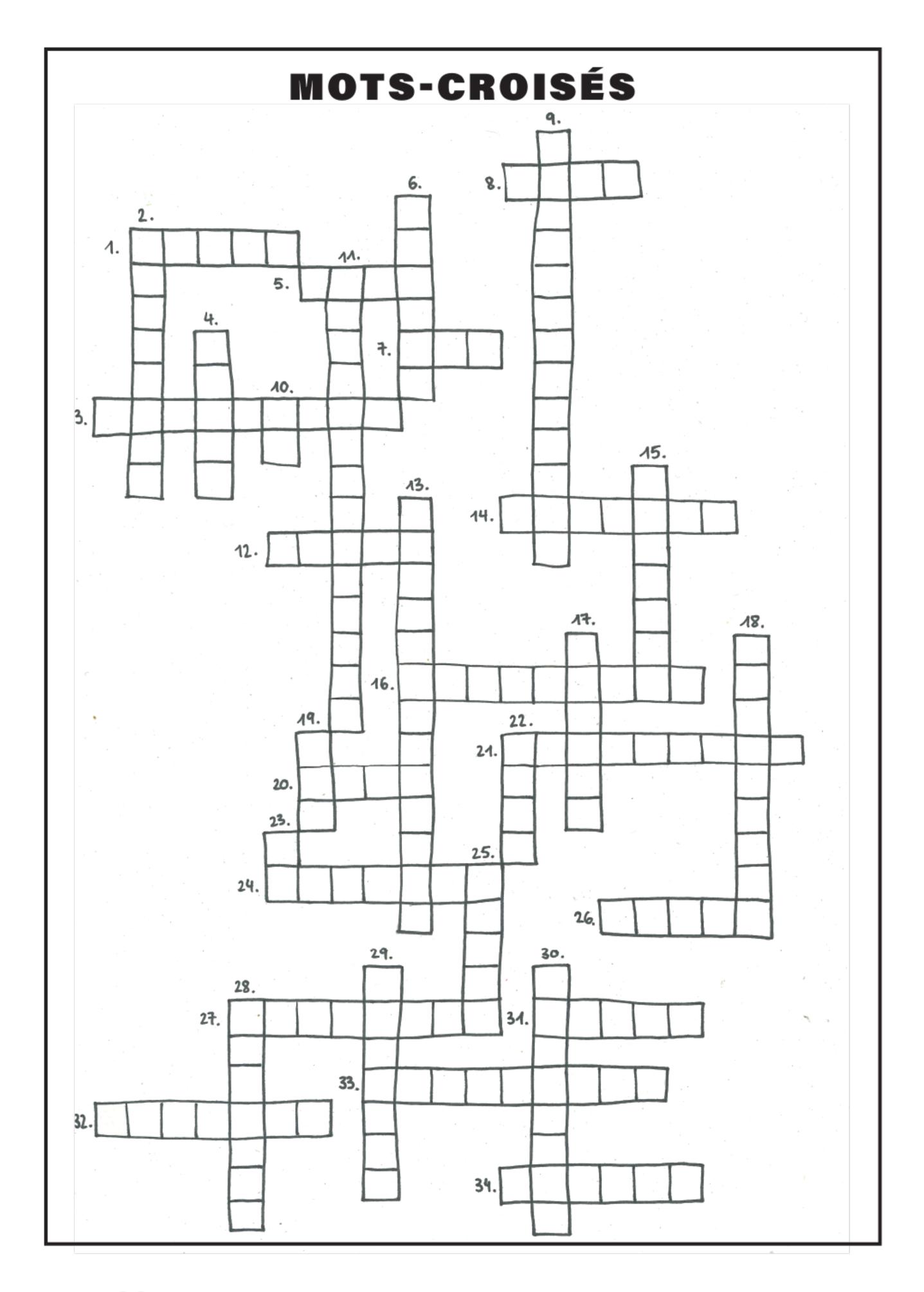


PSYCHOLOGIE ET SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Vous allez amener cet horoscope chez votre psy, iel vous dira sûrement que ce ne sont que des blagues (ne le croyez pas).

ASCENDANT FEP: Vous finirez bien par vous habituer aux dissonnances cognitives résultant du fossé béant entre la théorie et les stages.

ASCENDANT PSYCHO: Si vous ne vouliez pas avoir à nommer de variables il est toujours temps de changer de faculté et d'aller en lettres...

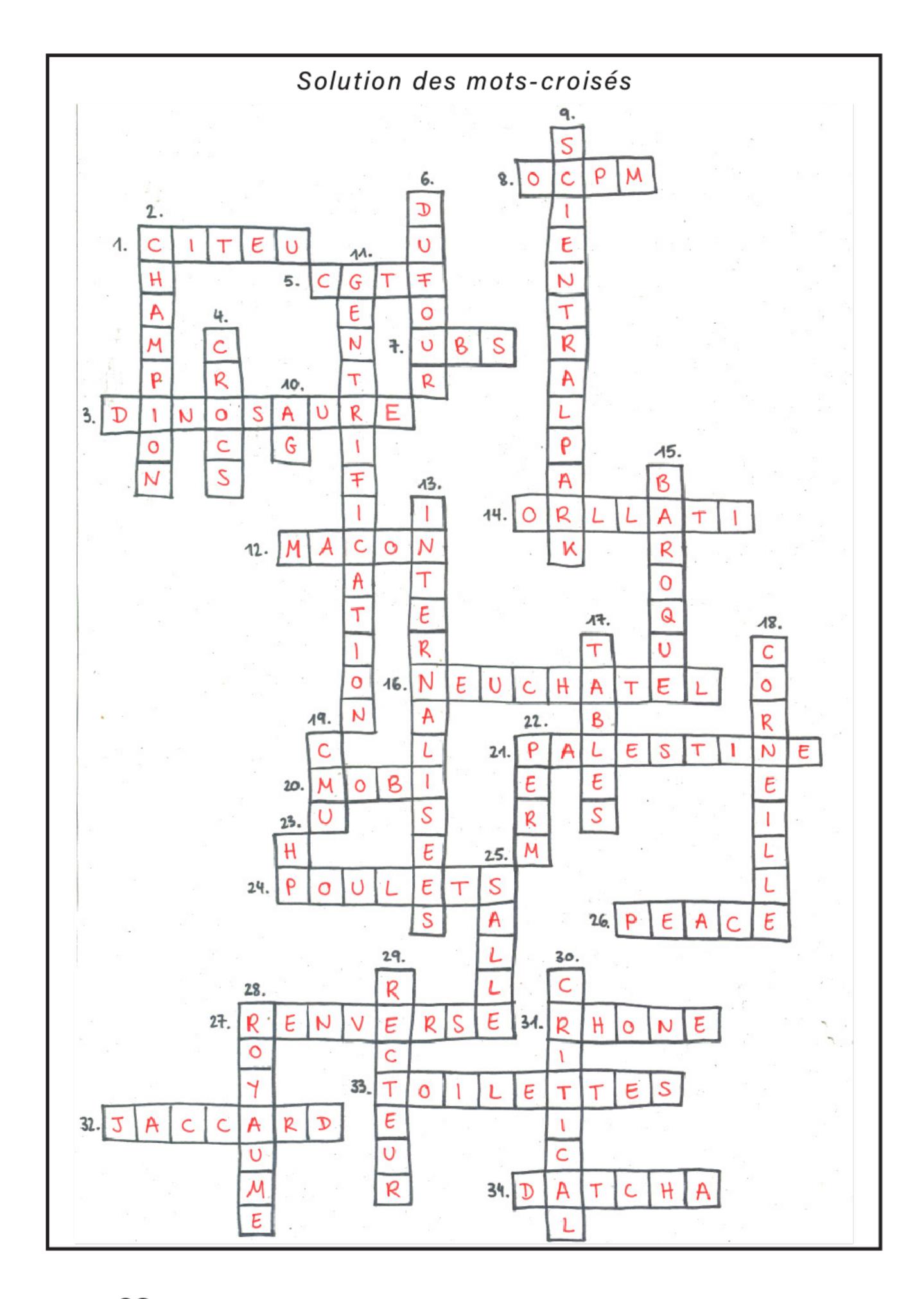


Horizontal

- 1. C'est super d'y habiter, à part si tu veux inviter des gens à dormir, mettre des meubles dans ta chambre ou encore brancher un ventilateur.
- 3. Une des créatures préhistoriques qui a envahi Genève sans autorisation pour le 8 mars dernier
- 5. La sugar mommy de toutes les associations de l'UNIGE
- 7. A avalé Crédit Suisse, rip
- 8. Infâme bureau cantonal en charge de la régularisation ou non des migrant.e.x.s
- 12. Ce corps de métier était en grève en novembre 2022, et comme le dit JUL « J'aurais pu être un mauvais garçon. J'aurais pu finir, mais pas maton » !
- 14. Redoutable entreprise polluante suisse au logo turquoise qui ne veut pas laisser béton...
- 16. L'UDC et le conseil d'état de ce canton veulent augmenter les taxes universitaires de près de 60%.
- 20. Nouvel espace étudiant à UniMail!
- 21. On s'aligne avec Alpha Wann quand il dit « J'aime la, j'aime pas les States ». De la mer au Jourdain, elle sera libre!
- 24. On les rôtit le treize décembre.
- 26. No justice, no!
- 27. Qualifié de « site opaque de l'extrême gauche » ou encore d'« intraçable relais des luttes contestataires », une chose est sûre à son propos : c'est le meilleur site d'information en Romandie!
- 31. Fleuve qui fait notre bonheur en été
- 32. Nom de l'auditoire MR380 à UniMail, nommé en l'honneur d'un étudiant disparu en Argentine, l'une des nombreuses victimes de l'opération Condor.
- 33. C'est vachement plus cool quand elles sont non-genrées.
- 34. Espace étudiant autogéré à Sciences

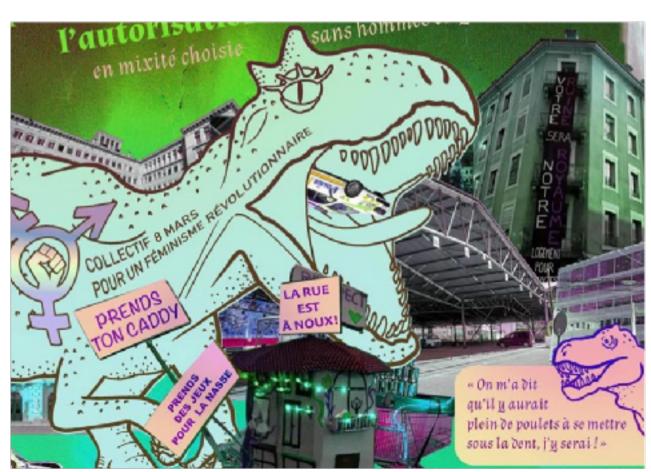
Vertical

- 2. Immense allié des luttes féministes, Yves Flückiger a été élu gender
- 4. Les étudiantexs les ont à l'UNIL et revendiquent des repas à 3 francs dans les cafétérias universitaires!
- 6. Bâtiment universitaire où trône le rectorat
- 9. Nom du jardin de Sciences, lol
- Grande assemblée associative où le comité est élu
- 11. Processus par lequel les quartiers populaires se transforment en quartiers plus aisés et deviennent inaccessibles aux plus pauvres
- 13. Ouste les entreprises privées, les cafétérias seront bientôt......!
- 15. Club de bourges qui veut s'installer à la pointe de la Jonction, malgré les protestations des associations de quartier
- 17. Denrées rares en faculté de lettres apparemment
- 18. Le bel animal de l'agenda de la CUAE de cette année
- 19. Là où souffrent les 1ères années de médecine
- 22. En cas de problème ou de besoin de conseil, la de la CUAE est un moment où on peut poser toutes ses questions.
- 23. Cette marque d'ordinateurs est complice de l'apartheid israélien.
- 25. L'unige l'a retirée aux associations de SDS en 2021 et ne leur a toujours pas proposé un nouvel espace!
- 28. Nom de la rue des Pâquis où a lieu une tentative d'occupation en 2023, car votre ruine sera notre!
- 29. Poste tout au sommet de la hiérarchie universitaire qui, apparemment, n'est pas si alléchant que ça
- 30. Elle a lieu tous les derniers vendredis du mois, et elle est critiquée dans ce RC.



Solution des mots-croisés Version détaillée

- 1. **Cité U :** Pour pouvoir inviter des gens à dormir, la Cité U demande aux locataires de payer 15 francs et de remplir un formulaire intrusif. De plus, il est interdit d'ajouter des meubles dans les chambres et les appartements. Dans certains cas, il y a une tolérance, mais en été 2023, le conseil de fondation a décidé d'interdire les ventilateurs afin de faire des économies sur les coûts d'électricité. Et ce, même si à partir de septembre 2023 touxtes les locataires de la Cité U subiront une hausse de leurs charges.
- 2. **Champion :** Une sombre ONG recense les « international gender champions ». Apparemment, le recteur Yves Flückiger en est un. Dès lors, il est étonnant que le cahier de revendication de la grève féministe pour l'UNIGE n'ait presque pas changé depuis 2019, non ?
- 3. **Dinosaure :** Chaque année autour du 8 mars, journée internationale des luttes féministes, a lieu une manif sauvage nocturne. En 2023, les dinosaures étaient la mascotte de la manif!



Malheureusement, cela n'a pas em-

- pêché les flics d'allègrement nasser et matraquer les manifestant.e.x.s. Si vous aussi vous voulez vous transformer en dino qui prend la ville, vous pouvez allez jouer à ce super jeu vidéo conçu pour l'occasion : https://gd.ga-mes/8marsfeministerevolutionnaire/termin-autor-rex-le-jeu
- 4. **Crocs :** « On a les crocs ! » est un mouvement étudiant de l'UNIL. lels revendiquent des repas à 3 francs dans les cafétérias universitaires, l'internalisation des cafétérias, 80% de volume servi végétarien et une pause de midi pour touxtes.



- 5. **CGTF**: La CGTF est la Commission de Gestion des Taxes Fixes. C'est elle qui redistribue l'argent dédié aux associations via des subventions ordinaires ou extraordinaires.
- 6. **Dufour :** Dufour est le bâtiment où siège le rectorat, ce qui lui donne une importance symbolique certaine. Par exemple, en 2016, la CUAE a occupé les bureaux du rectorat, ce qui a empêché l'augmentation des taxes universitaires prévue jusqu'alors.
- 7. **UBS :** En mars 2023, la banque UBS a racheté la banque Crédit Suisse pour 3 milliards de francs. La Suisse a accordé une garantie de 9 milliards

a accordé une garantie de 9 milliards gentrification, allez lire notre définition de francs à UBS pour qu'elle ne risque rien.

- **OCPM**: L'Office Cantonal de la 8. Population et de la Migration (OCPM) est un bureau cantonal auquel toutes les personnes qui n'ont pas les papiers suisses doivent se confronter régulièrement. C'est lui qui décide d'attribuer les permis de travail, les permis d'établissement, les permis de séjour, etc. à Genève. Il cause quotidiennement énormément de soucis aux personnes qui dépendent de lui. Sa rigidité administrative et sa collaboration avec les services de police participent à l'inhospitalité de Genève.
- Scientralpark: Le parking entre 9. Sciences II et III a été récemment transformé en jardin. Le nom de ce nouvel 13. Park a battu Le jardin des Sciences, L'entre II et La cour (référence au nom du doyen Lacour de l'époque, #cringe).
- AG: Une AG (ou Assemblée Générale) est une assemblée où peuvent participer touxtes les membres d'une association. C'est à ce moment-là que le comité est élu, que la comptabilité est validée, que les rapports d'activité sont présentés. A la CUAE, c'est également le moment où de nouvelles associations peuvent rejoindre la faitière. Cette année, les AG de la CUAE auront lieu les 18 octobre 2023 et le 17 avril 2024, les deux fois à 18h15 en MR170. Venez nombreuxses!
- Gentrification: Pour une expli-11. cation plus complète de ce qu'est la

de la gentrification, p. 13!

- Maçons: En novembre 2022 en 12. Suisse romande les maçons se sont massivement mis en grève. Cette grève a eu lieu au moment où la convention nationale de travail du secteur devait être renouvelée. Le patronat enchaînait les négociations crapuleuses pour flexibiliser encore plus le travail des maçons et accroître ses marges. De plus, le patronat estimait avec un argumentaire mensonger que la grève était illégale. Heureusement, celle-ci a bien eu lieu et a été un succès. Fun fact : les maçons étaient tellement motivés que le cortège a battu les records de distance de manifs et les syndicalistes avaient du mal à les suivre sur la fin!
- Internalisation: Depuis espace a été soumis au vote. Scientral vembre 2021, la CUAE revendique et travaille pour obtenir l'internalisation des cafétérias universitaires. Cela voudrait dire que ces dernières ne seraient plus gérées par un groupe privé (actuellement SV groupe), mais par l'université elle-même. Cette internalisation améliorerait les conditions de travail et le salaire des employé.e.x.s, offrirait une meilleure qualité de nourriture, et permettrait un investissement et un poids décisionnel plus grand pour les étudiant.e.x.s.
 - Orllati: Orllati est une entreprise du bâtiment basée dans le canton de Vaud. Une fois qu'on la connaît, on ne peut s'empêcher de remarquer son nom partout. Le béton est une industrie extrêmement polluante et Orllati, tout comme Holcim (un autre géant du

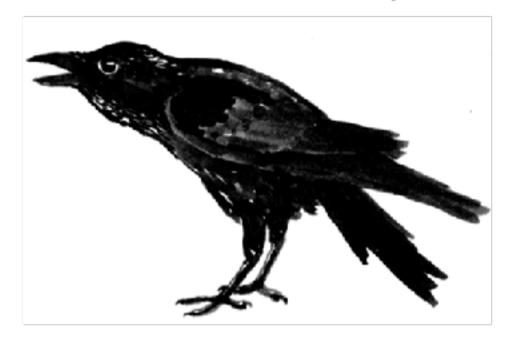
béton), participe activement à la destruction du vivant. Ces derniers temps, les actes de résistance contre Orllati se sont multipliés. En mars, les Grondements des Terres, un mouvement écologiste en Suisse romande, a occupé la forêt du Moulin d'Amour dans le canton de Vaud. En effet, Orllati avait pour projet d'en faire une carrière. Finalement, Orllati a laissé tomber!

15. Baroque : Le Baroque est une chaîne de restaurants/boites de nuit de luxe à Genève. Ils ont gagné le concours de la ville pour reprendre un immense espace sous les anciennes halles TPG de la Jonction, au détriment des assos du quartier qui proposaient un projet non-marchand et populaire. Le projet du Baroque est un exemple criant de gentrification, soutenu par les autorités, et c'est pourquoi de nombreuses personnes et collectifs se sont mobilisé.e.x.s contre lui. En décembre 2022, de détails, lire notre article p. 43! une fête foraine sauvage s'est invitée aux halles de la Jonction pour protester contre l'arrivée du groupe de luxe. Suite à des démêlées juridiques entre la ville et le Baroque, le projet a pris du retard. Dernier rebondissement: le Baroque a « oublié » de déposer une demande d'autorisation de construire (lol). Affaire à suivre...

Neuchâtel : Le conseil d'état 16. de Neuchâtel a proposé en ce début d'année une augmentation drastique des taxes universitaires à Neuchâtel. De manière très peu étonnante, cette proposition était bruyament soutenue par l'UDC cantonal. Dans ce projet, les taxes seraient passées de 425 à 720chf pour les étudiant.e.x.s suisses et de

790 à 970chf pour les étudiant.e.x.s étrangèr.e.x.s. La faîtière associative de cette université (la FEN), bien que très modérée et rarement dans l'opposition, s'est soulevée contre cette proposition scandaleuse. A titre de comparaison, les taxes semestrielles à Genève sont de 500chf, sans discrimination entre suisse.sse.x.s et étrangèr.e.x.s. Ça reste 500chf trop cher !!!

Tables: Suite aux travaux aux 17. Bastions, la faculté des lettres a déménagé ses cours dans de nombreux bâtiments aux quatre coins de la ville. Cette réorganisation n'a pas été sans conséquences pour les étudiant.e.x.s, qui ont suivi des cours pendant un an dans des salles (à l'école-club Migros et au palais de l'Athénée) qui n'étaient pas équipées de tables. A ce jour, malgré tout le travail de l'AEL, les tables manquent toujours à l'appel... Pour plus



Corneille : Chaque année la 18. CUAE publie un agenda-guide qui est distribué à des miliers d'exemplaires. La partie guide de l'agenda donne un certain nombre de conseils pour vivre à Genève et des informations essentielles pour comprendre comment l'université fonctionne. L'agenda-guide change chaque année et un animal totem est choisi. Ces dernières années, les animaux ont été les

fourmis, l'axolotl, la loutre, la méduse et 22. **Perm :** La CUAE tient des perla corneille. manences gratuites, confidentielles et

19. **CMU**: Le CMU est le Centre Médical Universitaire, bâtiment où étudient principalement les étudiant.e.x.s de médecine.



- 20. **Mobi :** Cela fait des années que la CUAE se mobilise pour exiger plus d'espaces étudiants et associatifs à l'université. En septembre 2023, un nouvel espace voit le jour à UniMail: la Mobi. Cet espace se trouve au rezde-chaussée d'UniMail et est ouvert à touxtes!)
- Palestine: La Palestine est oc-21. cupée par l'état d'Israël depuis plus de cinquante ans. Cet état pratique l'apartheid et viole les droits humains quotidiennement. Pour en apprendre plus sur la Nakba (la spoliation brutale des terres par l'armée israelienne en 1948) et la lutte palestinienne, vous pouvez regarder cette conférence organisée par la CUAE avec plusieurs collectifs (CUP-Ge, PFC'E, BDS-GE, Apartheid Free Zone, Law for Palestine): https:// cuae.ch/enregistrement-de-la-conference-la-nakba-de-mai-1948-a-cejour-75-ans-dune-catastrophe-en-palestine/

22. **Perm :** La CUAE tient des permanences gratuites, confidentielles et indépendantes de l'université. En cas de problème ou de question (opposition, problème avec des profs, permis de séjour,...), vous pouvez venir sans rendez-vous à notre bureau au 102, bd Carl-Vogt (horaires sur www.cuae.ch).



- 23. **HP**: Des entreprises comme Puma ou Axa, Hewlett Packard (HP) soutiennent l'apartheid israélien. HP s'occupe de divers systèmes IT pour le gouvernement et les militaires israéliens, y compris le système d'identification installé aux différents points de contrôle militaires israéliens et celui de la marine israélienne qui impose le blocus de Gaza.
- 24. **ACAB**: L'acronyme « ACAB » (All Cops Are Bastards) est un slogan anti-police qui peut se traduire par les chiffres 1312 (1 = A, 3 = C, 1 = A et 2 = B). La date du 13.12 correspond donc à l'acronyme précité. Le terme « poulet » est de l'argot pour parler des flics, comme dans la célèbre chanson « Sacrifice de poulets » du Ministère A.M.E.R.
- 25. **Salle:** Jusqu'en 2021, les associations de SDS avaient une salle située à Baud-Bovy. Sans explication et surtout sans proposition de remplacement,

cette salle a été supprimée. Depuis, les associations doivent stocker leur matériel dans un espace inaccessible et qui ne fait pas du tout office de lieu de sociabilité. En mai 2023, l'AESDS (la faitière des associations de SDS) a envoyé une lettre ouverte largement signée au doyen. Affaire à suivre...

Peace: « No justice, no peace » 26. (Pas de justice, pas de paix) est un slogan antiraciste des mobilisations contre les meurtres racistes de la police et de la matonerie. En Suisse, la police tue chaque année des hommes noirs. En 2016, un caporal (devenu sergent depuis) assassine Hervé Mandundu à Bex. Il est ensuite acquitté et indemnisé de 35'000 francs. En 2018, six policiers assassinent Mike Ben Peter à Lausanne. En 2023, ils sont acquittés et indemnisés à plusieurs centaines de milliers de francs. En 2021, un policier tire sur Roger « Nzoy » Willhem à la gare de Morges et le tue. A ce jour, on ne sait toujours pas si le policier va être jugé.

27. **Renversé :** Renversé (www. renverse.co) est un site d'information sur l'actualité des luttes en Suisse romande. C'est un site participatif où tout le monde peut publier des articles. Un agenda est également tenu à jour avec les rendez-vous militants. Il fait partie du réseau Mutu, au même titre que barrikade.info, son équivalent suisse allemand.

28. **Royaume:** Le 9 février 2023, l'immeuble du 8 rue Royaume, vide depuis des années, a été occupé. Il a été très rapidement – et brutalement – évacué

par la police, qui a dispersé à coups de matraque les personnes s'étant rassemblées en soutien. L'histoire de cet immeuble est lugubre : il appartient à un propriétaire crapuleux qui a fait du marchandage de sommeil (louer extrêmement cher des pièces insalubres à des personnes, souvent sans papiers, n'ayant pas d'autre choix pour se loger) jusqu'à ce que l'immeuble brûle.

Laissé en ruine depuis, on aurait bien aimé voir les occupant.e.x.s y élire domicile et lui donner une nouvelle vie, au lieu de ça ce sont de lourdes punitions judiciaires auxquelles ces dernièr.e.x.s ont eu droit. Hélas, garantir des logements accessibles à touxtes semble être moins important pour les autorités que la protection des propriétaires véreux!



8, rue Royaume

- Recteur: Yves Flückiger, rec-29. teur de l'UNIGE depuis 2015, devait être remplacé et c'est l'assemblée universitaire (AU) qui était responsable de choisir son/a remplaçant.e. Cette procédure (confidentielle) a occupé l'assemblée pendant tout le semestre d'automne 2022. En septembre 2022, la Tribune de Genève a révélé que seuls huit candidatures avaient été reçues et parmi elles, aucune femme. Le poste de recteur n'attirerait-il donc pas grand monde? Suite au blocage de la décision de l'AU (qui avait élu Eric Bauce) par le conseil d'état, tout le processus a dû être repris de zéro. Pour plus d'informations, lire notre article sur l'AU à la page 5.
- 30. **Critical**: A Genève, la critical mass est un rendez-vous mensuel (recensé dans l'agenda de la CUAE). C'est un cortège à vélo qui démarre de la place des Grottes et prend la rue sans demander l'autorisation aux autorités policières. Elle a lieu à Genève depuis 25 ans et existe dans de nombreuses autres villes. On en parle dans un article à la p. 50!
- 31. **Rhône**: Quand on dit qu'il fait notre bonheur en été, on parle surtout des personnes qui restent à Genève l'été et qui peuvent profiter de ce fleuve pour se rafraîchir en s'y baignant. Par ailleurs, ici n'est pas le lieu pour dévoiler les meilleurs coins au bord du Rhône:)
- 32. **Jaccard**: Alexei Jaccard était un étudiant suisso-chilien à l'UNIGE. En 1977, il se rend en Argentine pour rejoindre des membres du parti com-

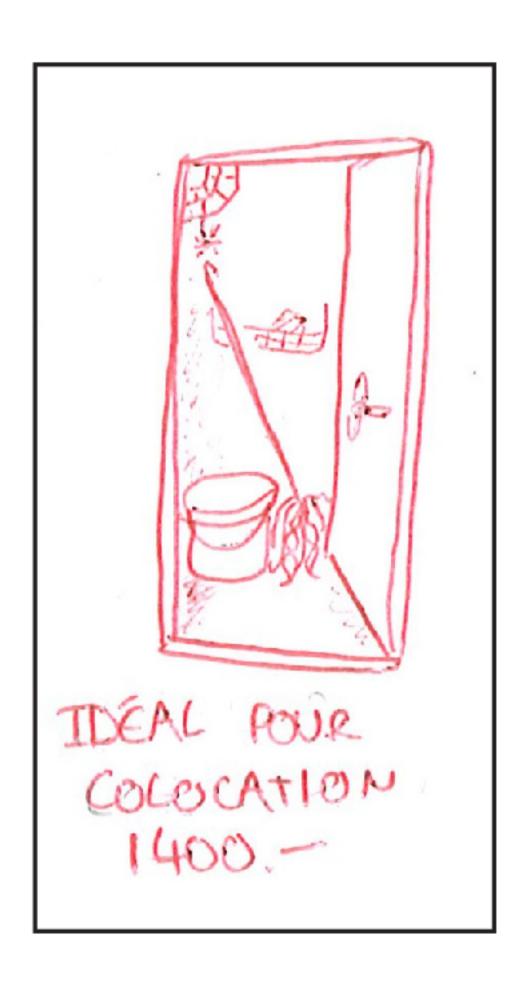
muniste chilien et il y disparait. Il est l'une des nombreuses victimes de l'opération Condor, une opération militaire de grande envergure menée conjointement par Pinochet, ses alliés en Amérique du Sud et les Etats-Unis. Durant cette opération, des centaines de personnes sont enlevées, torturées et exécutées. Très souvent, les services secrets font disparaitre les corps, d'où le nom « disparition forcée ». Le corps d'Alexei Jaccard n'a jamais été retrouvé.



Toilettes : Les toilettes genrées 33. peuvent paraîtres banales et anodines. Pourtant, leur existence cristallise des violences sexistes et cissexistes. En effet, la séparation binaire « homme/ femme » ne correspond pas à la réalité. Séparer les hommes des femmes est parfois présenté comme une condition pour la sécurité de ces dernières. Cependant, les agressions sexuelles n'ont lieu qu'extrêmement rarement dans les toilettes et isoler les femmes n'est jamais une solution; et si à la place on éduquait les hommes? Les toilettes binaires sont toutefois source de

violences à l'encontre des personnes trans et/ou non-binaire. Le GT genre de la CUAE a écrit un fanzine sur le sujet et nous vous le recommandons! Il est à retrouver ici: https://cuae.ch/fanzine-sur-les-toilettes-non-genrees/

34. **Datcha:** La Datcha est à l'origine un groupe de travail de la CUAE. Aujourd'hui très indépendant, il s'agit d'un collectif qui gère un lieu autogéré près des bâtiments de Sciences. L'espace est ouvert tous les jours entre 12h15 et 14h et accueille régulièrement des événements publics. Il est également possible pour les associations de le louer!



MAIS C'EST QUOI LA CUAE?

La CUAE, c'est la Conférence Universitaire des Associations d'Etudiant.e.x.s. Il s'agit de l'association qui porte la double casquette de syndicat étudiant et de faitière universitaire, active à l'UNIGE depuis plus de 50 ans.

En tant que syndicat étudiant, la CUAE défend les intérêts des étudiant.e.x.s dans l'université et en dehors. Elle se mobilise pour les intérêts de la population étudiante dans son ensemble en exigeant des conditions d'études dignes pour touxtes.

En tant que faîtière universitaire, c'est à dire l'« association des associations », la CUAE défend les intérêts des associations auprès des organes universitaires, coordonne la vie associative et accompagne les nouvelles associations. A l'heure actuelle, la CUAE compte plus de 80 associations membres!

La CUAE propose aussi des permanences gratuites, confidentielles et indépendantes de l'université. Toute personne ou association qui a une question ou un problème peut venir sans rendez-vous demander conseils et accompagnement.

Vous tenez entre vos mains le Regard Critique, journal écrit et édité par le comité de la CUAE. Bonne lecture !



NOUS CONTACTER:

SITE WEB: CUAE.CH

MAIL: CUAE@UNIGE.CH

INSTAGRAM: @CUAE_UNIGE

FACEBOOK: @CUAE.GE

PERMANENCES CONFIDENTIELLES ET GRATUITES: 102, BD

CARL-VOGT (HORAIRES SUR NOTRE CUAE.CH)